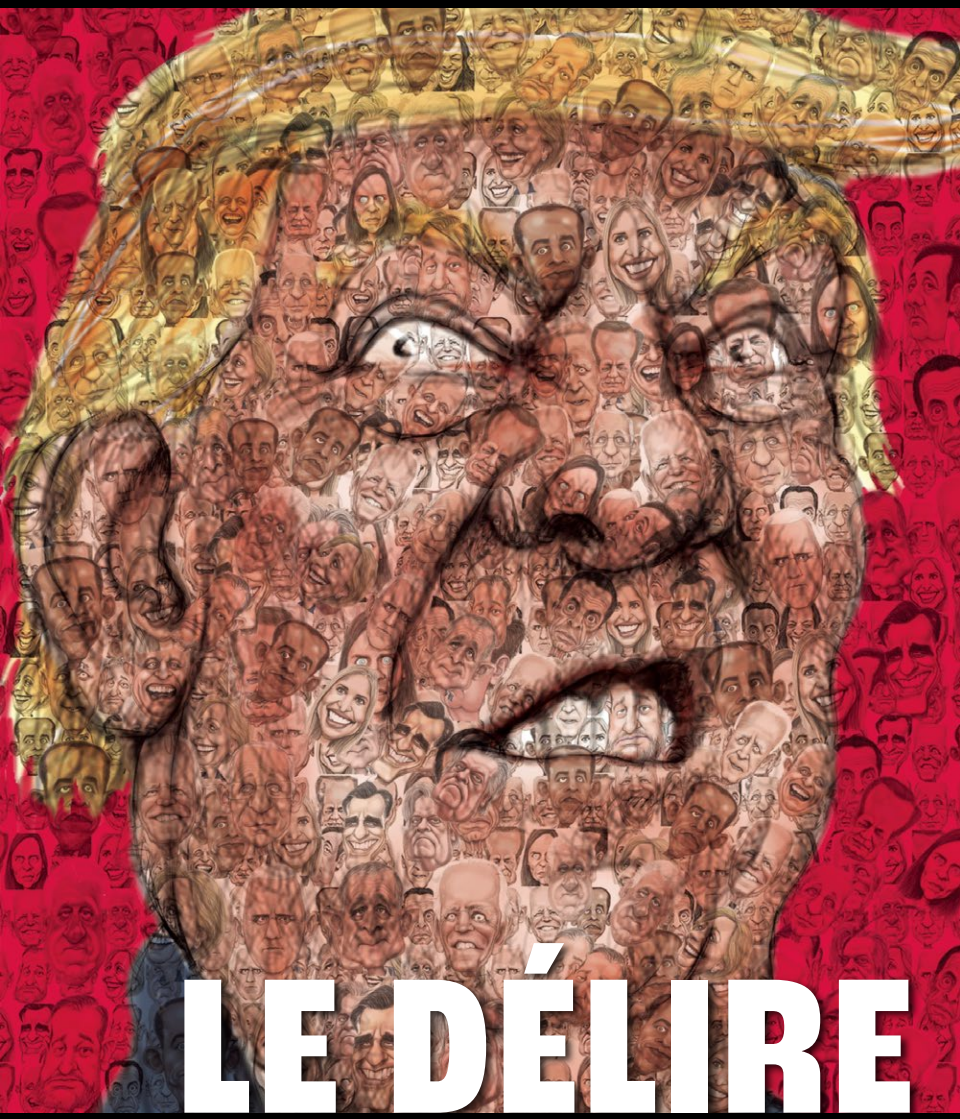
ALEXANDRE COUTURE GAGNON

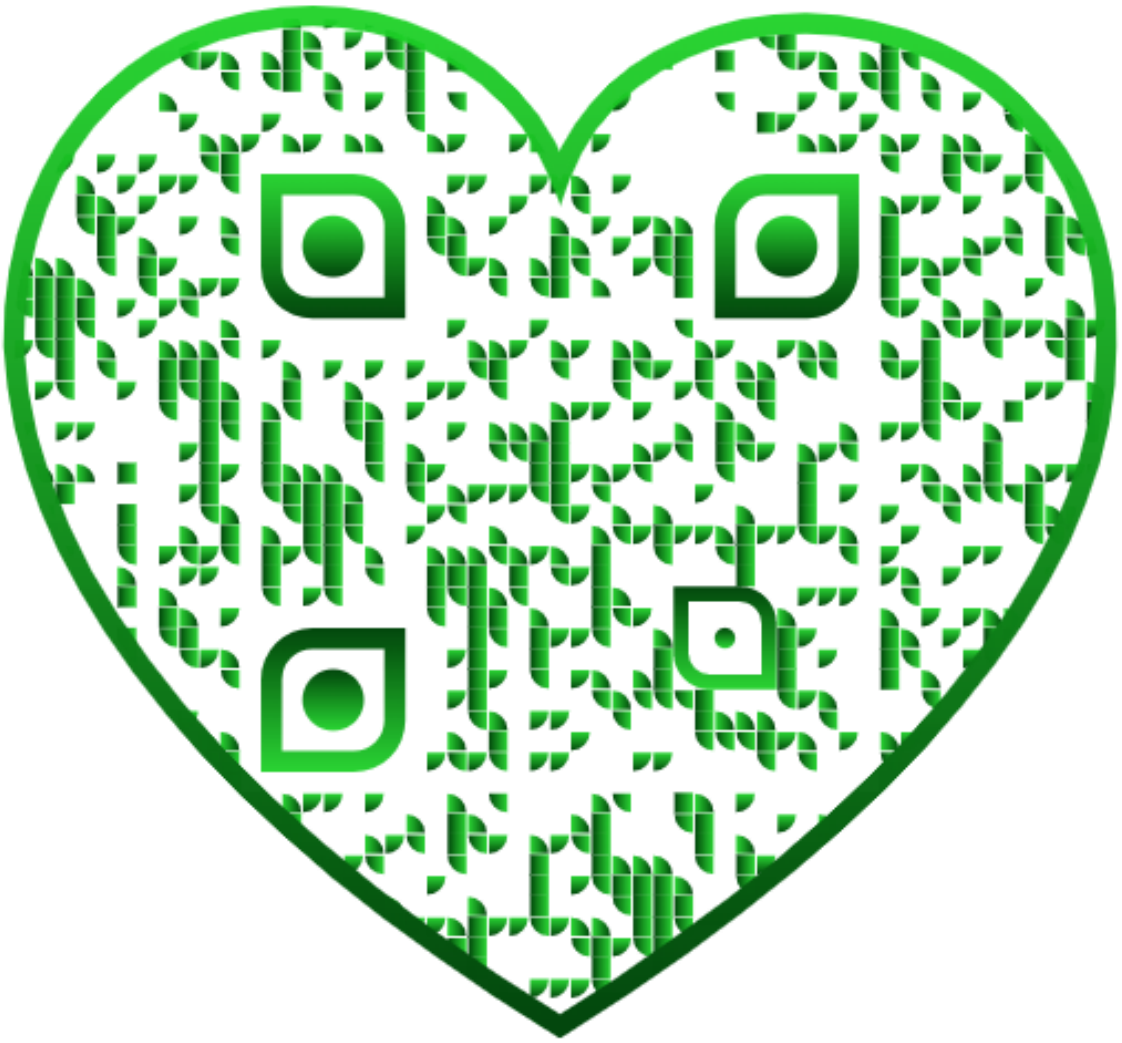
ALEXANDRE SIROIS



LE DÉLIRE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

les éditions LA PRESSE

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022 à louise-garon



LE DÉLIRE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

ALEXANDRE COUTURE GAGNON

ALEXANDRE SIROIS

LE DÉLIRE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

LES ÉDITIONS **LA PRESSE**

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Le délire de l'empire américain / Alexandre Couture Gagnon, Alexandre Sirois.

Noms : Couture Gagnon, Alexandre, auteure. | Sirois, Alexandre, 1974- auteur.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 20220015341 | Canadiana (livre numérique) 2022001535X | ISBN 9782898251542 | ISBN 9782898251559 (PDF) | ISBN 9782898251566 (EPUB)

Vedettes-matière : RVM: États-Unis—Politique et gouvernement—2017-2021. | RVM : États-Unis—Conditions sociales—21e siècle. | RVM: Problèmes sociaux—États-Unis—Histoire—21e siècle

Classification: LCC JK275.S57 2022 | CDD 320.97309/052—dc23

Éditeurs délégués : Pierre Cayouette et Anabel Collin
Conception graphique : Karine Chevrier
Révision linguistique : Marie-France Léger
Correction d'épreuves : Sabine Cerboni
Caricature en couverture : Serge Chapleau

L'éditeur bénéficie du soutien de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son programme d'édition et pour ses activités de promotion.

L'éditeur remercie le gouvernement du Québec de l'aide financière accordée à l'édition de cet ouvrage par l'entremise du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres, administré par la SODEC.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC).

Les Éditions La Presse (mots et logo)
sont des marques détenues
par Fiducie de soutien à *La Presse*
et employées sous licence.

Les Éditions La Presse
TOUS DROITS RÉSERVÉS
Dépôt légal — 3e trimestre 2022
ISBN 978-2-89825-154-2
Imprimé et relié au Canada
Premier tirage : septembre 2022

LES ÉDITIONS **LA PRESSE**
7333, place des Roseraies, bur. 501
Anjou (Québec) H1M 2X6

Pour nos enfants
Alexandre Couture Gagnon et
Alexandre Sirois

PRÉFACE

par Jean-François Lépine

Été 2022

Je fais partie de cette génération qui est née tout juste après la Deuxième Guerre mondiale, à une époque où le monde, à peine sorti du conflit le plus meurtrier de son histoire, entrait dans une nouvelle peur.

La peur de l'arme atomique, possédée par deux blocs idéologiques, l'Est communiste et l'Ouest capitaliste, qui s'affronteraient désormais dans une guerre froide, une guerre sans confrontation directe, fondée sur l'intimidation et la menace nucléaire.

À l'école primaire, les enseignantes, des religieuses catholiques, nous soumettaient à des exercices d'alertes, et nous faisaient prier pour que cette catastrophe nucléaire ne se produise jamais.

Elles espéraient nous convaincre que Dieu allait nous en sauver, mais nous savions que nous avions, pour nous

protéger, les États-Unis, les grands champions de la Deuxième Guerre mondiale, la super puissance qui vivait, à côté de nous, des années de prospérité comme l'humanité n'en avait jamais vues dans son histoire, et dont les conséquences économiques nous apportaient un bien-être et des espoirs inégalés.

C'était l'époque où les États-Unis projetaient dans le monde des valeurs de liberté, de démocratie, et surtout d'espoir pour des milliards d'êtres humains. Le sommet de cette puissance s'est matérialisé au milieu des années 1980, quand l'empire soviétique, l'autre bloc, qui avait partagé avec les États-Unis la gouvernance de la planète, a commencé à s'écrouler.

Enfant élevé dans la peur des Russes, je suis devenu le journaliste qui a été un témoin direct et qui a raconté la chute de l'empire soviétique.

Éduqué dans l'admiration de « l'Amérique », j'avais aussi, depuis l'âge adulte, assisté à une érosion de l'image idéale de ce pays et de son peuple. Jeune journaliste, j'avais ainsi couvert la défaite américaine au Vietnam, l'appui des États-Unis aux dictatures militaires d'Amérique latine – le coup d'État au Chili, en particulier –, et le rôle pernicieux d'Henry Kissinger dans la politique étrangère américaine.

Plus tard, j'ai observé l'appui inconditionnel des États-Unis à Israël contre les Palestiniens, l'invasion de l'Irak par l'armée américaine à deux reprises, et les conséquences terribles qui en découlent encore aujourd'hui.

J'ai aussi connu la fin du modèle de la démocratie américaine qui avait été, pour nous, le fondement de l'admiration que nous avions, malgré tout, pour ce pays.

Le délire de l'empire américain, fruit d'un échange de curiosité exceptionnel entre deux personnes aux expériences différentes, raconte de façon unique ce parcours de la démocratie américaine jusqu'à ses manifestations récentes des plus inquiétantes.

Érigés en modèle des valeurs démocratiques, les États-Unis en sont devenus une mauvaise caricature, au point où son parlement a été envahi, en janvier 2021, par des hordes de fascistes.

Où s'en va le guide ? Qu'est-ce que cela indique sur notre monde ? C'est la question à laquelle ce livre essaie de répondre.

Le délire américain, vu par une politologue québécoise immergée dans une ville de l'extrême sud des États-Unis, à deux pas du Mexique et de son influence, sur un campus universitaire très dynamique, d'où elle observe

ce pays où la minorité hispanique prend de plus en plus d'importance.

Et un journaliste, maintenant devenu éditorialiste, qui a nourri une passion soutenue pour ce pays où il a d'abord été correspondant, au début des années 2000, et avec lequel il n'a jamais rompu depuis.

Un dialogue passionnant, un tour d'horizon exhaustif d'un pays qui influence le Canada et avec lequel nous avons une relation commerciale égalitaire et essentielle, et une relation politique complémentaire, même si elle peut être parfois houleuse.

Un pays aussi qui nous inquiète par les errances dans lesquelles il semble s'engager de plus en plus. Ce que les auteurs appellent le délire de l'empire américain.

La politisation et la polarisation extrême de ses élites politiques, économiques et malheureusement judiciaires sont préoccupantes. La prolifération des armes entraîne la multiplication des décès par armes à feu, qui sont devenus la principale cause de mortalité chez les enfants.

L'obscurantisme entoure les enjeux environnementaux et les politiques relatives aux minorités et à l'immigration. Je pourrais continuer longtemps.

Tout cela est exposé sans réserve, mais à la fin il y a de l'espoir. L'espoir que les États-Unis qui demeurent malgré tout un phare de liberté, de savoir, d'innovation et de leadership, parviendront à mettre à profit leurs meilleurs éléments qui contribuent à transformer le monde pour le meilleur et à laisser le pire de côté.

Les États-Unis, pour quelques années encore, restent la plus grande puissance de la planète, et comme je le dis souvent à propos de la nouvelle puissance montante, la Chine, il est d'autant plus essentiel de mieux la connaître et de la démystifier.

C'est ce qu'Alexandre Couture Gagnon et Alexandre Sirois ont fait à leur façon.

Et leur moment est bien choisi. Le ton de leurs échanges est rafraîchissant et révélateur.

Le monde a encore beaucoup d'attentes face aux États-Unis. On en arrive à souhaiter, en lisant ce livre, que les élites américaines en prennent davantage conscience et, pour paraphraser Bill Clinton, cité par les auteurs, qu'elles décident d'en tirer le meilleur d'elles-mêmes, avant qu'il ne soit trop tard.

Introduction

POURQUOI L'AMÉRIQUE PLEURE-T-ELLE ?

par Alexandre Sirois

Espoir…

Allez, reconnaissez que ça vous fait tout drôle de lire ce mot, aujourd'hui, au début d'un livre sur les États-Unis !

C'est justement pour ça qu'il s'y trouve. Pour vous faire réaliser à quel point la vie a changé chez nos voisins du Sud en moins de quinze ans.

Parce qu'en 2008, de nombreux Américains n'avaient que ce mot aux lèvres.

Espoir…

En novembre de cette année-là, je me suis retrouvé à Chicago, en Illinois, au milieu d'une foule de plus

de 200 000 personnes réunies à Grant Park. Elles s'étaient déplacées pour acclamer Barack Obama, le soir de sa victoire historique.

La confiance et l'optimisme du nouveau président étaient contagieux. Chaque entrevue que j'effectuais me permettait de le confirmer.

« C'est la preuve que nous pouvons, comme peuple, être unis. Obama va guérir cette nation. Nous pouvons être rassemblés », m'avait dit Chantelle Wilkins, peu après l'annonce du résultat du scrutin. Cette Afro-Américaine était accompagnée de son fils adolescent. Leurs visages étaient éclairés de larges sourires et leurs yeux brillaient.

Espoir…

Huit ans plus tard, je me retrouvais à Cleveland, en Ohio, au beau milieu de dizaines de milliers de partisans républicains. L'ambiance était aux antipodes de celle de Chicago. J'assistais au discours de Donald Trump, moment clé de la convention républicaine, l'événement où il allait officiellement devenir candidat de son parti à l'élection présidentielle de 2016.

Le nouvel homme fort républicain présentait les États-Unis, pour sa part, comme un pays au bord du désespoir.

Criminalité, violence, terrorisme… Lui seul, affirmait-il, était en mesure de permettre « le retour à la sécurité ».

Il fallait « rendre sa grandeur » à l'Amérique, disait-il. Mais quand l'avait-elle perdue, aurait-il fallu lui demander.

Désespoir…

L'élection du candidat républicain a été l'équivalent d'un œil au beurre noir pour les États-Unis. D'autres démagogues radicaux ont voulu occuper le Bureau ovale au cours des dernières décennies – si ce n'est pas déjà fait, courez lire *Le complot contre l'Amérique* de Philip Roth, où il imagine que l'aviateur Charles Lindbergh remporte la victoire en 1940 contre le démocrate Franklin D. Roosevelt – mais jusqu'ici, aucun n'y était parvenu.

Et que dire du bilan des quatre années de Donald Trump à la Maison-Blanche ? Tout simplement catastrophique. Un film délirant dans lequel des dizaines de millions d'Américains ne veulent surtout pas jouer une nouvelle fois. Et dont la fin fut particulièrement traumatisante.

On sait maintenant que s'il n'en tenait qu'à lui, il serait toujours président, malgré sa défaite contre Joe Biden, au mépris du processus démocratique.

Désespoir…

On ne mesure pas encore assez bien l'ampleur de ce qui vient de se passer chez nos voisins. C'est un peu normal. On a longtemps affirmé qu'au début des années 1970, lorsqu'on avait demandé au premier ministre chinois Zhou Enlai ce qu'il pensait de la Révolution française, il avait répondu qu'il était « trop tôt pour se prononcer ».

Il faut pourtant tenter de comprendre comment les États-Unis ont pu basculer si rapidement et passer de l'espoir au désespoir. Il importe de s'attarder, aussi, aux conditions qui ont permis l'émergence de Donald Trump ainsi que sa victoire. Plus généralement, il est essentiel d'identifier les symptômes qui affligent ce pays malade.

Tout un défi, oui, c'est vrai. Le temps des oracles est depuis longtemps terminé. Mais j'estime qu'il était important de le relever.

Je m'appelle Alexandre Sirois, éditorialiste à *La Presse*. Je fus correspondant à Washington au début des années 2000. Depuis, je n'ai jamais cessé d'écrire sur les États-Unis et de tenter de décrypter ce qui s'y passe.

Je tenais à faire équipe avec quelqu'un qui, comme moi, se passionne pour la politique américaine, mais qui

observe ce qui se passe aux États-Unis de l'intérieur. Alexandre Couture Gagnon le fait au quotidien avec la minutie, la rigueur et la passion qui sont celles manifestées par un horloger lorsqu'il examine les mécanismes des appareils auxquels il consacre sa vie. C'est à elle que j'ai proposé ce projet ambitieux.

Elle est professeure agrégée de science politique à l'Université du Texas, un État qui a toujours pour moi représenté une version sur stéroïdes des États-Unis. Un État, aussi, qui a une importance politique cruciale dans les affaires de la nation. N'oublions pas, notamment, que trois des onze derniers présidents sont originaires de cet État.

Notre idée initiale était de confronter nos visions du passé, du présent et de l'avenir des États-Unis. **Nous nous prêtons à cet exercice bien humblement, Alex et moi (pour simplifier votre lecture, elle sera Alex et je serai Alexandre dans ce livre).**

Les dernières années ont été une véritable leçon de modestie pour tous ceux qui tentent de comprendre le monde et de lui donner un sens.

Kazuo Ishiguro, qui a reçu le prix Nobel de littérature l'année suivant la victoire de Donald Trump et deux ans

après le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, a peut-être résumé mieux que quiconque la situation dans laquelle nous nous retrouvons tous aujourd'hui.

« Me voici donc, à soixante ans passés, en train de me frotter les yeux et d'essayer de discerner dans la brume les contours de ce monde dont je ne soupçonnais pas l'existence jusqu'à hier », a-t-il dit lors de son discours d'acceptation du prix Nobel.

Nous avons tous été forcés de faire le même constat pour les États-Unis, puissance qui rythme la marche du monde. Et nous vous proposons, pour notre part, d'essayer de discerner les nouveaux contours de ce pays.

« L'Amérique pleure », se sont mis à chanter les Cowboys Fringants il y a quelques années. Leur constat sonne juste. Tentons donc, aujourd'hui, de comprendre pourquoi.

SYMPTÔME 1

LE TRUMPISME

Le côté obscur de la Force

ALEXANDRE

Alex, je brise la glace et je commence notre échange en évoquant le nom du politicien américain sans lequel ce livre n'existerait probablement pas : Donald Trump.

Si ce milliardaire populiste n'avait pas été élu président en 2016, nous n'aurions sûrement pas décidé de diagnostiquer, ensemble, les maux qui rongent la société américaine.

Mais il a gagné.

Et, depuis, il a contribué à accentuer la polarisation de la société américaine et à affaiblir les institutions démocratiques. Ce n'est d'ailleurs pas parce qu'il a quitté la Maison-Blanche qu'il a baissé les bras.

Donald Trump demeure, encore aujourd'hui, « la plus importante menace à la santé de la démocratie américaine », comme l'a écrit Michael Gerson, ancien rédacteur de discours de George W. Bush, qu'on ne peut pourtant pas accuser d'avoir des affinités avec les démocrates.

Je me souviens encore du choc que j'avais eu lorsque j'ai couvert la convention du Parti républicain qui a officialisé la candidature de Donald Trump à la présidence.

Tu me permettras une allusion à *La Guerre des étoiles* : j'avais l'impression que le Parti républicain venait de sombrer du côté obscur de la Force.

Oh, je sais bien que le parti d'Abraham Lincoln (qui doit se retourner dans sa tombe depuis longtemps, pauvre lui…) flirtait avec ce côté obscur depuis plusieurs années ! Si Donald Trump est un monstre, ce sont les républicains qui l'ont créé, ou du moins qui ont tout fait pour favoriser l'émergence d'un tel leader. Leur imprudence, jumelée à une série de changements vécus aux États-Unis et dans d'autres démocraties occidentales, que nous allons certainement énumérer au cours de notre conversation, a permis à un véritable démagogue de bousculer l'échiquier politique américain de façon telle que le monde entier a été secoué.

Les quatre années de Donald Trump au pouvoir, tout comme son refus d'accepter sa défaite contre Joe Biden en 2020, ont confirmé mes craintes. Les tiennes aussi, je présume.

C'est pourquoi, à mon sens, si on veut comprendre le mal qui ronge les États-Unis, il faut commencer par décrypter le trumpisme. S'attarder à ses racines, à son développement et à son avenir.

Il est aussi important de placer l'élection de Donald Trump dans une perspective historique.

ALEX

Bonjour Alexandre,

Le 8 novembre 2016, je suivais la soirée électorale sur CNN dans la plus belle salle de mon université, à Brownsville, au Texas, avec des collègues de science politique et une cinquantaine d'étudiants. Quand un étudiant m'a montré que la boussole de Fox News prédisait la victoire de Donald Trump, je lui ai répondu que c'était une erreur de programmation. Quelques instants plus tard, CNN a annoncé le prochain président. La salle s'est tue. Je me suis tournée et j'ai vu la consternation sur tous les visages. À partir du campus, on peut voir le fameux mur, leitmotiv de Donald Trump, les douanes sont à distance de marche et presque tout le monde connaît des immigrants sans papiers. Ce que Donald Trump avait annoncé sur la frontière et ce qu'il

avait dit au sujet des Mexicains allait directement affecter ma ville d'adoption et mes étudiants.

Donald Trump est charismatique et a canalisé la hargne populaire, reprenant des idées que médias et politiciens relayaient depuis plusieurs années. Quelques médias poussent très loin les frustrations des gens et encouragent les théories de conspiration ; le site Infowars (par Alex Jones) ou la chaîne One America News (OAN) (encore plus à droite que Fox News) sont quelques exemples. Le Tea Party puis le Freedom Caucus, deux regroupements d'élus républicains, ont forcé l'ensemble du Parti républicain à prendre position fermement à droite sur les questions sociales (avortement, armes à feu, immigration, etc.). Les inégalités augmentent dramatiquement depuis les années 1990. Selon moi, ces facteurs structurels permettront à un autre politicien du même acabit que Donald Trump de remporter les futures présidentielles. Le trumpisme ne disparaîtra pas parce que Donald Trump n'occupe plus la Maison-Blanche.

ALEXANDRE

Sans compter que Donald Trump est arrivé à un moment où le niveau de confiance des Américains à l'égard des institutions démocratiques était à son plus bas.

En 2015, moins de 20 % des Américains estimaient qu'ils pouvaient « toujours » ou « la plupart du temps » faire confiance au gouvernement américain. Aussi peu qu'un Américain sur cinq.

L'institut de sondage Gallup, qui tente depuis de nombreuses années d'évaluer la confiance des citoyens spécifiquement à l'égard du Congrès américain, a signalé en 2013 que celle-ci avait atteint un creux. En novembre de cette année-là, seuls 9 % des Américains ont dit approuver le travail des élus.

Environ un Américain sur dix.

C'est d'une tristesse inouïe. Et c'est dramatique.

Des données démontrent que les Américains font davantage confiance aux vendeurs d'automobiles et aux banquiers…

Cette désaffection est désolante, mais elle n'est pas étonnante quand on constate tout le travail qui a été

fait pour dénigrer les politiciens au cours des dernières décennies.

Et bon nombre de ténors républicains ont joué un rôle fondamental dans ce phénomène. Il s'agissait d'un effort réfléchi et concerté. Objectif : convaincre le plus grand nombre d'Américains possible de la justesse de réduire la taille de l'État.

La présidence de Ronald Reagan, dans les années 1980, aura selon moi représenté un tournant à ce chapitre. Ce président républicain était d'autant plus efficace qu'il calomniait le gouvernement avec un sens de l'humour redoutable. Pour rappel, une de ses plus célèbres blagues à ce sujet : « Les dix mots les plus terrifiants de la langue sont : bonjour, je suis du gouvernement et je viens vous aider. »

À force de répéter que le gouvernement est le problème et non la solution, ces élus – et bon nombre de commentateurs au sein des médias – ont persuadé des dizaines de millions d'Américains du bien-fondé de leurs idées.

Ils ont scié la branche sur laquelle ils étaient assis.

L'élection de Donald Trump mais aussi l'insurrection du 6 janvier 2021 doivent être comprises dans ce contexte.

Malgré l'élection de Joe Biden en novembre 2020, la situation n'a pas vraiment changé. Le problème demeure entier.

Notons aussi que Donald Trump a su exploiter à la fois la méfiance des Américains à l'égard de Washington, et le rejet du consensus qui prévalait dans la capitale américaine pour ce qui est de la politique étrangère et de la politique commerciale du pays. Son savant mélange d'isolationnisme et de protectionnisme a fait vibrer la corde sensible de dizaines de millions d'Américains.

ALEX

Le gouvernement est aux Américains ce que l'Église catholique est de nos jours aux Québécois. Les Américains se méfient du gouvernement parce que c'est ce que leurs parents leur ont enseigné depuis les fondements du pays : l'Amérique s'est construite en opposition à un gouvernement injuste et il faut éviter que cela ne se reproduise. Mon beau-père américain, pour qui l'intégrité était la vertu la plus importante, m'expliquait que si le gouvernement pouvait être impliqué dans tout, il finirait par nous dicter quoi penser.

Ce dédain latent à l'égard du gouvernement a été décuplé à cause de Donald Trump. Donald Trump a prouvé que de raconter des faussetés permet de remporter les élections. Plusieurs républicains ont adopté la nouvelle tendance. Des élus, pourtant intelligents et éduqués et payés par le public pour lire la documentation pertinente, racontent littéralement n'importe quoi. Le Comité national (fédéral) du Parti républicain a décrété en février 2022 que la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 était un « discours politique légitime ». Cinq personnes sont mortes pendant que des partisans de Donald Trump disaient vouloir pendre le vice-président et déféquaient dans le Capitole… on est loin du « discours » et encore plus de la légitimité.

Je me demande souvent si les élus américains ne sont pas plus opportunistes que ceux des autres pays. Quand le gouverneur du Texas accuse faussement l'énergie éolienne pour expliquer les coupures d'électricité qui ont duré cinq jours pendant la tempête hivernale de 2021 et qui ont traumatisé mes enfants, les frissons me reviennent. Quand des élus attaquent Anthony Fauci, le principal conseiller du président sur la crise sanitaire, en soutenant qu'il est à la solde des compagnies pharmaceutiques, on nage dans l'aberration. Les faits alternatifs

sont devenus monnaie courante en politique américaine grâce à Donald Trump.

ALEXANDRE

Les faits alternatifs…

Je me souviens du moment où cette expression a été utilisée pour la première fois après l'élection de Donald Trump.

Au lendemain de la cérémonie d'investiture du nouveau président, le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a menti au sujet de la taille de la foule qui avait assisté à l'événement. Il a affirmé qu'on n'avait jamais vu autant de monde lors d'une cérémonie d'investiture.

Donald Trump lui-même avait soutenu qu'il était parvenu à rassembler entre 1 million et 1,5 million de personnes.

La vérité, c'est qu'on avait évalué la foule à quelques centaines de milliers de personnes… Bien loin du record de Barack Obama : 1,8 million de personnes en 2009.

J'avais couvert l'événement cette année-là et je dois admettre qu'il était très impressionnant de se retrouver au milieu d'une telle foule, en liesse par surcroît.

Sean Spicer a été ridiculisé sur les réseaux sociaux, bien sûr (d'autant plus que des photos comparant les deux événements ont circulé et que la différence était claire au premier coup d'œil). Mais une proche conseillère du président, Kellyanne Conway, a pris la défense du porte-parole. Il ne faisait que rapporter des « faits alternatifs », a-t-elle dit.

Ces mensonges au sujet de la cérémonie d'investiture étaient le prélude de ce qui allait suivre.

Le *Washington Post* a fait le calcul. Trump aurait proféré pas moins de 30 573 mensonges – ou allégations trompeuses – en quatre ans. Ça représente 21 par jour.

Pire, plus les jours passaient, plus il mentait. Lors de sa première année au pouvoir, sa moyenne était de six mensonges par jour. En revanche, au cours de sa dernière année, on parlait au quotidien de 39 mensonges !

Et certains étaient explosifs. En particulier celui qu'on surnomme avec raison le grand mensonge, selon lequel l'élection de 2020 était truquée… et le véritable gagnant est Donald Trump et non Joe Biden.

On y reviendra en détail, car on ne peut pas réfléchir à l'avenir des États-Unis sans se pencher sur la remise en question de la légitimité de l'élection présidentielle. Quand la vérité est en danger, la démocratie est en danger. On le constate chaque jour davantage aux États-Unis.

ALEX

Les prédécesseurs de Donald Trump ont tous dénoncé ses attaques contre la démocratie. Les critiques de Jimmy Carter, président de 1977 à 1981, sont celles qui m'inquiètent le plus. Bien qu'il soit presque centenaire, il se donne la peine de revenir sur la place publique pour avertir que les élections du pays deviennent dangereusement partisanes.

L'inquiétude de Jimmy Carter tient aux changements de responsables des élections. Depuis que Donald Trump s'est mis à fabuler qu'on lui avait volé la victoire de novembre 2020, ses partisans zélés se font élire comme responsables des élections, à divers niveaux, en promettant qu'ils n'auraient pas reconnu le vote en faveur de Joe Biden dans leur juridiction. Kristina Karamo, par exemple, se présente comme candidate républicaine au poste de secrétaire d'État au Michigan. La personne

qui sera élue pour ce poste devra approuver les résultats de votes dans l'État en novembre 2024. Kristina Karamo martèle que Donald Trump a gagné en novembre 2020 et ajoute que l'actuelle secrétaire d'État du Michigan, Jocelyn Benson, est « diabolique ». Sa campagne s'apparentait à une comédie jusqu'à ce que Trump la recommande officiellement à ses partisans ; grâce à son approbation, c'est de loin la candidate républicaine qui a obtenu le plus de dons.

Donald Trump a une emprise démesurée sur le Parti républicain. Après la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021, la Chambre des représentants a entamé une deuxième procédure de destitution contre lui. Donald Trump a menacé les élus républicains tentés de voter en faveur de sa destitution ou de sa culpabilité, promettant de soutenir des candidats qui leur feraient perdre leurs prochaines élections. Seuls dix représentants et sept sénateurs républicains – courageux – lui ont tenu tête.

Les rares élus républicains qui osent dorénavant s'opposer à Donald Trump se comptent sur les doigts de la main. Deux membres du Parti républicain auparavant estimés par leurs collègues, Liz Cheney, représentante au Wyoming et fille d'un ancien vice-président, et

Mitt Romney, sénateur de l'Utah, sont devenus les moutons noirs du parti parce qu'ils osent affirmer que Donald Trump a perdu les élections de novembre 2020 et parce qu'ils ont voté contre lui lors sa deuxième procédure de destitution. Même les républicains qui sont généralement en faveur de Donald Trump, mais osent voter contre ses diktats une seule fois, comme Tom Rice, déclenchent sa rage pendant ses rassemblements. Tom Rice était représentant en Caroline du Sud depuis 2012. Il a soutenu le programme de Donald Trump et ses idées générales. Mais après qu'il eut voté pour sa destitution, Donald Trump lui a retiré son approbation. Rice a perdu les primaires républicaines de 2022 et sera remplacé par un fan indéfectible de Donald Trump, Russell Fry. Ça donne une idée du pouvoir de l'ancien président sur ses partisans.

ALEXANDRE

C'est aussi mon avis : l'emprise de Donald Trump sur le Parti républicain est démesurée.

C'est le cas depuis 2016. Et Dieu seul sait quand cette délirante aventure prendra fin pour la formation politique.

Je me souviens comme si c'était hier de ce discours de Donald Trump, en 2016, où il s'était lui-même vanté de la loyauté de ses partisans : « Je pourrais m'installer au milieu de la 5e Avenue à New York, tirer sur quelqu'un et je ne perdrais pas un seul électeur ! »

Rétrospectivement, il est difficile de lui donner tort.

Il a fait bouger les limites de ce qu'on croyait possible en politique américaine. Si tout autre politicien avait dit ce qu'a dit Donald Trump et fait ce qu'a fait Donald Trump, sa carrière aurait pris fin.

Ce constat a été confirmé par une nièce de l'ancien président. Mary Trump a rédigé, à mon sens, l'un des livres les plus instructifs sur Donald Trump, *Trop et jamais assez*.

« Rien de ce que Donald a pu dire au cours de la campagne […] n'a dérogé à ce que j'attendais de lui. Au contraire, cela me rappelait tous ces repas de famille où j'avais entendu Donald évoquer des femmes qu'il jugeait laides, grosses, répugnantes ou des hommes souvent plus accomplis ou plus puissants que lui, qu'il traitait de ratés pendant que mon grand-père, Maryanne, Elizabeth et Robert riaient et renchérissaient. Cette déshumanisation tranquille des autres était courante à

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

la table des Trump. Ce qui m'étonnait, en revanche, c'était qu'il s'en tire perpétuellement sans souffrir d'aucune conséquence. Puis il a été adoubé candidat officiel du Parti républicain. Tout ce qui aurait dû, à mon avis, le disqualifier ne faisait que renforcer son attrait auprès de sa base électorale », a-t-elle écrit.

En plus de 20 ans de journalisme, j'ai couvert un seul autre politicien qui a su bénéficier, comme Donald Trump, d'une indulgence que les électeurs américains n'accordaient pas à ses rivaux : Arnold Schwarzenegger.

Après une carrière météorique à Hollywood, l'acteur a voulu devenir gouverneur de la Californie, au début des années 2000. Malgré son inexpérience et de multiples allégations de harcèlement sexuel, il a été porté au pouvoir.

Dans le cas d'Arnold Schwarzenegger, comme dans celui de Donald Trump, j'ai eu l'impression de parler à des groupies plus qu'à des électeurs quand j'ai interviewé certains de leurs partisans.

Et j'ai eu l'impression que les règles qui s'appliquent généralement aux politiciens et les critères selon lesquels on les juge n'étaient pas les mêmes pour ces deux vedettes. Deux poids, deux mesures.

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

Ils étaient favorisés en raison de leur célébrité et parce qu'ils n'étaient pas des politiciens traditionnels. Ce sont à mon avis deux autres raisons qui ont contribué à l'élection de Donald Trump ainsi qu'à l'émergence du trumpisme.

ALEX

Tu comprends infiniment mieux que moi les groupies de Donald Trump. Je n'ai rencontré que quelques personnes le soutenant ouvertement, dans une église au fin fond du Michigan ; personne d'autre ne m'a parlé de lui en bien. Pendant la campagne électorale de 2016, la secrétaire de mon département à l'université a frénétiquement cherché un membre du corps professoral en faveur de Donald Trump pour un média réputé, en vain : les professeurs d'université acceptent généralement les demandes d'entrevues parce qu'il y va de leur responsabilité de diffusion des connaissances, mais personne ne voulait donner cette entrevue-là. Nous étions tous dégoûtés par son leitmotiv insensé sur la construction d'un mur à faire payer par le Mexique et sur les Mexicains immigrant aux États-Unis, des « violeurs ».

Il y a des tonnes de candidats aux nombreuses élections aux États-Unis et les politiciens non traditionnels

abondent. Probablement que le passé de vedette populaire a aidé Arnold Schwarzenegger, Donald Trump et Ronald Reagan. Mais le mouvement soutenant Donald Trump est plus profond. Je pense que Donald Trump a gagné parce que la droite avait préparé le terrain depuis quelques décennies.

L'élection de candidats populistes a commencé avant Donald Trump, dans plusieurs pays industrialisés. Le populisme est un ensemble d'idées qui prétend que les élites ou le système politique nuisent au pays, que la nation était mieux auparavant et que la mondialisation et l'immigration sont responsables du déclin.

On peut expliquer la montée du populisme par des facteurs sociologiques et économiques : l'affaiblissement des médias traditionnels qui permet à tout un chacun de ramasser des informations n'importe où et de qualité variable, l'automatisation de plusieurs emplois et la diminution de la croissance économique couplée à une montée des inégalités. La classe moyenne s'appauvrit au profit de la classe riche ; ce déclin encourage les candidats qui promettent des solutions mirobolantes et drastiques, comme de rendre sa grandeur à l'Amérique. *Make America Great Again*.

Donald Trump s'est présenté comme candidat aux élections présidentielles au bon moment. Dans son livre *Devil's Bargain*, l'auteur Joshua Green rapporte qu'un mouvement disparate de commentateurs se plaignant d'Hillary Clinton existait sur Internet depuis la fin des années 1990. Steve Bannon (conseiller spécial de Donald Trump pendant la première moitié de 2017) l'a organisé et catalysé en cofondant le site de nouvelles d'extrême droite Breitbart News en 2007. Galvanisé par le début du mandat de Barack Obama en 2009, un groupe d'élus a créé le Tea Party, la frange radicale du Parti républicain que j'évoquais précédemment. Breitbart News et le Tea Party ont ajouté de l'huile sur le feu, sur la frustration qui consumait les militants de droite. Lorsque Donald Trump s'est présenté comme candidat à la présidence en 2015, ces militants l'attendaient.

ALEXANDRE

Merci pour cette énumération des facteurs sociologiques et économiques qui ont permis la montée du populisme. Elle nous aide encore davantage à évaluer l'élection de Donald Trump dans une perspective historique. Et, oui, la faiblesse d'Hillary Clinton en tant

que candidate doit aussi être comprise comme l'une des causes ayant favorisé l'émergence du trumpisme.

Car tu as raison, dénigrer Hillary Clinton est un sport violent qui, sur le sol américain, ne date pas d'hier. C'est pour moi un cas flagrant d'empoisonnement du puits. Une méthode éprouvée en politique américaine : on diabolise une personne dans le but de discréditer ses idées.

Lock her up ! Enfermez-la, criaient des hordes de partisans de Donald Trump en 2016 (j'avais pris en photo cette année-là, lors de la convention du Parti républicain à Cleveland, un homme qui avait inscrit ce slogan sur une affiche et y avait accroché des menottes).

Et ce n'est pas parce que ces partisans avaient lu le programme d'Hillary Clinton. Ils la détestaient de façon viscérale. Pour plusieurs, depuis longtemps. Elle a soulevé la polémique dès que son mari, Bill, fut élu au poste de gouverneur de l'Arkansas à la fin des années 1970. Ses idéaux féministes dérangeaient. On est allé jusqu'à lui reprocher de ne pas avoir adopté le nom de famille de son mari lorsqu'elle l'a épousé. Quand Bill Clinton s'est représenté, son rival républicain a notamment tiré profit de cette controverse. Et il a triomphé. Hillary a

par la suite laissé tomber son nom de jeune fille, Rodham, pour adopter celui de son mari.

À cette époque, elle irritait aussi bon nombre d'Américains parce qu'en tant qu'épouse du gouverneur ou, plus tard, du président des États-Unis, elle avait décidé de se mêler des affaires de l'État.

Elle a aussi commis plusieurs erreurs au fil des ans, évidemment, et pris des décisions controversées. Un grand nombre de républicains ont pris plaisir à la diaboliser, mais il y a aussi de nombreux partisans démocrates qui ne pouvaient pas la supporter. Particulièrement parmi ceux qui avaient décidé de soutenir Bernie Sanders lors de la course au leadership du parti.

« Je le sens dans mes tripes. Hillary est comme cette fille au secondaire qui, pensiez-vous, était votre amie, mais qui vous a planté un couteau dans le dos aussitôt qu'elle en a eu la chance. Et qui vous a volé votre petit ami ! », m'avait dit une partisane du sénateur du Vermont en juillet 2016.

Je précise qu'en 2008, Barack Obama avait lui aussi profité de l'impopularité d'Hillary Clinton chez les démocrates. On pensait, cette année-là, qu'on allait assister au couronnement de l'ancienne First Lady, mais elle

a plutôt essuyé un revers cuisant lors de la course au leadership de son parti.

Ce n'est donc pas l'héritage de Barack Obama que les Américains ont rejeté en 2016, mais bien Hillary Clinton. D'ailleurs, elle a récolté 65 853 514 votes, soit moins que Barack Obama en 2012 (65 915 795) et en 2008 (69 498 516). Preuve qu'elle n'a pas su mobiliser suffisamment la coalition de partisans qui avaient accordé leur confiance à l'ancien président démocrate.

Par contre, il importe de rappeler qu'elle a obtenu quelque trois millions de votes de plus que Donald Trump. Il y a ici aussi un angle à explorer si on cherche à comprendre pourquoi le candidat républicain a triomphé : le système électoral a joué en sa faveur.

C'était la deuxième fois en moins de 20 ans qu'un président républicain était porté au pouvoir sans avoir remporté le vote populaire (George W. Bush, en 2000, étant l'autre). Chère amie politologue, peux-tu nous expliquer ce phénomène ?

ALEX

Quelle bonne métaphore : il y a eu empoisonnement du puits !

Dans les médias canadiens et québécois, Hillary Clinton semble une politicienne intelligente qui trime dur et est arrêtée par un plafond de verre antiféministe. Aux États-Unis, elle est une politicienne qui ne pense qu'à atteindre les sommets du pouvoir, qui aurait intimidé et menacé les femmes que son époux aurait violées pour qu'elles se taisent et qui aurait reçu des sommes faramineuses pour la Fondation Clinton, en échange de décisions favorables lorsqu'elle était sénatrice puis secrétaire d'État (équivalent de ministre des Affaires étrangères). Le manque d'intégrité des Clinton a été cimenté par le livre à succès *Clinton Cash* (soutenu par Steve Bannon) et les enquêtes qui lui ont succédé dans le *New York Times* et le *Washington Post* en 2015.

Il reste qu'Hillary Clinton a obtenu une majorité de votes en 2016 sans devenir présidente. Pour comprendre cette incohérence, il faut s'attarder au système électoral.

Aucun cours ne me rend aussi nerveuse que celui où j'explique le collège électoral des États-Unis. Chaque fois, je lis et relis mes livres, révise et révise mes notes,

espérant ne pas trop cafouiller pendant les trois heures de présentation. Mes étudiants corroborent ce que j'écris au tableau avec leurs téléphones intelligents et me reprennent inéluctablement séance tenante. Mon objectif est de maintenir l'intérêt de l'amphithéâtre bondé, de ne pas rajouter au « c'est-tellement-compliqué-pourquoi-voter ».

En gros, le jour de l'élection présidentielle, chaque électeur a le choix entre le candidat démocrate, le candidat républicain, des candidats marginaux et une ligne blanche (où certains proposent Mickey Mouse). Puis, les votes sont agrégés État par État. Dans chaque État (sauf au Maine et au Nebraska), il y a un candidat vainqueur qui remporte tous les votes du collège électoral. Chaque État a un nombre de votes au collège électoral qui correspond à peu près à son poids démographique dans le pays, calculé en fonction de son nombre de sénateurs (deux par État) et de représentants au Congrès (sauf pour Washington, D.C.). Le Dakota du Nord compte 774 948 habitants et trois votes (deux sénateurs plus un représentant) au collège électoral, donc 258 316 habitants par vote du collège électoral ; la Californie aura 54 votes (deux sénateurs plus 52 représentants) au collège électoral en 2024 et 39 237 836 habitants, donc 726 627 habitants par vote du collège électoral.

Le candidat qui obtient une majorité de votes du collège électoral, soit 270 sur les 538 possibles, devient président des États-Unis. Quand un candidat devient président sans avoir remporté le vote populaire, c'est justement à cause de ces distorsions entre le vote populaire et les votes du collège électoral. Par exemple, Hillary Clinton a largement gagné le vote populaire en Californie et dans l'État de New York en 2016, mais les votes des électeurs californiens et new-yorkais au-delà du seuil de 50 % dans chaque État ne lui ont pas donné plus de votes du collège électoral ; ce sont des votes populaires californiens et new-yorkais qui sont inutiles rendus au collège électoral. En revanche, Donald Trump a gagné la Floride, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin avec deux points de pourcentage d'avance sur Hillary Clinton, mais a remporté tous les votes du collège électoral de ces États.

La même incohérence entre le vote populaire et la représentation à l'assemblée législative existe au Canada et au Québec. Aux élections générales canadiennes de 2019 et de 2021, le Parti conservateur a récolté plus de votes que le Parti libéral, mais moins de députés et Justin Trudeau est resté premier ministre. L'aberration était inversée en 1957, en 1962 et en 1979 : le Parti conservateur avait plus de députés et moins de votes

que le Parti libéral. Au Québec, la disparité entre le vote populaire et le parti au pouvoir s'est produite en 1878, en 1886, en 1944, en 1966 et en 1998.

ALEXANDRE

Je vais me permettre maintenant d'aborder un tabou : celui du racisme et du rôle qu'il a joué dans l'élection de Donald Trump. Car à mon sens, même si on en parle trop peu souvent aux États-Unis, les succès du trumpisme s'expliquent aussi par la façon dont Donald Trump a su habilement exploiter le ressentiment de nombreux Américains blancs à l'égard de tous les autres Américains qui ne le sont pas. Et en particulier des Noirs.

Ce n'est pas nouveau, répliqueras-tu. En effet. Depuis Richard Nixon, les candidats républicains à la présidence ont souvent flirté avec le racisme pour amadouer la frange la plus radicale de leur électorat.

C'était souvent subtil. Mais c'était aussi, pour ceux qu'on courtisait avec ces stratégies, relativement clair. C'est ce qu'on qualifie de *dog whistle politics*. Soit l'équivalent pour un politicien d'utiliser un sifflet pour chiens

que seuls certains électeurs vont entendre. Dans le cas qui nous intéresse : les électeurs racistes.

Comme Ronald Reagan qui, en août 1980, en pleine course à la Maison-Blanche, a prononcé un important discours au Mississippi, à proximité de la ville de Philadelphia, où trois militants des droits civiques avaient été tués par le Ku Klux Klan en 1964. Lors de cette allocution, le candidat républicain s'est prononcé pour les « droits des États », une expression bien connue de ceux qui, à l'époque, cherchaient à défendre les lois ségrégationnistes.

Mais Donald Trump est allé beaucoup plus loin que ses prédécesseurs. Et il a commencé cette sale besogne avant même de se lancer en campagne. Souvenons-nous : il fut le plus ardent promoteur de la théorie absurde selon laquelle Barack Obama n'était pas né aux États-Unis.

Celui qui, je crois, a su le mieux cerner ce phénomène est l'écrivain Ta-Nehisi Coates. Pour lui, l'idéologie de Donald Trump est « celle de la suprématie blanche dans toute sa puissance agressive et moralisatrice ».

« Pour Trump, être blanc, n'est ni une idée ni un symbole : c'est l'essence même de son pouvoir. En cela,

Trump n'est pas un cas unique. Mais alors que ses prédécesseurs arboraient leur "blancheur" comme un talisman héréditaire, Trump, lui, a ouvert l'amulette lumineuse en la brisant, libérant ses mystérieuses énergies », a-t-il écrit.

Il estime que la victoire du milliardaire républicain en 2016 fut la suite logique de l'élection du premier président noir aux États-Unis en 2008. Et, d'une certaine façon, la répudiation par des dizaines de millions d'Américains de la présidence de Barack Obama.

« Trump est un phénomène vraiment nouveau : c'est le premier président dont toute l'existence politique dépend du fait qu'il y a eu un président noir. Il ne suffit pas de dire que Trump est un homme blanc comme tous ceux qui se sont élevés à la fonction présidentielle. Il doit être désigné par son nom exact et par le titre honorifique qu'il mérite de plein droit : le premier président blanc de l'Amérique », a écrit Ta-Nehisi Coates.

Ça tombe sous le sens, quand on y pense. En revanche, et tu pourras sans doute le confirmer, les liens entre le trumpisme et le racisme – ou la suprématie blanche – ont souvent été passés sous silence aux États-Unis.

Dans le même ordre d'idées, je me souviendrai toujours d'un reportage effectué il y a une dizaine d'années en Oklahoma pour tenter de découvrir pourquoi si peu d'électeurs de cet État avaient voté pour Barack Obama. À chaque fois que je prononçais le mot « racisme », ceux qui n'avaient pas accordé leur soutien au candidat démocrate balayaient aussitôt cette hypothèse du revers de la main. Pourtant, sur place, des démocrates qui avaient voté pour lui m'avaient dit être certains que la couleur de sa peau était l'un des obstacles auxquels il faisait face dans cet État.

ALEX

Je trouve le racisme tellement douloureux aux États-Unis. Avant d'emménager au Texas, j'avais lu sur le shérif Joe Arpaio en Arizona qui arrêtait les gens qu'il soupçonnait d'être « illégalement » dans le pays (peut-on viser les gens de descendance hispanophone plus directement ?) et je me doutais que ses interventions affectaient la vie dans son comté. C'est autre chose de voir la souffrance que le racisme génère lorsqu'il se répète sur une base quotidienne. Dans toutes les discussions que j'ai eues sur le racisme, j'ai vu l'émotion dans les yeux des gens. Pendant ma première année au

Texas, lorsque j'ai demandé à un groupe d'étudiants (presque tous d'origine hispanophone) si le racisme existait aux États-Unis, je n'étais pas prête à une réponse unanime avec des exemples beaucoup trop troublants pour que ces jeunes adultes gardent foi dans le futur. Mes étudiants ont raconté s'être fait arrêter par des policiers sans raison (croyant que c'était parce qu'ils étaient *morenos*, avec une couleur de peau brune), s'être fait répéter de ne pas parler « mexicain » (un terme péjoratif) par leurs enseignants du primaire et du secondaire, s'être fait dire qu'ils ne pouvaient pas espérer devenir président du pays. Des étudiants qui m'ont dévoilé être sans papiers ressassaient s'être fait traiter de tous les noms dans leur cour d'école. Quelques années plus tard, une voisine afro-américaine m'a expliqué que sa mère se rappelait avoir dû s'asseoir à l'arrière d'un autobus quand elle était petite ; je lui ai demandé comment elle pouvait pardonner une telle injustice et elle m'a répondu qu'elle n'avait pas le choix.

On ressent les relents du racisme aux États-Unis, ne serait-ce que dans les statistiques. Ginette Chenard, véritable encyclopédie de la politique américaine qui fut déléguée du Québec à Atlanta, démontre dans *Le Sud des États-Unis : rouge, blanc, noir* que les Afro-Américains subissent encore les conséquences de

l'esclavage et de la ségrégation, de manière particulièrement flagrante dans le Sud. Ce groupe est encore le plus pauvre du pays (plus de 18 % des Afro-Américains sont pauvres contre 7 % des Blancs) et n'a pas obtenu réparation pour des politiques abjectes.

Malgré les exemples individuels et les statistiques sur les différences entre les groupes ethniques du pays, je ne pense pas que la majorité des électeurs de Donald Trump soient racistes. Il a définitivement attiré ceux qui le sont ; il suffit de se souvenir de ses commentaires après les manifestations à Charlottesville en 2017 pour s'en convaincre. Trump a réussi à faire remonter les plus bas instincts de cette frange d'électeurs, les convaincant qu'ils avaient le droit d'être contre la rectitude politique et de le clamer haut et fort. Mais Trump a gagné le soutien de plus d'Afro-Américains et de plus de Latinos en 2020 qu'en 2016. L'attrait de Trump est plus profond que le racisme : il a canalisé la frustration.

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

SYMPTÔME 2

LA POLARISATION

Les États désunis

ALEXANDRE

Alex, je suis certain que tu le constates tous les jours, les États-Unis sont coupés en deux. Les démocrates et les républicains semblent irréconciliables. La tendance est aussi lourde que le problème est profond.

J'en ai pour preuve un sondage ma foi plutôt délirant, mais fort instructif, effectué au New Hampshire en 2020, juste avant l'élection présidentielle remportée par Joe Biden contre Donald Trump.

Une université du Massachusetts a posé une question franchement loufoque à quelque 400 électeurs démocrates. On leur demandait s'ils préféraient que :

1. Donald Trump soit réélu.
2. Une météorite géante frappe la terre, mettant fin à toute vie humaine.

Le résultat fut saisissant : 62 % des démocrates ont dit préférer l'hypothèse de la météorite ! Il n'y a que 38 % des

électeurs interrogés qui privilégiaient un deuxième mandat pour Donald Trump.

Il est carrément drôle, ce sondage. Mais le fait est qu'il confirme bon nombre d'autres études beaucoup plus sérieuses qui révèlent que la société américaine a rarement été aussi divisée. Et ce schisme s'est accentué sous Donald Trump, qui n'a rien fait pour tenter de réparer cette inquiétante fracture, bien au contraire.

En fait, le président Trump a semblé suivre les conseils de Pat Buchanan, un politicien républicain sulfureux qui fut jadis rédacteur de discours pour le président Richard Nixon.

Au début des années 1970, Pat Buchanan a rédigé une note de service dans laquelle il suggérait à Richard Nixon de diviser le pays pour mieux régner. Il suffisait en effet, selon lui, de couper le pays en deux. Alors, les républicains parviendraient à « s'emparer de la plus grosse moitié ».

C'est ce que Trump, quelques décennies plus tard, a réussi à faire à son tour.

Pour faire suite à ce que nous venons d'avancer depuis le début de notre conversation au sujet du trumpisme et de l'avenir des États-Unis, je pense qu'il est important

d'ajouter que Donald Trump ne serait peut-être pas devenu président si le pays n'avait pas été si polarisé.

De nos jours, alors que l'identification à un parti politique est devenue si forte sur le sol américain et qu'on déteste souvent si copieusement les politiciens du parti rival, bon nombre d'électeurs républicains iront voter, coûte que coûte, pour le candidat de leur parti. Même s'ils ne partagent pas nécessairement toutes les idées de ce candidat. Même s'ils le trouvent parfois odieux. Et même s'ils estiment que ce politicien n'a pas l'étoffe d'un président.

De fait, la polarisation n'a pas cessé de s'accroître au cours des dernières décennies. Les citoyens s'en inquiètent et les politologues comme toi, Alex, tentent de décrypter le phénomène et de suggérer des moyens d'y remédier. Je pense qu'il serait en effet utile, ici, de réfléchir à la fois aux causes et aux impacts de la polarisation, tout en évoquant certaines solutions.

ALEX

La polarisation politique aux États-Unis est extrême. Le Pew Research Center, un excellent centre de recherche impartial et non gouvernemental, avance même qu'elle

est supérieure aux États-Unis par rapport à 14 autres pays industrialisés. Par exemple, à l'été 2020, 76 % des républicains pensaient que le gouvernement américain avait bien géré la pandémie contre 29 % de ceux qui soutenaient un autre parti (principalement des démocrates), un écart de 47 points de pourcentage. Au Canada, pendant la même période, la population était quasi unanimement satisfaite de la gestion de la pandémie : l'écart entre ceux qui soutenaient le parti au pouvoir (96 %) et ceux qui ne le soutenaient pas (85 %) atteignait seulement 11 points de pourcentage.

Au-delà des chiffres, la polarisation au sein de la population se ressent. Je ne fréquente aucun républicain. Mes collègues votent pour le Parti démocrate, les parents des écoles que mes enfants fréquentent votent dans le même sens, etc. Je ne suis pas unique : la plupart des Américains côtoient des gens qui pensent comme eux. Ce n'est pas volontaire, c'est comme un grand corridor social. Le *New York Times* propose un jeu interactif : il suffit d'indiquer sa race, l'importance de la religion dans sa vie, son niveau d'éducation, son sexe et son âge pour obtenir son allégeance politique. Ces variables prédisent l'allégeance avec une acuité telle que c'en est troublant.

La polarisation a effectivement augmenté depuis la fin des années 1970. Les électeurs républicains d'aujourd'hui adhèrent plus aux idées du Parti républicain qu'à la fin des années 1970 et il en va de même pour les électeurs démocrates. La polarisation est un cercle vicieux. Elle se répercute sur toutes les décisions politiques : les républicains s'abreuvent aux médias conservateurs et écoutent les élus républicains et les démocrates font la même chose. Chaque camp finit par se camper sur ses positions, au point de ne plus supporter ce que pensent les gens de l'autre parti. Le Pew Research Center a démontré qu'une majorité de démocrates et qu'une majorité de républicains pensent que les partisans de l'autre parti sont fermés d'esprit et dépourvus de sens moral. Une proportion importante croit aussi que les partisans de l'autre parti sont moins intelligents, paresseux et antipatriotiques. Et ces préjugés négatifs à l'égard des partisans de l'autre parti ont augmenté depuis 2016. Autrement dit, les démocrates et les républicains se détestent profondément, et de plus en plus.

La polarisation n'existe pas que parmi la population. Les élus américains, eux aussi, sont de plus en plus partisans. Les biographies des anciens politiciens américains parlent de discours de sénateurs tellement

convaincants qu'ils font changer leurs collègues d'avis avant un vote. On n'est plus là.

ALEXANDRE

On n'est tellement, mais tellement plus là. Un exemple parmi d'autres à Washington qui illustre de façon saisissante ce que tu viens de décrire : le processus de nomination des juges à la Cour suprême des États-Unis. Il est sur le point de devenir une épreuve insurmontable.

Analysons, par exemple, ce qui s'est passé avec la candidature de Ketanji Brown Jackson, sélectionnée par Joe Biden en février 2022. Une juge dotée d'une très solide expérience, dont plusieurs avaient chanté les louanges au fil des ans, y compris certains élus républicains. Elle est devenue la première femme noire à siéger au plus haut tribunal du pays (en 233 ans). Pourtant, elle a été confirmée à l'arraché.

D'abord, l'examen de sa candidature par la commission judiciaire du Sénat – un passage obligé pour tous les futurs juges – a été tumultueux. Ketanji Brown Jackson fut la cible de critiques aussi vigoureuses que démagogiques de la part de plusieurs élus républicains. Bon

nombre d'analystes n'ont pas manqué de souligner que ces sénateurs cherchaient surtout, par le fait même, à séduire les électeurs républicains dans l'espoir de se lancer un jour dans la course à la Maison-Blanche.

Quelle a été l'issue du vote de la commission judiciaire ? On peut parler de polarisation extrême : les 11 démocrates qui siègent à la commission ont soutenu la candidature et les 11 républicains ont voté contre. Ça ne s'était jamais vu depuis 1991, année de la nomination du très controversé Clarence Thomas au poste de juge de la Cour suprême par George H. W. Bush.

Lors de l'autre étape importante du processus de nomination, ce sont tous les sénateurs qui doivent se prononcer sur la candidature. Seuls trois républicains (sur 50) ont appuyé Ketanji Brown Jackson. Y compris l'ancien candidat à la présidence, Mitt Romney, un modéré de la vieille école, pour qui le sort du pays passe avant celui de son parti.

Cela dit, les démocrates aussi ont pris l'habitude de faire barrage aux candidats sélectionnés par un président républicain. C'est ce qui s'est produit sous Donald Trump, qui a réussi à nommer trois juges à la Cour suprême en l'espace d'un seul mandat.

Aucun sénateur démocrate n'a soutenu la candidature d'Amy Coney Barrett. Un seul a voté en faveur de celle de Brett Kavanaugh. Et Neil Gorsuch a reçu le plus grand nombre d'appuis au sein des démocrates, avec un grand total de… trois !

Certaines de ces nominations étaient particulièrement controversées, c'est vrai. Neil Gorsuch a pris un siège qui aurait dû être celui de Merrick Garland, candidat modéré sélectionné par Barack Obama. Or, le Sénat, alors contrôlé par les républicains, a refusé d'examiner cette nomination. Quant à Brett Kavanaugh, il a été la cible d'allégations d'inconduites sexuelles.

Cela dit, les implications de cette tendance préoccupante pourraient être majeures. Certains prédisent très sérieusement qu'à l'avenir, si un président démocrate fait face à un Sénat contrôlé par une majorité de républicains, il ne pourra jamais faire entériner la nomination de candidats sélectionnés pour siéger à la Cour suprême. À l'inverse, un président républicain qui soumettrait la candidature d'un juge à un Sénat dominé par les démocrates se trouverait également dans l'impasse.

Promettons-nous par ailleurs d'aborder, plus tard dans notre conversation, la perte de légitimité du plus haut

tribunal du pays. Elle est préoccupante. Un tel degré de polarisation est toxique pour la démocratie américaine et la gestion des affaires du pays.

ALEX

La polarisation empêche le Congrès de voter des lois majeures et force le Bureau ovale à gérer le pays par décrets exécutifs ou décrets présidentiels. En théorie politique, l'idéal est un pouvoir législatif qui vote des lois représentatives de la volonté populaire, révisées par des élus qui les étudient en profondeur ; sans cela, trop de pouvoir est concentré dans les mains d'une seule personne, le président.

Le pouvoir législatif des États-Unis, le Congrès, est tellement partisan qu'il n'y parvient presque plus. On entend parler de la « falaise fiscale » qui entraînerait la coupe de programmes importants ou celle des salaires des employés du gouvernement fédéral lorsqu'un vote sur le budget ne peut plus attendre. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg du mauvais fonctionnement du Congrès. Le Congrès parle depuis des décennies de réformer la politique d'immigration du pays, mais les élus votent presque systématiquement contre les projets de lois présentés par l'autre parti et cherchent à se

nuire. Pour plusieurs projets de lois aux États-Unis, il faut l'approbation de 60 des 100 sénateurs et la discipline de parti n'étant pas aussi stricte qu'au Québec ou au Canada, plusieurs élus votent de façon indépendante. Résultat : rien ne sort du Congrès.

Lorsque le président désespère de voir son programme électoral mis en œuvre par un Congrès fonctionnel, il utilise le décret présidentiel. Des chercheurs de l'Université de Californie à Santa Barbara ont compté que George W. Bush (2001-2009) et Barack Obama (2009-2017) en ont signé respectivement 36 et 35 en moyenne par année. Donald Trump (2017-2021) et Joe Biden (2021-) en comptent respectivement 55 et 67 en moyenne par année.

Le gros hic avec les décrets présidentiels est qu'ils sont facilement abrogés dès qu'un nouveau président entre dans le Bureau ovale. Par exemple, Barack Obama a essayé de convaincre le Congrès d'approuver un projet de loi pour permettre aux *Dreamers*, les personnes arrivées aux États-Unis lorsque mineures et toujours sans droit de séjour aux États-Unis, de demander la citoyenneté américaine. Le Congrès a refusé et Obama a donc signé un décret pour permettre à ces personnes d'avoir accès à un permis de travail

renouvelable en 2012 (72 % d'entre eux ont un diplôme universitaire).

En 2017, Donald Trump a demandé au Congrès de voter une loi pour réformer l'immigration. Rien n'est sorti du Congrès, alors Trump a signé un décret stipulant que les *Dreamers* n'avaient plus accès au permis de travail renouvelable. Les tribunaux ont jugé ce décret « arbitraire et capricieux » et les *Dreamers* ont pu garder leur permis de travail, mais les nouvelles demandes n'ont pas été traitées à partir de juillet 2021. Entretemps, certaines demandes ont été rejetées… puis acceptées. Joe Biden signera bientôt un autre décret similaire à celui de Barack Obama. Les *Dreamers* savent très bien que, sans loi du Congrès, ils sont à la merci des décrets présidentiels. Plusieurs vivent dans la peur d'être déportés vers un pays dont ils n'ont souvent aucun souvenir et dont ils ne parlent pas la langue.

ALEXANDRE

Le triste sort des *Dreamers* est en effet un très bon exemple de l'impasse dans laquelle se retrouve le Congrès américain en raison de la polarisation. Et de l'impact dévastateur que peut avoir cette paralysie.

J'ai moi aussi suivi ce dossier avec intérêt au cours de la dernière décennie. J'ajouterais que cette régularisation souhaitée du statut de ces jeunes n'était pas une lubie de la part des démocrates, loin de là. Les deux tiers des Américains étaient en faveur de cette initiative pour les *Dreamers*, dont plusieurs n'ont pas connu d'autres pays que les États-Unis. Sur le plan moral, c'était pleinement justifié.

Sous Donald Trump, pour convaincre les membres du Congrès d'agir, des dirigeants d'entreprises s'étaient mobilisés. Protéger les *Dreamers* est « un impératif économique et une nécessité humanitaire », avait par exemple affirmé le grand patron d'Apple, Tim Cook. En vain.

Par ailleurs, parlant des conséquences tragiques de la polarisation extrême de la société américaine, j'aimerais revenir sur la gestion de la pandémie. La première puissance mondiale est aussi celle qui a l'un des pires bilans en ce qui concerne la lutte contre la pandémie. On dénombre aux États-Unis plus d'un million de morts de la COVID-19. C'est tout simplement scandaleux.

Le conseiller de la Maison-Blanche sur la crise sanitaire, Anthony Fauci, a lui-même montré du doigt la polarisation. Les statistiques lui donnent raison. Il y a

eu plus de décès dans les États et dans les comtés qui ont voté avec enthousiasme pour Donald Trump en 2020 que dans ceux où les démocrates dominent la vie politique.

Quoi de plus normal, alors que la vaccination et les mesures sanitaires ont été politisées et que, dans les États républicains, elles ont été en général davantage méprisées et dénigrées. Quand le simple fait de sauver des vies devient l'objet de partisanerie, c'est un signe qui ne trompe pas : votre système politique fait face à une crise majeure.

Alors qu'au Québec et au Canada on a tiré des leçons à la suite de chaque vague de COVID-19 et qu'on tente d'améliorer nos façons de faire, aux États-Unis, c'est l'inverse. Le *New York Times* a enquêté sur les autorités de santé publique d'un bout à l'autre du pays et a découvert qu'une centaine de lois ont été adoptées dans le but d'atténuer leurs pouvoirs depuis le début de la pandémie. Et ce n'est pas fini. On prévoit d'autres lois du même type.

Sans compter que plusieurs membres des équipes en santé publique ont fait l'objet de menaces et que certains ont préféré démissionner plutôt que de continuer à exercer dans de telles conditions.

Le quotidien a cité un expert de l'Université Columbia, qui se spécialise dans l'histoire de la santé publique, David Rosner. Il était en plein désarroi. « C'est un moment déprimant. À quoi ressemble votre société si vous ne pouvez même pas vous unir pour protéger la santé de votre nation ? », a-t-il déclaré.

Le constat est implacable : la pandémie nous a permis de comprendre à quel point le mal dont souffrent les États-Unis est profond.

ALEX

Quand la pandémie a commencé, le gouverneur républicain du Texas a tout fermé. Puis, l'aile droite du Parti républicain du Texas a déclaré que l'économie devait avoir préséance sur les vies humaines (même si elle inverse le discours lorsqu'il est question d'avortement). Le gouverneur a signé un décret pour « Ouvrir le Texas » en avril 2020. Les cas ont grimpé en flèche. Quand je suis allée m'inscrire à l'hôpital pour accoucher en juillet 2020, mon comté faisait parler de lui d'un bout à l'autre du pays en raison de la flambée des cas de COVID-19. Dans l'établissement, il y avait des infirmières et des médecins qui couraient littéralement en demandant au personnel administratif où était telle

salle parce qu'ils devaient y rejoindre un patient ; ils arrivaient d'autres États en renfort et étaient perdus dans l'hôpital. Une tente gigantesque (pour accueillir les malades, j'imagine) occupait une bonne partie du stationnement de l'hôpital et, de l'aveu même de ma gynécologue-obstétricienne, elle n'avait aucune idée dans quelle salle elle pourrait faire la césarienne. Dans ma salle de réveil, des tonnes de boîtes de carton et du matériel médical disparate étaient appuyés un peu partout contre les murs et les infirmières étaient assises sur de drôles d'escabeaux trop bas, les genoux dans le visage ; elles m'ont expliqué que c'était auparavant une salle d'opération, reconvertie en salle de réveil à la va-vite parce que l'hôpital maximisait l'espace pour les patients atteints de la COVID-19. De ma chambre, j'entendais constamment des alertes de « code bleu » à l'interphone parce qu'un patient nécessitait des soins de réanimation. Dans mon comté de quelque 400 000 habitants, 23 personnes sont mortes en moyenne par jour de la COVID-19 pendant la semaine de l'été 2020 où j'ai accouché. Un an plus tard, une maman dont la fillette suivait des cours de natation avec la nôtre a accusé le gouverneur du Texas, entre deux longueurs de piscine, d'avoir succombé aux demandes de réouverture de la droite de son parti : son mari était avocat et a dû

retourner en cour au pic de la pandémie, où il a contracté la COVID-19 et en est mort.

Malgré la partisanerie, certains aspects de la gestion de la pandémie ont bien fonctionné. La distribution des vaccins a été extrêmement rapide. Les tests sont abondants et gratuits. Les antiviraux sont disponibles. Des masques N95 sont distribués sans frais. Mais rien ne semble convaincre certains républicains. Les théories farfelues concernant la dangerosité des vaccins et l'inutilité des masques, voire la véracité de la pandémie, sont omniprésentes.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les conseils scolaires, auparavant relativement peu politisés, sont devenus emblématiques de la polarisation politique croissante, aux dépens des élèves. L'obligation de porter le masque en classe s'est transformée en enjeu dominant dans les réunions et les élections des conseils scolaires et les opinions sont divisées en fonction de l'allégeance politique des parents. Ça va vraiment loin : à travers le pays, les journalistes rapportent plusieurs menaces de mort à l'égard des membres des conseils scolaires. Les enseignants, sous-payés dans plusieurs États, sont pris dans ce jeu partisan et quittent la profession.

ALEXANDRE

Ce constat me rappelle certaines réflexions du journaliste Ezra Klein, qui s'est penché sur le sujet de la polarisation il y a quelques années et en a tiré un livre intitulé *Why We're Polarized*. L'un des passages de son essai qui m'a le plus troublé est celui où il cite les recherches du professeur Shanto Iyengar, de l'Université Stanford en Californie. Celles-ci confirment que la polarisation aux États-Unis s'est à la fois accentuée et transformée en l'espace de quelques décennies.

Désormais, selon lui, l'identification à un des deux grands partis politiques – l'allégeance politique, donc – est devenue la cause de ces antagonismes. Il estime que « la nature de la partisanerie politique américaine » est en train « de se muter en quelque chose de plus fondamental et de plus inconciliable qu'autrefois ».

La découverte qui a achevé de le convaincre, raconte Ezra Klein, est le fait que la part des républicains qui seraient en colère si leur fils ou leur fille épousaient un démocrate a bondi. Et c'est bien sûr la même chose du côté des démocrates, qui sont de plus en plus nombreux à ne pas pouvoir imaginer un mariage entre leur enfant et un républicain.

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

En 1960, c'était le cas de 5 % des républicains et de 4 % des démocrates.

En 2010, c'était le cas de 49 % des républicains et 33 % des démocrates.

Le mariage interracial noir/blanc, autrefois interdit dans plusieurs États (et légalisé à travers le pays à la suite d'une décision de la Cour suprême des États-Unis en 1967), est maintenant jugé plus acceptable. La preuve, c'est qu'en 2021, un sondage Gallup a révélé que 94 % des Américains approuvent désormais ces unions.

Ce sur quoi Ezra Klein braque ses projecteurs est une manifestation extrême de tribalisme. Celui-ci, explique-t-il, trouve même son expression à travers les médias américains. « Il y a des réseaux sur le câble qui se consacrent à faire mal paraître les membres de l'autre parti », écrit le journaliste.

« Les médias sont devenus des leaders tribaux, lui explique un autre chercheur, Sean Westwood. Ils disent à la tribu comment s'identifier et se comporter, et nous nous y conformons. »

ALEX

Le fait que les républicains et les démocrates vivent autant dans des couloirs parallèles, sans se côtoyer, rappelle le passé du pays. J'ai l'impression que les inégalités ne sont pas perçues aux États-Unis comme au Québec ou en Europe. Les grandes injustices sont moralement inacceptables, mais la disparité est considérée comme assez bénéfique pour accepter un haut niveau d'iniquité. La logique est que s'il y a diversité, il y aura innovation et, éventuellement, tous pourront apprendre des meilleurs. Quand, en juillet 2021, certains États ont décidé d'arrêter les paiements supplémentaires de pandémie aux chômeurs tandis que d'autres États continuaient de les offrir, des grands journaux et leurs éditorialistes ont écrit que cette expérience en temps réel produirait des données fantastiques permettant d'enfin comprendre comment les paiements affectent le taux d'emploi. Je suis quasi certaine qu'au Canada, les éditorialistes auraient décrié le traitement injuste des chômeurs d'une province à l'autre.

Mais ces médias traditionnels sont de moins en moins pertinents aux États-Unis. La firme de recherche Statista rapporte que 2018 marque une inflexion pour ce qui est du temps passé à consulter les médias numériques par

rapport aux médias traditionnels. La popularité de ces derniers continue à baisser et, en 2021, la consommation quotidienne moyenne (incluant le multitâches, donc deux écrans à la fois) était de 477 minutes de médias numériques (notamment les réseaux sociaux) contre 330 minutes de médias traditionnels (télé, radio, journaux, magazines). (La pandémie a fait exploser la consommation.)

Les médias sociaux accroissent l'effet de couloir dans lequel se trouvent les démocrates et les républicains parce qu'ils mettent en vedette, pour chaque consommateur, ce qui est susceptible de lui plaire. Le résultat est que chacun consomme les nouvelles qui s'alignent avec ce qu'il pense déjà. En plus, les médias sociaux ne sont pas restreints par la déontologie journalistique.

Les médias sociaux peuvent intensifier un mouvement marginal ; QAnon est un cas emblématique. QAnon est un mouvement qui encourage toutes sortes de théories de conspirations basées sur des liens abracadabrants et tirés par les cheveux. Dans un sondage sérieux effectué par NPR et Ipsos en décembre 2020, 17 % des répondants croyaient en l'idée centrale de QAnon : une « cabale » (dans le jargon QAnon), constituée de plusieurs élus (surtout démocrates) de Washington et de

célébrités, entretient un réseau de pédophilie et contrôle les médias pour que cela ne se sache pas. Donald Trump est supposément devenu président en 2016 pour déclencher la « tempête » et stopper ces horreurs et il n'a pas perdu les élections de 2020. C'est pathétique. QAnon ne serait probablement pas aussi populaire sans Twitter, YouTube et Facebook. Leurs algorithmes ont recommandé les commentaires de QAnon, les ont « amplifiés », avant de les bannir en 2020.

QAnon n'est pas réservé à quelques hurluberlus, mais s'insère dans le discours politique. Donald Trump a partagé des gazouillis de QAnon et a décrit ses adhérents comme des gens qui aiment le pays. Le Parti républicain du Texas a choisi un slogan y faisant référence en 2020 : « Nous sommes la tempête » (celle censée arrêter la « cabale »). Marjorie Taylor Greene, représentante de la Géorgie élue au Congrès en 2021, est une partisane avouée de QAnon. Virginia Thomas, l'épouse du juge Clarence Thomas de la Cour suprême des États-Unis (particulièrement conservateur) en est aussi une partisane et, en novembre 2020, a envoyé des textos avec plusieurs références à QAnon au chef de cabinet de Donald Trump en l'encourageant à ne pas reconnaître le résultat du scrutin présidentiel. QAnon semble s'être apaisé après la tentative de coup d'État du

6 janvier 2021, mais le mouvement montre la scission sociale profonde des États-Unis et ressurgira vraisemblablement sous une autre forme.

QAnon est un mouvement dangereux. Il est lié à des incidents violents. Le premier est probablement celui du Pizzagate, aux commencements de QAnon, quand un partisan du mouvement pensait libérer des enfants abusés par des démocrates dans le donjon d'une pizzéria en 2016 ; il a terrifié le personnel et les clients avec ses armes avant de réaliser qu'aucun enfant n'était captif du restaurant. QAnon affirme toujours que Donald Trump a remporté les élections présidentielles de novembre 2020 et semble avoir encouragé plusieurs participants de la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021. Dans mon État, le Texas, certains membres de QAnon prédisaient en octobre 2021 que John F. Kennedy Jr. ferait son apparition pour prendre la présidence des États-Unis. Même si le fils de l'ancien président démocrate est mort dans un accident d'avion en 1999, des dizaines l'ont attendu pendant des semaines à Dallas.

ALEXANDRE

La popularité de QAnon et le succès de ses théories auprès d'un (trop) large public sont à mon sens des manifestations incontestables du délire de l'empire américain.

Il est vrai que les plateformes des géants du numérique (Facebook, YouTube, TikTok, etc.) sont en train de supplanter les médias traditionnels comme source d'information numéro un pour une part de plus en plus importante des Américains. Et la résistance de ces corporations à limiter assez vite et assez fermement la viralité de la désinformation sur leurs plateformes est aussi irréfutable qu'elle est toxique pour nos sociétés. Rappel utile : une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a permis de constater que les fausses nouvelles se répandent six fois plus vite que les vraies sur les réseaux sociaux.

Ça ne doit pas non plus faire oublier la façon dont certains médias traditionnels contribuent eux aussi à la polarisation de la société américaine. Une presse libre est un des fondements de la démocratie. Mais que se passe-t-il quand certains médias présentent une vision tordue de la réalité et, par conséquent, mettent en péril la démocratie ? Fox News est actuellement l'exemple le

plus saisissant sur le sol américain. Je me souviens d'une entrevue où Barack Obama avait dit qu'après avoir écouté ce que raconte ce réseau, il… ne voterait pas pour lui-même !

Je ne t'apprendrai rien en soulignant que Barack Obama y a été diabolisé autant comme candidat que comme président. Et que c'est maintenant au tour de Joe Biden de goûter à cette médecine. Par contre, Donald Trump demeure un véritable héros pour plusieurs animateurs et commentateurs du réseau (c'est loin d'être le cas sur les ondes de CNN ou de MSNBC !).

Mince consolation : Fox News a laissé tomber son slogan pompeux, *Fair and Balanced*. On n'y répète donc plus à longueur de journée qu'on y fait un travail journalistique « équilibré ». Tant mieux. C'était carrément indécent.

En tant que journaliste, je trouve extrêmement préoccupant le rôle joué par les médias américains dans la polarisation de la société. Et j'ose présumer qu'en tant que politologue, tu es particulièrement interpellée par les liens entre la polarisation et la façon dont le système politique est structuré aux États-Unis ?

ALEX

S'il y avait plus de deux partis capables de remporter les élections présidentielles, l'un d'entre eux pourrait réconcilier certains points de vue et l'électeur du centre redeviendrait intéressant ; malheureusement, avec le collège électoral qui agrège les résultats dans chaque État, le bipartisme est bien implanté. En plus, les élus de la Chambre des représentants se présentent aux élections tous les deux ans. Les décisions d'un élu prises il y a deux ans risquent d'être encore fraîches dans la mémoire des électeurs qui se rendent aux urnes, alors les représentants ont tout intérêt à tenir des discours pour continuer de plaire à leur électorat ; je pense que ça affecte les élus, qui votent en suivant la volonté immédiate de leurs électeurs, sans prendre le risque de les contester.

Probablement que le rythme de vie effréné et le commerce en ligne affectent aussi les faibles contacts entre les Américains à l'extérieur de l'école et du travail. Lorsque je suis au Québec, je fais mes courses en personne et je discute un peu avec tous ceux que je rencontre. Au Texas, ma vie quotidienne est complètement différente : nous achetons absolument tout en ligne. Si je commande des crayons de couleur pour mes enfants,

ils sont prêts à être ramassés dans le stationnement du magasin à grande surface, sans frais supplémentaires, en moins d'une heure et l'application de mon téléphone me suit pendant le trajet de la maison au magasin, alors le temps d'attente est nul. Même le facteur vient chercher gratuitement les colis à retourner sur notre balcon. Je n'ai pas mis les pieds dans une épicerie, un magasin ou un bureau de poste américains depuis des années.

Une autre cause de la polarisation tient peut-être aux contacts sociaux entre les gens. Le sociologue Robert Putnam parle de capital social décroissant dans l'ensemble des États-Unis. Les gouvernements ne se perçoivent pas comme créateurs d'identité nationale, surtout dans les États du Sud. Au Québec, il y a des petits festivals ici et là, à longueur d'année ; au Texas, le gouvernement ne se mêle pas de culture, alors il n'y a pratiquement aucun événement public pour favoriser les contacts entre des concitoyens qui ne se rencontrent pas naturellement à l'extérieur du travail ou de l'école. Ajoutons les grandes inégalités sociales qui font que chaque classe sociale a ses propres restos, ses cafés et cela produit une société incapable de se parler au-delà des contacts du travail et de l'éducation.

Donald Trump est aussi à blâmer. Son populisme a assurément amplifié la polarisation. La recherche universitaire récente semble montrer que l'humiliation ou l'envie ou la marginalisation sociale (les termes varient selon les chercheurs) pourrait être une cause individuelle du vote populiste[1]. Autrement dit, ceux qui ne se sentent pas respectés sont plus tentés de soutenir des idées populistes, voire radicales. Donald Trump est bien sûr tombé directement sur ce groupe d'individus et a tiré le Parti républicain vers le populisme.

ALEXANDRE

Nous reviendrons sur le populisme, si tu le veux bien, lorsque nous échangerons au sujet de l'état de la démocratie américaine. Mais comme nous avons réfléchi ensemble aux causes (nombreuses) et aux impacts (sinistres) de la polarisation, j'aimerais clore ce chapitre sous l'angle des solutions potentielles.

1. Voici trois textes récents sur ce thème. 1) Gidron, Noam, et Peter A. Hall. 2020. "Populism as a Problem of Social Integration". *Comparative Political Studies* 53(7):1027-1059. 2) Homolar, Alexandra, et Georg Löfflmann. 2021. "Populism and the Affective Politics of Humiliation Narratives". *Global Studies Quarterly* 1(1). 3) Norris, Pippa, et Ronald Inglehart. 2019. *Cultural Backlash : Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. New York : Cambridge University Press.

Tu vois, j'avais cru que Barack Obama parviendrait à l'atténuer, cette polarisation, qui était déjà un sacré problème lorsqu'il a été élu en 2008 – plusieurs font remonter ce schisme à l'époque où le républicain Newt Gingrich était président de la Chambre des représentants à Washington, dans les années 1990.

En 2004, j'avais proposé un reportage au sujet de Barack Obama et je m'étais rendu à Chicago pour entendre le discours qu'il allait livrer au Conseil des relations étrangères de cette ville du Midwest. Mon article allait faire la Une de *La Presse* à la mi-juillet. Le titre : « Un premier président noir ? » Quatre ans plus tard, le politicien démocrate donnerait à ce texte l'allure d'une prophétie !

Si j'en parle, c'est que peu de temps après la publication de l'article, Barack Obama a prononcé le discours qui a fait de lui une vedette instantanée aux États-Unis. C'était dans le cadre de la convention démocrate, à la fin du mois de juillet 2004. Un discours rassembleur, dans lequel, justement, il laissait entendre que la polarisation pouvait être surmontée.

N'y a-t-il pas, après tout, des « gens qui ont des amis gais » dans les États rouges (républicains) et des gens qui « vénèrent un Dieu remarquable » dans les États

bleus (démocrates) ? Toutes ses réflexions sur les divisions du pays, ce soir-là, allaient dans ce sens.

Vers la fin de son discours, il a interpellé ceux qui cherchent à « diviser » le peuple américain. « Je leur dis ce soir : il n'y a pas une Amérique libérale et une Amérique conservatrice – il y a les États-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche, une Amérique hispanique et une Amérique asiatique ; il y a les États-Unis d'Amérique. »

Ce n'était pas une vue de l'esprit pour lui. Barack Obama, grand rassembleur. C'était carrément dans son ADN. Il croyait fermement qu'il était possible de faire appel à ce qu'il y a de meilleur en chacun des Américains. Ça aurait peut-être pu fonctionner… quarante ans plus tôt.

Car malgré tous ses efforts, le fossé entre l'Amérique libérale et l'Amérique conservatrice s'est creusé encore un peu plus au cours des huit années de sa présidence.

À Washington, les républicains ont tout fait pour le diaboliser et l'empêcher d'agir. Il a décrit le « plan de bataille » de ses rivaux dans le premier volume de ses mémoires présidentiels. « Le refus absolu de travailler avec moi ou les membres de mon gouvernement, quelles

que soient les circonstances, quel que soit le sujet, sans se soucier des conséquences pour le pays. »

Joe Biden, vice-président des États-Unis de 2009 à 2017, s'est donné, lorsqu'il s'est lancé dans la course à la Maison-Blanche quelques années plus tard, le même mandat que Barack Obama. Il voulait « restaurer l'âme de l'Amérique ». Le soir de sa victoire, en novembre 2020, il a promis de « ne pas chercher à diviser, mais à unifier ». Il a dit qu'il fallait « mettre fin à cette ère de diabolisation », où l'on traite ses rivaux comme des ennemis.

C'est ce qu'il tente de faire, comme Barack Obama (particulièrement au début de sa présidence), contrairement à Donald Trump. Mais dans l'ensemble, jusqu'ici, on ne peut pas dire que ce soit un succès. Les efforts de Joe Biden ne sont pas contagieux. Est-ce une bataille perdue d'avance, d'après toi ?

ALEX

La polarisation ne durera pas éternellement aux États-Unis, pour au moins deux raisons.

D'abord, les Américains sont inquiets de la polarisation. Tous la condamnent. Avant l'Action de grâce, une

fête à laquelle les Américains accordent autant d'importance que Noël, le *New York Times* publie des guides pour aider les lecteurs effrayés par les conflits politiques à garder des relations harmonieuses avec leur parenté. Dans mon comté, un évaluateur à qui je posais des questions sur les nombreuses exemptions de taxes m'a demandé ce que j'enseignais et, lorsque j'ai répondu la politique, il s'est lancé dans une tirade, se plaignant qu'il marchait sur des œufs toute la journée, effrayé de déclencher un conflit entre collègues avec la moindre allusion politique. Depuis quelques mois, il évite toute référence à la politique, convaincu que la remarque la plus vague irritera un collègue ou un autre et nuira au climat de travail. John Boehner, l'ancien président républicain de la Chambre des représentants de 2011 à 2015, a répété que le sénateur Ted Cruz, un des membres fondateurs du caucus du Tea Party en 2011, souvent à l'extrême droite de son parti, était un « enfant de chienne » et un Lucifer. C'est on ne peut plus fort comme langage, surtout pour décrire un membre de son parti. L'émission *Saturday Night Live,* visionnée par quelque cinq millions d'Américains chaque samedi soir, revient constamment sur la polarisation. Un sketch du 15 décembre 2019 présentait des célébrations de Noël de familles pro-Trump et anti-Trump et montrait

à quel point elles enfilent des œillères partisanes et tombent toutes dans le ridicule. Un autre sketch du 13 décembre 2020 montrait une famille divisée sur les vaccins contre la COVID-19 et les mesures prises par un gouverneur démocrate et se moquait des deux camps politiques.

Ensuite, les Américains s'entendent plus qu'il n'y paraît. Sur la guerre en Ukraine, il y a un consensus exceptionnel, parmi les élus et au sein de la population. Sur le droit à l'avortement, il y a plus de consensus dans les sondages détaillés qu'il n'y paraît dans le discours politique. Par exemple, une majorité de démocrates et une majorité de républicains pensent que l'avortement devrait être permis jusqu'à la viabilité du fœtus à l'extérieur de l'utérus, soit environ 24 semaines. Il y a aussi consensus quant au droit à l'avortement au troisième trimestre si le bébé devait naître avec un problème menaçant sa vie ou en cas de viol ou d'inceste.

En somme, je pense que les Américains veulent un pays moins polarisé. Les élus américains semblent plus polarisés que la population sur de nombreuses questions et contribuent certainement au problème. Quand la polarisation sera rendue trop loin ou quand il y aura une menace unificatrice ou quand on aura assez goûté les écueils du populisme, la polarisation n'aura plus de combustible.

SYMPTÔME 3

L'ÉROSION DÉMOCRATIQUE

Le pacte avec le diable

ALEXANDRE

Alex, si tu m'avais dit il y a dix ou vingt ans que la démocratie américaine serait bientôt menacée, qu'on verrait des hordes de manifestants envahir le Capitole en rêvant de renverser le résultat de l'élection et qu'ils seraient encouragés par le président sortant, je n'y aurais pas cru.

Mais l'histoire s'est accélérée subitement au cours des dernières années. Donald Trump a été élu et les États-Unis sont entrés dans l'ère du populisme et de la post-vérité. Après quatre ans de mensonges, d'inepties et d'invectives en provenance de la Maison-Blanche – cautionnés par la large majorité des politiciens républicains à Washington –, le Congrès américain a été assiégé. Des gens sont morts. D'autres ont été blessés. Et la faiblesse de la démocratie américaine nous a sauté aux yeux pour la première fois depuis très longtemps.

Une question se pose : était-ce une répétition générale ?

Parce qu'en fait, la situation ne s'est pas vraiment améliorée depuis. Comme le pays demeure divisé, comme la majorité des électeurs républicains estiment que Joe Biden n'est pas le véritable gagnant du scrutin de novembre 2020, comme Donald Trump place ses pions pour éviter de perdre s'il se représente en 2024, le problème reste entier.

La démocratie américaine est un colosse aux pieds d'argile. Ses institutions ont tenu bon, mais on a constaté à quel point elles sont fragiles.

Même que, depuis l'insurrection, certains experts parlent ouvertement et tout à fait sérieusement de la possibilité d'une nouvelle guerre civile aux États-Unis. Probable ? Je n'ose pas y croire. Possible ? Exclure complètement ce scénario serait faire preuve à mon avis d'une trop grande naïveté.

Mais commençons par le commencement. Comment l'état de la démocratie américaine a-t-il pu se détériorer à ce point ?

Deux ans avant l'assaut donné sur le Capitole, j'ai lu un livre qui, rétrospectivement, était presque prémonitoire : celui de Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, politologues

de l'Université Harvard et spécialistes des menaces qui pèsent sur les démocraties.

En écrivant leur essai *La mort des démocraties*, ils voyaient déjà sur le sol américain ce qu'ils avaient identifié ailleurs dans le monde comme « les signes avant-coureurs de crises de la démocratie ». Ils avaient démasqué Donald Trump et le percevaient déjà pour ce qu'il était vraiment : un autocrate en puissance.

Grâce à leurs recherches, ils avaient compris que les démocraties, désormais, ne sont plus renversées du jour au lendemain par des militaires comme ce fut le cas au Chili en 1973 quand le général Augusto Pinochet a pris le pouvoir.

Si les démocraties s'éteignent encore, de nos jours, c'est surtout parce qu'il y a des dirigeants élus qui ferment les lumières. « Des présidents ou des premiers ministres qui corrompent le processus même qui les a portés au pouvoir. Certains démantèlent le régime rapidement, comme Hitler à la suite de l'incendie du Reichstag en 1933. Le plus souvent, cependant, la démocratie se dégrade lentement, par paliers à peine visibles », ont écrit les deux professeurs.

Les exemples sont nombreux. Ils vont du Venezuela à la Russie en passant par le Pérou, l'Ukraine, la Hongrie et plusieurs autres pays qui ont été frappés de plein fouet par ce phénomène qu'ils appellent « la dictature par les urnes ».

Tu seras d'accord avec moi pour dire qu'avec ce que l'on sait maintenant sur ce qui s'est passé le 6 janvier 2021, on se rend compte que les États-Unis auraient bien pu se retrouver sur cette liste, s'il n'en avait tenu qu'à Donald Trump. Les auditions publiques de la commission du Congrès américain sur le 6-Janvier l'ont démontré hors de tout doute.

ALEX

Nous correspondons depuis quelques mois et chaque fois que tu écris qu'il y a eu une insurrection le 6 janvier 2021, je réponds que c'était une tentative de coup d'État. Le choix des mots n'est pas anodin. Les deux visent à remplacer le pouvoir, mais un coup d'État est plus grave, plus organisé, vient des échelons plus élevés qu'une insurrection. Selon toute vraisemblance, Donald Trump avait l'intention de garder la présidence sans en avoir le droit, donc le 6 janvier 2021 était une tentative de coup d'État.

Est-ce que la démocratie américaine aurait vraiment pu tomber le 6 janvier 2021 ? J'ose croire que les institutions auraient tenu le coup même si Donald Trump n'avait pas quitté la Maison-Blanche pour céder le pouvoir à Joe Biden à la fin janvier 2021. Après tout, ces institutions ont tenu pendant toute la présidence de Donald Trump. La séparation des pouvoirs dont les Américains sont si fiers a endigué le pire. Si Donald Trump avait refusé de quitter la Maison-Blanche le 20 janvier à midi (comme le prévoit le 20e amendement), les services secrets ou l'armée l'auraient physiquement contraint à partir. Le personnel de ces bureaux du gouvernement promet, à l'embauche, de respecter la Constitution du pays et non pas un président déchu qui bouderait dans un coin de la Maison-Blanche.

Le Congrès a refusé de passer des projets de loi aberrants. Le puissant et fin stratège Mitch McConnell, sénateur républicain et président du Sénat de 2015 à 2021, n'avait aucune intention de collaborer avec Donald Trump sur des politiques idiotes : plusieurs projets de lois sont morts ainsi. Il n'a pas non plus soutenu la supercherie à propos des élections volées. Mitch McConnell voulait des juges conservateurs et une réduction des impôts et a appuyé Donald Trump sur ces points, mais c'est tout. En 2018, quand Trump a

demandé des milliards pour allonger le mur à la frontière du Mexique, le Congrès lui a refusé les fonds. Trump a refusé de signer le budget proposé par le Congrès, déclenchant le plus long *shutdown* de l'histoire du pays et cessant les paies de quelque 800000 fonctionnaires (sans compter les sous-traitants). Le 25 janvier 2019, plusieurs fonctionnaires de l'aéroport LaGuardia de New York ne se sont pas présentés au travail, paralysant le trafic aérien et menaçant l'économie du pays. Donald Trump a fini par signer le budget du Congrès.

Les tribunaux ont bloqué des décrets présidentiels, comme celui de 2017 empêchant pratiquement tous les voyageurs de sept pays musulmans d'entrer aux États-Unis.

Les bureaux du gouvernement ont maintenu leurs procédures. William P. Barr, procureur général des États-Unis sous Donald Trump de 2019 à 2020, décrit dans ses mémoires comment il a refusé de plier sous les demandes du président pour clore des enquêtes sans laisser le FBI ou la CIA faire leur travail. Dans un autre livre sur la présidence de Trump, *Peril* de Bob Woodward et Robert Costa, les auteurs expliquent en détail comment, quelques jours après le 6 janvier 2021, le plus

haut militaire du pays, Mark A. Milley, a pris la peine de convoquer ses subalternes pour leur rappeler les procédures au cas où le président les contacte. Il craignait que Donald Trump ne respecte pas la chaîne de commandement et utilise l'armée, d'une façon ou d'une autre, pour rester au pouvoir. Il tenait à rappeler aux plus hauts gradés de suivre la procédure, peu importe les demandes potentielles de Donald Trump.

Les États ont mis des bâtons dans les roues de Donald Trump. En 2016, le président a formé une commission sur l'intégrité du vote dans le pays. Cette commission a demandé à tous les États de lui envoyer la liste des électeurs inscrits ainsi que leurs numéros d'assurance sociale. Le secrétaire d'État du Mississippi, Delbert Hosemann, un républicain, a répondu : « Ils [les commissaires] peuvent sauter dans le golfe du Mexique et le Mississippi est un bon État d'où le faire. » C'était une façon polie de leur dire d'aller se faire voir.

Les médias ont continué à travailler, même si Donald Trump les traitait de tous les noms. Les exemples sont trop nombreux. En 2015, le président a publié le numéro de téléphone personnel du chef d'antenne d'Univision qui l'avait invité à commenter la fin du contrat entre Miss Universe (Trump en était copropriétaire) et cette

chaîne, la plus grande en espagnol du pays. À un journaliste de NBC qui lui demandait ce qu'il avait à dire aux gens inquiets de la COVID-19, en 2020, Donald Trump a répondu qu'il était un mauvais journaliste.

ALEXANDRE

Et si nous nous entendions pour dire qu'il y a eu une insurrection dans le cadre d'une tentative de coup d'État ? Je dois avouer que j'étais au départ sceptique à ce sujet. Je voyais mal comment cette bande de protestataires violents aurait réellement pu réussir à renverser le pouvoir en place. Mais face aux nombreuses révélations de la commission du Congrès américain sur le 6-Janvier, j'ai compris qu'initialement, alors que le sage montrait la lune… je regardais le doigt !

L'insurrection n'était qu'un des moyens désespérés de Donald Trump pour conserver le pouvoir. Le président sortant avait incontestablement mis en œuvre une stratégie dans le but d'invalider les résultats de l'élection remportée par Joe Biden.

Il avait notamment demandé explicitement au vice-président, Mike Pence, de refuser de certifier le résultat des élections dans certains États, ce qui aurait

déclenché une crise constitutionnelle historique. Mais ce dernier n'avait absolument pas l'intention de bloquer l'accession au pouvoir de Joe Biden, qu'il savait légitime – comme tous ceux qui ne s'abreuvent pas aux théories du complot des républicains radicalisés. C'est pour cette raison que certains insurgés avaient une potence et qu'ils rêvaient de pendre Mike Pence !

Je pense aussi qu'on peut affirmer sans crainte de se tromper, tu as raison, qu'il y a bel et bien eu une tentative de coup d'État. Mais c'est néanmoins une réalité très dure à appréhender. Pincez-moi quelqu'un pour être bien sûr que je ne rêve pas.

Une tentative de coup d'État aux États-Unis : ce sont des mots qui ne vont vraiment pas bien ensemble.

La démocratie américaine a survécu – et les contre-pouvoirs ont souvent fonctionné, comme tu le fais remarquer –, mais elle a du plomb dans l'aile et tout le monde le reconnaît. Au cours des dernières années, les organismes qui se penchent sur l'état de la démocratie dans le monde l'ont confirmé.

Selon l'évaluation annuelle de l'état de la démocratie effectuée par The Economist Intelligence Unit, les États-Unis ont littéralement changé de catégorie depuis 2016.

Jadis jugé « démocratie entière », le pays est maintenant considéré comme une « démocratie imparfaite » et, en 2021, avait glissé au 26e rang du classement mondial.

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) a pour sa part indiqué à la fin de l'année 2021 dans son rapport annuel que les États-Unis se retrouvent sur leur liste des « démocraties en recul » pour la première fois.

« La détérioration visible de la démocratie aux États-Unis, comme en témoignent la tendance croissante à contester des résultats électoraux crédibles, les efforts pour supprimer la participation et la polarisation galopante […] est l'une des évolutions les plus préoccupantes concernant la démocratie à l'échelle mondiale », avait alors déclaré le secrétaire général de l'institut, Kevin Casas-Zamora.

Entendons-nous : la démocratie dans la majorité des pays sur la planète est bien plus mal en point qu'aux États-Unis. Le système démocratique ne s'est pas écroulé, malgré les coups répétés assénés par Donald Trump. Plusieurs brèches sont apparues, mais, tant bien que mal, il a résisté.

N'empêche que pour la première puissance mondiale, qui se permet depuis longtemps de faire la leçon au reste du monde, ces résultats sont embarrassants. Et ils sont aussi très préoccupants.

ALEX

Le cœur d'une démocratie, ce sont les élections. La démocratie ne prévient pas les mauvais gouvernements, mais elle agit comme une police d'assurance contre une succession de mauvais gouvernements endommageant profondément la représentation de la volonté populaire.

Aux États-Unis, la bonne gestion des élections est remise en question par plusieurs républicains. Même avant Donald Trump, les élus républicains criaient sur tous les toits que l'intégrité des élections était en danger. Ça a empiré après l'arrêt Shelby County c. Holder de 2013 de la Cour suprême des États-Unis.

Les États du Sud ont une longue histoire de restriction du vote. En 1965, 1 % des Afro-Américains éligibles du comté de Dallas, en Alabama, figuraient sur la liste électorale. Martin Luther King y a conduit des marches médiatisées pour dénoncer le non-respect des droits de

vote des Afro-Américains : des vidéos du Bloody Sunday montrant des forces de l'ordre blanches attaquant des manifestants pacifistes noirs, à Selma, sont toujours disponibles sur Internet et il faut avoir le cœur solide pour les visionner.

Le président Lyndon Johnson a fait du droit de vote son cheval de bataille, convaincant le Congrès d'adopter la Loi sur le droit de vote en 1965. Cette loi n'a pas présumé que les États qui étaient auparavant esclavagistes se conformeraient à la nouvelle législation fédérale. Ils avaient eu depuis le 14e amendement de 1868 pour montrer leur bonne volonté. Ils semblaient si peu fiables pour reconnaître les lois fédérales que le département de la Justice devait approuver leurs modifications de lois électorales et dépêchait des observateurs pour surveiller leurs élections.

Or, en 2013, le Texas a fait valoir que la ségrégation était terminée depuis longtemps et qu'il était injuste que toutes ses modifications de lois électorales soient approuvées par un bureau fédéral. La Cour suprême a acquiescé et les États du Sud ont recommencé à modifier leurs lois électorales sans approbation fédérale, supposément pour favoriser l'intégrité du vote.

Le Texas a aussitôt restreint les pièces d'identité permettant de voter. Un tribunal en a rétabli quelques-unes. La confusion fait en sorte que plusieurs électeurs potentiels ne votent pas, incertains d'avoir les bons documents. Les communications du secrétaire d'État du Texas sont menaçantes et pas claires du tout. Les noms et adresses de ceux qui votent par anticipation sont publiés sur Internet. Trouver son bureau de vote implique de chercher la bonne information sur le site Internet du département des élections du comté, en utilisant son numéro de circonscription. Il y a plusieurs élections au Texas. En 2022, j'aurai voté en mars pour le premier tour des élections locales, au début mai pour des amendements constitutionnels texans, à la fin mai pour un deuxième tour des élections locales, en juin parce que mon représentant fédéral prend sa retraite et en novembre pour les élections de mi-mandat. Mon bureau de vote n'est pas le même en cas de vote par anticipation et le jour des élections. Et aucune documentation n'est envoyée aux électeurs : il faut s'informer soi-même, noter les dates et bureaux de vote.

Quand mon époux et moi avons quitté notre appartement et emménagé dans notre première maison, dans la même ville, nous avons mis à jour notre adresse en ligne, comme le gouvernement texan le prévoit pour les

déménagements au sein d'un même comté. Mon époux a quand même reçu une lettre du secrétaire d'État du Texas menaçant de retirer son nom de la liste d'électeurs. Nous avons lu la lettre à deux, deux fois, sans comprendre comment il devait procéder. Nous donnions alors tous les deux le cours de politique texane à l'université. Le département d'élections local a confirmé au téléphone que les changements d'adresse en ligne ne fonctionnent jamais et qu'il faut remplir un formulaire papier, à poster. Le processus nous a fait perdre plusieurs heures.

Le Texas a l'un des plus bas taux de participation aux élections. Et pourquoi les élus républicains du Sud se donnent tant de mal pour restreindre la participation ? C'est parce que la majorité des électeurs potentiels est démocrate. Les élus ont intérêt à trouver des règles qui favorisent le vote républicain et nuisent au vote démocrate. Ainsi, on peut voter par la poste à partir de 65 ans au Texas, sans donner de raison autre que l'âge. Les personnes de plus de 65 ans sont majoritairement républicaines. Permettre le vote par la poste aux moins de 65 ans nuirait à l'intégrité du vote, selon le procureur général du Texas. Il y a vraiment une telle augmentation du risque de fraude lorsqu'un électeur de 64 ans

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

vote par la poste et lorsqu'un autre de 65 ans fait la même chose ?

Depuis 2019, les bureaux de vote sur les campus du Texas – où les électeurs sont majoritairement démocrates – doivent être ouverts tous les jours du vote par anticipation (ce qui coûte cher) ou ne pas ouvrir du tout. Ce n'est pas le cas des autres bureaux de vote, mais, encore une fois, il faut supposément préserver l'intégrité du vote. C'est tellement partisan, ça saute aux yeux.

ALEXANDRE

Que des politiciens prétendent défendre l'intégrité du vote à l'aide de ces manœuvres est choquant. C'est l'inverse qui se produit, tu as raison de le souligner. Les républicains sont prêts à tout pour gagner, même à modifier les règles du jeu qui préservent l'intégrité du processus démocratique américain, à partir du moment où ils estiment qu'elles ne sont pas assez favorables à leur égard.

Par ailleurs, que la Cour suprême des États-Unis ait cautionné cette dérive est affligeant. En invalidant, en 2013, la section de la loi sur les droits électoraux à laquelle tu fais référence, la Cour suprême « a planté un

poignard dans le cœur » de cette législation, avait estimé à l'époque John Lewis, l'un des plus célèbres militants des droits civiques aux États-Unis.

Rétrospectivement, on peut affirmer que la majorité à la Cour suprême a erré et que l'histoire est en train de donner raison à la juge Ruth Bader Ginsburg, qui avait exprimé sa dissidence à l'époque. Atténuer la portée de cette loi contre les mesures discriminatoires, « c'est comme se débarrasser de son parapluie en plein orage sous prétexte que vous n'êtes pas encore mouillé », avait-elle écrit.

On le constate aujourd'hui dans plusieurs États : l'orage n'est pas terminé. Et la démocratie américaine s'est détériorée encore un peu plus depuis le jugement. Enlèverait-on, ici, les limites de vitesse sur les autoroutes sous prétexte que tout le monde les respecte ?

À la suite de l'élection de Joe Biden, des politiciens démocrates à Washington ont tenté de colmater la brèche… en vain. Ça aussi, c'est décourageant.

En 2021, deux projets de loi ont été déposés au Congrès américain pour défendre le droit de vote des minorités. Mais s'ils ont été adoptés par la Chambre des représentants, où les démocrates jouissent d'une majorité incontestable, ils ont été bloqués par le Sénat. Joe Biden

a été incapable de convaincre un nombre suffisant de sénateurs de soutenir cette initiative.

Ça ne devrait pourtant pas être un enjeu partisan. On spécifie d'ailleurs, au 15e amendement de la Constitution américaine, que le droit de vote ne doit pas être « limité par les États-Unis, ou par aucun État, pour des raisons de race, couleur, ou de condition antérieure de servitude ».

À ce sujet, le président démocrate a prononcé à Atlanta ce qui a probablement été le discours le plus enflammé de la présidence, au tout début de l'année 2022. « L'histoire n'a jamais été indulgente pour ceux qui se sont mis du côté de la restriction de l'accès au vote », a-t-il lancé, en faisant référence à certains politiciens racistes renommés comme George Wallace ou Bull Connor.

Il faut dire que ce ne sont pas des changements cosmétiques qui sont mis de l'avant au Texas et ailleurs. Selon des estimations évoquées par la vice-présidente Kamala Harris, le droit de vote de 55 millions d'Américains est menacé, soit une personne sur six.

Pensons-y : Donald Trump ne cesse de prétendre – à tort – que les élections sont truquées, alors que plusieurs politiciens de son parti déploient des efforts concertés… pour les truquer !

ALEX

Les États-Unis existent comme pays souverain en raison de l'opposition de la population à une autorité monarchique. L'organisation politique du pays est basée sur la faible concentration du pouvoir (pas de roi !) et sur la souveraineté du peuple. Il me semble que le vote proportionnel aux élections présidentielles refléterait bien cette idéologie. Pourtant, chaque vote individuel n'a pas un impact direct sur les résultats du scrutin.

Le Sénat et le collège électoral représentent (trop) efficacement les petits États. Tous les États ont deux sénateurs, les petits comme les grands. Donc, au Sénat, le Delaware a autant de poids que le Texas. Au collège électoral, chaque État a autant de votes que la somme de ses sénateurs (deux) et de ses représentants.

La Chambre des représentants est, elle aussi, biaisée. Le vote rural y est surreprésenté. Ça ne posait pas de problème quand la majorité de la population habitait en milieu rural (jusqu'en 1920 selon le recensement) ou avant la grande polarisation des années 1990. Maintenant, ça frôle l'injustice et ça contribue à la frustration des habitants des milieux urbains. Même si les démocrates remportent plus de 50 % des voix, ils y obtiennent moins de 50 % des sièges. Le *gerrymandering*

– redécoupage partisan de la carte électorale – est en partie responsable. L'autre responsable est la localisation géographique : les démocrates sont entassés dans les villes, contrairement aux républicains. En plus, les villes sont très démocrates tandis que les milieux ruraux sont plutôt républicains. Résultat : le vote des démocrates est moins représenté que celui des républicains, avant même le *gerrymandering*[2]. Cette faible représentativité des habitants des villes a un impact tangible. Des études universitaires ont démontré que les villes obtiennent moins de deniers publics par habitant et que les projets de loi favorisant les villes ont moins de chances de passer[3].

Pour résumer, les électeurs potentiels, notamment au Texas, sont restreints par des règles sur le scrutin qui changent continuellement et sèment (intentionnellement ?) la confusion auprès des citoyens. Les électeurs qui se rendent bel et bien aux urnes ne sont pas certains

2. Pour des explications détaillées, consulter : Chen, Jowei, et Jonathan Rodden. 2013. "Unintentional Gerrymandering : Political Geography and Electoral Bias in Legislatures". *Quarterly Journal of Political Science* 8(3) : 239-269.
3. Voir ceci : Badger, Emily. 2 nov. 2016. "As American as Apple Pie ? The Rural Vote's Disproportionate Slice of Power" dans le *New York Times*. Et aussi : Gamm, Gerald, et Thad Kousser. 2013. "No Strength in Numbers : The Failure of Big-City Bills in American State Legislatures, 1880–2000." *American Political Science Review* 107(4) : 663-678.

que leur vote aura une influence sur le choix du candidat. Déprimant, non ? Mes étudiants me le disent bien clairement. Je leur sors toujours la même réponse : voter envoie au moins un message aux candidats, indiquant que les électeurs les surveillent et pourront les punir ou les récompenser aux prochaines élections.

ALEXANDRE

Ah, le *gerrymandering* !

Le phénomène mérite qu'on s'y attarde. D'abord, précisons que le mot est dérivé du nom de l'ancien gouverneur du Massachusetts Elbridge Gerry. Au début des années 1800, il avait tant tordu les limites d'une circonscription de son État qu'elle ressemblait à une salamandre (en anglais : *salamander*).

Voilà pour les explications étymologiques ! Maintenant, insistons : le redécoupage électoral partisan mérite qu'on s'y attarde parce qu'il est devenu une véritable plaie dans ton pays d'adoption (et tout particulièrement, depuis longtemps, dans ton État d'adoption).

Récemment, la Cour suprême des États-Unis (encore elle !) a fait comprendre aux Américains qu'elle n'allait pas agir pour tenter de limiter les dérives démocratiques

liées au redécoupage électoral partisan. Ça aussi, d'un point de vue canadien, c'est délirant. Le soin avec lequel est encadré, au Canada, le redécoupage électoral, contribue à la stabilité de notre démocratie et à la confiance des citoyens à l'égard de nos institutions.

Mais quel gâchis lorsqu'on traverse la frontière ! Uniquement une dizaine d'États ont confié cette tâche à des commissions indépendantes et impartiales. Dans les autres, les élus du parti au pouvoir s'en chargent. Bonjour la partialité ! Alors bien sûr, souvent, ils tentent de maximiser leurs gains, notamment en concentrant les partisans du parti adverse dans un nombre limité de circonscriptions. C'est le monde à l'envers : les élus choisissent leurs électeurs.

Lorsque j'ai rédigé avec Richard Hétu il y a une dizaine d'années un livre sur la présidence américaine, nous avions identifié le redécoupage électoral partisan comme l'une des « clés de la Maison-Blanche ». Parce que cette façon de pervertir le système démocratique a un impact indéniable sur l'élection des membres de la Chambre des représentants à Washington (ça ne touche pas le Sénat puisque tous les citoyens de chaque État participent à l'élection des sénateurs) et, par conséquent, sur le pouvoir du président. Si ce dernier ne contrôle ni

l'une ni l'autre des deux chambres du Congrès américain, il va trouver le temps long à Washington.

Au cours des deux dernières décennies, la tactique était davantage prisée par les républicains, mais voici que les démocrates se permettent aussi de tricher de cette façon avec enthousiasme, conscients qu'ils étaient désavantagés s'ils persistaient à jouer selon les règles.

Un exemple parmi d'autres : en Illinois, les élus démocrates ont savamment étudié la répartition géographique des électeurs et modifié les limites des circonscriptions. Résultat : on estime que les républicains vont pouvoir s'emparer de trois sièges sur 17 à la Chambre des représentants du Congrès américain lors du prochain scrutin, soit environ 18 %, alors que… 41 % des électeurs ont voté pour le Parti républicain dans cet État lors des plus récentes élections.

Je ne t'apprendrai rien en soulignant qu'au Texas, le plus récent redécoupage électoral, mené par les républicains, devrait permettre au parti de faire des gains encore plus spectaculaires au Congrès américain. Selon certaines estimations, les sièges jugés « sûrs » pour le Parti républicain vont bondir de 11 à 21 (sur 36) lors des prochaines élections. Ce stratagème a ceci de particulier qu'il permet d'atténuer l'impact du vote latino, ce

dernier étant en pleine croissance et favorisant généralement les démocrates (même si les républicains en obtiennent une part croissante).

Si tout ce que je viens de raconter se déroulait dans un pays qui vient d'accéder à la démocratie, on le déplorerait, mais on serait peut-être enclin à faire preuve d'indulgence. Mais aux États-Unis ? C'est gênant.

ALEX

En 2010, dans la cause Citizens United contre Federal Election Commission, la Cour suprême des États-Unis a déterminé que les dépenses électorales pouvaient être illimitées. Plus précisément, le plus haut tribunal du pays a jugé que les lois sur les dépenses électorales permettaient aux comités d'action politique, les *political action committees* (PAC), de joindre leurs efforts, formant ainsi des super PAC. De plus, les entreprises privées et non pas seulement les citoyens peuvent dorénavant donner à ces comités. Puisque plusieurs de ces comités, essentiellement des groupes d'intérêt formés spécifiquement pour favoriser ou contrecarrer une idée de programme politique, peuvent joindre leurs efforts, les dépenses sur un enjeu, un candidat ou un parti sont essentiellement sans limites. Les comités d'action politique ne peuvent pas se coordonner avec

un candidat ou un parti ni accepter des fonds étrangers, mais peuvent quand même reprendre les idées telles quelles ou soutenir ou s'opposer explicitement à un candidat ou un parti en particulier. En pratique, donc, les dépenses électorales sont illimitées.

Et les dépenses sont vraiment astronomiques. Le centre de recherche Center for Responsive Politics a calculé que plus d'un milliard de dollars américains ont été dépensés par les super PAC dans la campagne présidentielle de 2016. Le super PAC Senate Leadership Fund a dépensé plus de 278 millions de dollars en 2020 contre des candidats démocrates. C'est tellement d'argent ! Les comités d'action politique sont de vrais joueurs dans les élections.

La question qui se pose est : l'argent fait-il gagner des votes dans les élections américaines ? La littérature universitaire n'est pas claire. En fait, il semble que non, sauf pour quelques exceptions[4]. Mais l'argent donne l'impression que les dés sont pipés, que pour se pré-

4. Il semble que les dépenses des campagnes électorales reflètent ce que les donateurs perçoivent comme les chances qu'un candidat soit élu. Le professeur Filip Palda de l'ÉNAP a dévoué une partie de sa carrière à ce thème. Voici un article publié par une des co-auteures et Palda : Couture Gagnon, Alexandre, et Filip Palda. 2011. "The Price of Transparency : Do Campaign Finance Disclosure Laws Discourage Political Participation by Citizens' Groups ?" *Public Choice* 146(3/4) : 353-374. Une étude récente apparaît ici : Jacobson, Gary C. 2015. "How Do Campaigns Matter ?" *Annual Review of Political Science* 18 : 31-47.

senter, il faut être riche et avoir de bons contacts. Hillary Clinton était en partie détestée lors de la campagne présidentielle en 2016 parce que si elle avait été élue, elle aurait repris les idées du mandat présidentiel de son époux ou celles du temps où elle était secrétaire d'État (sous Barack Obama). Jeb Bush, candidat républicain en 2016, donnait la même impression ; son père et son frère avaient occupé le Bureau ovale. Il vaut la peine de le rappeler : les États-Unis sont fondés sur l'opposition à la monarchie et les Américains ne veulent pas de dynastie des temps modernes. Donald Trump a gagné en 2016 même s'il était riche, mais reprenait souvent (faussement) qu'il avait fait sa propre fortune et ne dépendait pas de l'argent de donateurs.

Une deuxième conséquence de l'absence de limites pécuniaires dans les campagnes électorales est l'impression que les groupes d'intérêt contrôlent les candidats et, qu'une fois élus, ces derniers devront remercier ceux qui ont financé leur campagne. S'agit-il encore d'une démocratie si quelques riches contrôlent les décisions politiques ? Le quotidien *The Washington Post* a montré que 29 % des ambassadeurs nommés par le président Joe Biden ont contribué pour plus de 100 000 $ chacun à sa campagne. Le Center for Responsive Politics a démontré que 66 % des contributions aux super PAC de

la campagne présidentielle de 2016 étaient de plus d'un million de dollars américains. Il est difficile de croire qu'un élu ne répond pas au téléphone quand un donateur de PAC ayant favorisé ses idées à la hauteur d'un million essaie de le joindre.

L'argent dépensé ou investi dans les campagnes électorales aux États-Unis dépasse l'entendement. Il fatigue définitivement les électeurs.

ALEXANDRE

Tout ce que nous venons d'évoquer a nourri le désenchantement à l'égard de la démocratie aux États-Unis au cours des dernières décennies et a contribué à la perte de confiance envers les institutions démocratiques. Et je m'en voudrais de passer sous silence, à ce sujet, le résultat de l'élection de l'an 2000. George W. Bush est devenu président dans la foulée d'un véritable fiasco électoral, à la suite d'une décision rendue à cinq contre quatre par la Cour suprême des États-Unis (un de ces cinq juges avait été nommé par le père du candidat !). Quel aveu d'échec !

L'affaiblissement de la démocratie américaine a aidé Trump à s'emparer du pouvoir. Une fois élu, à l'aide de

ses alliés, il a entamé la construction d'un cercueil pour cette démocratie vacillante, avec l'intention de la pousser dedans. L'homme a toujours eu du flair. Il savait que le fruit était mûr et que ses discours sur le système « truqué » et les élections « volées » allaient résonner chez bon nombre d'Américains désabusés.

Il a été chassé du pouvoir juste à temps. Mais comme nous l'avons déjà noté, il n'a pas fini de faire des ravages. Il semble d'ailleurs tenté de se présenter à nouveau à la Maison-Blanche pour un match revanche contre Joe Biden.

Tu sais, Alex, lorsque j'étais jeune, j'étais à la fois fasciné et effrayé par la légende de la chasse-galerie. Cette idée d'un pacte avec le diable me terrifiait. Ça ne pouvait que mal se terminer…

Or, c'est un pacte avec le diable que les républicains ont signé en remettant leur sort entre les mains de Donald Trump, sachant très bien à qui ils avaient affaire. Après certaines hésitations au départ, les élus républicains l'ont adopté, pour ensuite le défendre bec et ongles malgré les avertissements et les signaux d'alarme lancés avant et pendant sa présidence. Me reviennent à l'esprit notamment les déclarations de certains de ses proches conseillers : Rex Tillerson, qui

l'avait traité de *fucking moron* et John Kelly, qui avait dit vivre à *Crazytown* (à la Maison-Blanche).

Oh qu'ils en avalent des couleuvres les républicains depuis l'entrée de Donald Trump en politique !

La preuve ultime, c'est probablement l'hypocrisie du leader des républicains à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, à la suite des événements du 6 janvier 2021. Un enregistrement secret nous a permis d'apprendre qu'il avait alors, excédé, informé certains collègues qu'il allait demander à Donald Trump de démissionner. En public, pourtant, il s'est rapidement remis à soutenir son commandant en chef.

Il n'est bien sûr pas le seul à rager en privé, mais à roucouler en public. Tant et aussi longtemps que Donald Trump permet aux politiciens républicains de faire progresser leurs idées, ils sont pour la plupart prêts à lui pardonner tous ses écarts de conduite. Mais celui qui élève un tigre dans son salon finira par se faire mordre. C'est inéluctable.

Cette dynamique politique peut-elle mener les républicains, et par conséquent leur pays, au désastre ? Si le pacte avec le diable ne peut pas être rompu et si la fin,

pour les républicains, justifiera toujours les moyens, il est permis de s'en inquiéter.

Je te pose une question plus précise : si les républicains sont majoritaires au Congrès américain, jusqu'où pourraient-ils aller pour subvertir la démocratie ? Pour permettre, par exemple, à Donald Trump de s'emparer du pouvoir en 2024, peu importe le verdict des urnes ? Ou pour permettre à un président républicain quelconque, un jour ou l'autre, de conserver le pouvoir aussi longtemps que bon lui semble, à l'image de Vladimir Poutine en Russie ?

Avant d'entendre ta réponse, je soumets ceci à ta réflexion : au début de l'année 2022, le *New York Times* a interrogé Steven Levitsky, l'un des deux auteurs de l'essai *La mort des démocraties*, pour lui demander s'il avait vu juste. « Trump n'a pas consolidé une autocratie, mais les choses ont empiré plus rapidement que nous l'avions prévu, a-t-il répondu. Nous n'avions pas anticipé la trumpisation rapide et complète du Parti républicain. Nous n'avions pas considéré que le Parti républicain était une force antidémocratique quand nous avons écrit le livre en 2017. Aujourd'hui, je considère que le Parti républicain est une force antidémocratique. C'est un changement important. Nous pensions

qu'il y avait des éléments dans le parti qui étaient capables de contenir Trump il y a quatre ans. Nous avions tort.»

ALEX

Donald Trump s'est montré intéressé par le poste de président plusieurs fois avant d'être élu en 2016. Cette année-là, il a compris qu'il allait avoir le vent dans les voiles. Le procureur général de 2019 à 2020 William P. Barr en parle dans ses mémoires *One Damn Thing After Another*. Il a gagné en 2016 parce que des variables avaient changé. Est-ce que ces variables restent et lui permettront, à lui ou à un autre populiste, d'être élu président ? C'est fort possible, nous en avons parlé plus haut. Est-ce que les républicains sombreront dans l'abysse ? Ont-ils perdu tellement d'intégrité que la démocratie risque maintenant de s'effondrer ?

Les Américains valorisent vraiment l'intégrité individuelle. Quand les premières doses de vaccin contre la COVID-19 sont devenues disponibles, pour le personnel médical, les travailleurs essentiels, les habitants de résidences pour personnes âgées, les personnes de plus de 65 ans et celles de plus de 16 ans avec des problèmes médicaux en décembre 2020, on entendait dire qu'on pouvait obtenir une dose dans une certaine clinique au

bon moment. Je voulais tenter ma chance : après tout, ce n'était pas illégal (c'était une recommandation) et les vaccinés recevaient leur carte officielle de vaccination, comme quoi c'était permis. Mon époux, né dans le New Jersey, m'a dit que c'était un comportement anti-américain, qu'il était acceptable de mentir pour des petites choses mais que, quand survenaient de grands événements qui font l'Histoire, il fallait se ranger du bon côté. Il m'a sorti les exemples des États du Nord, contre l'esclavage, et de l'implication des États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'éthicien du *New York Times* a écrit un texte reprenant la même logique, décourageant les gens d'accepter une première dose s'ils ne figuraient pas sur la liste des personnes prioritaires. (Quelques semaines plus tard, quand on s'est rendu compte que des doses de vaccin se perdaient, le discours public était d'accepter une première dose, peu importe sa profession ou son état de santé.)

Donald Trump a-t-il eu un impact assez profond pour qu'une majorité d'élus républicains renient leur intégrité et le suivent aveuglément en 2024 ? Quand j'observe le gouverneur républicain du Texas, j'ai l'impression qu'il sombre effectivement dans l'hyper populisme à la Donald Trump (*MAGA politics* en anglais) parce qu'il espère gagner en popularité ou se présenter comme

candidat républicain aux prochaines élections présidentielles. Le gouverneur Greg Abbott a déployé 10 000 membres de la garde nationale à la frontière du Texas pour en garantir la sécurité en mars 2021, jugeant que Joe Biden, le président démocrate, n'en faisait pas assez. Ces réservistes n'avaient jamais été aussi nombreux à être déployés si longtemps (un an) avec un si court délai pour se préparer (deux ou trois jours). Ils ont dû quitter leurs familles et emplois. Plusieurs ne reçoivent pas leurs chèques de paie. Ils sont mal logés et mal équipés. Pour quel résultat ? Pas grand-chose. Ils accueillent surtout des gens qui se présentent volontairement à eux et non pas des trafiquants de drogue ou des criminels violents comme le prévoyait Abbott. Pire encore, le dernier rapport du gouvernement sur l'Opération Lone Star a comptabilisé des drogues trouvées à Dallas, au nord du Texas, sans aucun lien avec la frontière. Les journalistes ont fait grand bruit du mensonge du gouvernement. Pour les républicains du Texas, c'est insultant de gaspiller des deniers publics – 2 milliards – pour mousser la popularité du gouverneur. En avril 2022, Greg Abbott a commencé à payer des autobus jusqu'à Washington, D.C. pour transporter les migrants qui arrivent à la frontière sud du Texas. Il pensait frustrer le gouvernement fédéral. Au contraire,

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

les groupes d'accueil de Washington ont beaucoup de ressources et étaient prêts à prendre en charge les migrants descendant des autobus. Dans les nouvelles, les migrants remercient Abbott de leur payer le billet d'autobus !

Le gouverneur du Texas n'est pas le seul à agir comme s'il fallait imiter Donald Trump et tomber dans la politique de style hyper populiste pour gagner des votes. Le gouverneur républicain de la Floride Ron DeSantis semble aussi croire que la *MAGA politics* est la voie de l'avenir. Il s'est fâché contre Disney parce que l'organisation a demandé à ses employés de porter un masque pendant la pandémie et parce que son dirigeant a critiqué la loi floridienne qui interdit de parler d'orientation sexuelle à l'école jusqu'à neuf ans. Pour se venger, Ron DeSantis a signé une loi pour retirer le statut de district spécial à Disney… et forcé les Floridiens à assumer la dette d'un milliard de Mickey Mouse. Donc, pour répondre à ta question : si les républicains sont majoritaires au Congrès américain, jusqu'où pourraient-ils aller pour subvertir la démocratie ? Probablement assez loin si on se fie à ce que certains républicains font actuellement pour gagner des votes, mais j'ai l'impression (ou l'espoir ?) que l'intégrité individuelle prévaudra.

ALEXANDRE

Il y a actuellement deux types de républicains aux États-Unis, selon un historien américain que je tiens en haute estime, Timothy Snyder. Les joueurs et les casseurs. Sa théorie à ce sujet est aussi simple qu'utile pour prendre la mesure de la menace que représente le parti de Donald Trump pour les institutions démocratiques. Je l'ai évoquée, cette théorie, dans un de mes éditoriaux peu après la tentative de coup d'État (tu vois, j'ai bien appris ta leçon !) de janvier 2021, car je la trouve lumineuse.

Les joueurs, ce sont les républicains qui ont cautionné le grand mensonge de Donald Trump au sujet de l'élection de 2020 alors que leur « objectif principal est de jouer le jeu du système pour garder le pouvoir, exploiter les points morts de la Constitution, redécouper les circonscriptions et user d'argent d'origine obscure pour gagner les élections avec une minorité d'électeurs motivés. Ils n'ont pas intérêt à ce que s'effondre un type de représentation qui permet à leur parti minoritaire d'exercer un contrôle disproportionné sur le gouvernement ».

Les casseurs sont plus dangereux. Ce sont ceux qui étaient prêts à sacrifier la démocratie américaine au nom de Donald Trump – et qui le sont encore,

vraisemblablement. « Pour certains républicains, l'invasion du Capitole a dû être un choc, voire une leçon. Pour les casseurs, en revanche, elle a peut-être été un avant-goût de l'avenir », a écrit Timothy Snyder.

La relation entre les joueurs et les casseurs a été bousculée le 6 janvier 2021, mais brièvement. Les joueurs ont rapidement dénoncé Donald Trump… mais ils ont fini par comprendre, une fois le pire passé, qu'il leur était toujours possible de le soutenir – et de ne pas réfuter son grand mensonge – sans renier la démocratie.

Ce petit jeu est dangereux, bien sûr. Car le grand mensonge, craint l'historien, pourrait pousser certains Américains à commettre de nouveaux gestes violents. N'oublions pas : ils sont convaincus que Joe Biden a volé l'élection et les républicains les confortent dans leur idée paranoïaque. C'est une dynamique proprement terrifiante.

« Le jour où cette violence se manifestera, les casseurs devront réagir, prédit Timothy Snyder. S'ils l'acceptent, ils deviendront une faction fasciste. Le parti républicain se divisera, en tout cas pour un temps. On peut évidemment imaginer une réunification macabre : un candidat casseur perd les élections de 2024 à quelques voix près et hurle à la fraude ; les républicains emportent

les deux chambres du Congrès ; dans la rue, les émeutiers, éduqués au mensonge pendant quatre ans, exigent que "justice" soit faite. Les joueurs seront-ils prêts à défendre leurs principes si telles sont les circonstances le 6 janvier 2025 ? »

On parle ici d'un scénario hypothétique. Mais il n'est pas farfelu, hélas. Et en prendre conscience glace le sang. Car je suis loin d'être certain que ces « joueurs », comme il les surnomme, pourraient, dans une telle situation, maîtriser le mauvais génie qu'ils ont fait sortir de la boîte.

Après avoir passé quatre ans à crier au vol, comment pourrais-tu, du jour au lendemain, convaincre des millions de citoyens en colère que tu t'étais trompé ? Que rien n'a été volé ? Que les élections ne sont pas truquées ? Que le système ne doit pas être renversé ?

Dans de telles circonstances, si les joueurs se ralliaient à l'équipe des casseurs, ce serait la fin de la démocratie américaine telle qu'on la connaît. Je ne prends pas plaisir à évoquer ici une telle possibilité, mais il faut regarder la réalité en face. Se mettre la tête dans le sable est une très mauvaise façon de réagir à une crise annoncée.

ALEX

J'ai des enfants et je suis absolument incapable de m'imaginer vivre dans un monde où la démocratie américaine est renversée par une bande de voyous. Ce scénario est trop apocalyptique pour être réaliste. Mais peut-être que les journalistes comme toi sont plus capables de s'imaginer le pire, contrairement aux universitaires. Récemment, dans une conférence universitaire aux États-Unis, je demandais aux autres panélistes comment la recherche académique sur l'immigration américaine pouvait s'adresser à la frange anti-immigration du Parti républicain. Mes collègues, qui ont passé des décennies à étudier les avantages de l'immigration et les déterminants du succès des immigrants, documentés ou non, ont répondu qu'ils n'en avaient aucune idée. Devant des faits si clairs, si étudiés et si solides, comment convaincre une portion de la population qui ne croit pas aux données et aux études ? Personne ne le savait et le découragement était palpable. Ce sont des collègues avec une formation et une façon de penser similaires qui étudient les intentions de vote et ils admettent qu'ils n'avaient pas prévu l'élection de Donald Trump en 2016. À leur défense, les sondages ont été revus et les données par État sont davantage valides.

Pour qu'un coup d'État soit efficace, il faut que plusieurs institutions le cautionnent. La Cour suprême pourrait intervenir. Et je pense que le Sénat, même républicain, ne refuserait pas de reconnaître le décompte des voix. Le tiers du Sénat se renouvelle tous les deux ans ; les sénateurs sont élus pour des mandats de six ans. En 2024, seuls dix sièges de sénateurs actuellement républicains seront en jeu et, à part deux d'entre eux, ils ne sont pas de la trempe des casseurs. Seulement six sénateurs ont refusé de reconnaître le décompte des votes du collège électoral en janvier 2021, incluant deux sénateurs qui tenteront de conserver leur poste en 2024 : Josh Hawley au Missouri et Ted Cruz au Texas.

ALEXANDRE

Il y aurait bien sûr une solution simple à la montée de l'autoritarisme et aux risques que posent divers politiciens républicains pour la démocratie américaine : que les Américains cessent de voter pour eux ! En confiant la Maison-Blanche à Joe Biden en 2020 et en offrant le contrôle des deux chambres du Congrès américain aux démocrates, les électeurs ont repoussé le danger. Mais on s'est vite rendu compte qu'ils n'avaient que gagné du temps. Le patient est en rémission, nous n'assistons pas

à une guérison. La menace qui nous inquiète tant ne va pas empêcher les Américains de tourner le dos aux démocrates dans un avenir proche. Ils pourraient même renvoyer Joe Biden à la maison dès 2024.

Parlons-en un peu de ce bon vieux Joe ! Force est d'admettre que s'il a été sélectionné initialement parmi deux bonnes poignées de candidats démocrates en 2020 c'est à la fois par sagesse et par dépit. Par sagesse : parce qu'aux yeux des démocrates qui ont voté lors de la course au leadership du parti, il était le plus susceptible de vaincre Donald Trump. Par dépit : parce que ces démocrates n'arrivaient pas à trouver un politicien plus jeune, plus inspirant et aussi talentueux qu'ont pu l'être Barack Obama et Bill Clinton au cours des dernières décennies.

Il n'était déjà pas un candidat idéal en 2020 et on peut présumer que son étoile aura pâli quatre ans plus tard. Déjà, au moment d'écrire ses lignes, son taux de popularité a chuté considérablement. Normal, me répondras-tu ! Le parti est déchiré par des luttes intestines et le président ne parvient que difficilement à faire adopter son programme législatif par le Congrès. C'est vrai. Tout particulièrement parce que le Sénat, que les démocrates contrôlent de peine et de misère, se montre

souvent indomptable et met des bâtons dans les roues du président.

Ajoutons que les problèmes structurels du système électoral (dont ceux évoqués précédemment qui sont liés au collège électoral, en cette ère de polarisation) vont demeurer un boulet pour les divers candidats démocrates à la présidence du parti au cours des prochaines années.

Pensons-y : Joe Biden a remporté la victoire en 2020 avec 4,5 millions de votes de plus que Donald Trump, mais dans les faits, il doit son triomphe à quelque 43 000 voix au sein de trois États (Wisconsin, Georgie et Arizona). Sans elles, il se serait retrouvé à égalité avec Donald Trump pour ce qui est du vote des grands électeurs. On n'ose pas imaginer ce qui se serait alors passé !

Je suis actuellement convaincu que la démocratie américaine est en danger. Convaincu que nous sommes, au Canada, assis tout près d'une bombe à retardement. La question est de savoir si elle va exploser au cours des prochaines années ou si elle sera désamorcée. À cela, je n'ai pas de réponse. Ce sont deux options plausibles.

En revanche, avoir conscience qu'un tel risque existe rend toute complaisance, de ce côté-ci de la frontière, indéfendable. Dans cette situation, comme on le dit souvent de ton côté de la frontière, mieux vaut se préparer au pire en espérant que tout se passera bien.

SYMPTÔME 4

LES INÉGALITÉS

Rêve (américain) ou mirage ?

ALEXANDRE

Alex, nous avons commencé ce livre en citant une chanson des Cowboys Fringants, *L'Amérique pleure*, qui explore notamment la question des inégalités aux États-Unis. Je pourrais te parler longtemps de mon admiration pour ce groupe qui est en mesure de se réinventer avec succès et de demeurer pertinent après avoir roulé sa bosse pendant deux décennies, mais je vais me contenter de citer un extrait de cette pièce que j'aime beaucoup :

J'prends le Florida Turnpike
Demain soir ch't'à Montmagny
Non trucker c'pas vraiment l'Klondike
Mais tu vois du pays (yeah !)
Surtout ça t'fait réaliser
Que derrière les beaux paysages
Y'a tellement d'inégalités
Et de souffrance sur les visages

La question qu'j'me pose tout l'temps :
Mais comment font tous ces gens

Pour croire encore en la vie
Dans cette hypocrisie ?
C'est si triste que des fois quand je rentre
à la maison
Pis que j'parke mon vieux camion
J'vois toute l'Amérique qui pleure
Dans mon rétroviseur…

Ce que chantent les Cowboys Fringants sonne juste.

Les États-Unis figurent dans le peloton de tête des pays industrialisés où les inégalités de revenus sont les plus élevées. Permets-moi de citer le *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, qui est accablant. « Aux États-Unis, le revenu moyen national de la population adulte est de 77 090 $ US. Alors que les 50 % des Américains dont les revenus sont les plus bas gagnent 20 520 $ US par personne, les 10 % des Américains dont les revenus sont les plus élevés gagnent en moyenne 17 fois plus, 350 440 $ US. Ce ratio (17) entre les revenus des 10 % qui se trouvent au sommet et des 50 % qui ferment la marche est considérablement plus élevé que dans les pays européens (où il varie de 6 à 10) et en Chine (14). Les 10 % dont les revenus sont les plus élevés accaparent 45,5 % du revenu total alors qu'uniquement

13,3 % vont aux 50 % dont les revenus sont les moins élevés. »

Comme on dit aux États-Unis : *let that sink in for a moment*. Méditons un peu là-dessus…

Pas étonnant qu'un si grand nombre d'Américains s'estiment laissés pour compte.

Après son voyage dans l'espace en juillet 2021, le grand patron d'Amazon, Jeff Bezos, a tenu à « remercier chaque employé Amazon et chaque client Amazon, car ce sont eux qui ont payé pour tout ça ». J'étais bouche bée. J'aurais cherché un meilleur symbole pour illustrer les inégalités abyssales sur le sol américain et la déconnexion des super-riches et je n'aurais pas trouvé.

Parlant de richesse, le rapport en question montre que les États-Unis d'aujourd'hui, pour ce qui est du degré d'inégalités en la matière, se rapprochent du début du 20e siècle. La tranche des 10 % des Américains les plus riches possède maintenant 70 % de la richesse du pays. « La part de la richesse que possède la moitié la plus pauvre de la population est extrêmement petite – 1,5 % du total », y lit-on.

Et on parle ici des inégalités strictement sur le plan économique. Tu habites aux États-Unis depuis longtemps,

tu pourras confirmer aisément qu'il y a des inégalités profondes sur d'autres plans. Qu'il s'agisse de santé – malgré la réforme, positive, laissée par Barack Obama en héritage aux Américains – ou d'éducation, c'est flagrant.

Je vais me faire provocateur pour lancer notre discussion à ce sujet : est-ce que tu as l'impression qu'il est mort et enterré, le fameux « rêve américain » ?

ALEX

Le rêve américain signifie la possibilité de devenir riche même avec des parents de la classe moyenne. Oui, ça existe encore. Il y a des histoires à succès pour le prouver. Par exemple, J.D. Vance, le candidat républicain pour le poste de sénateur en Ohio (qui se présentera en 2022), est né dans une famille pauvre, a étudié à la prestigieuse école de droit de Yale et a publié son autobiographie *Hillbilly élégie,* laquelle a été reprise en film, le rendant vraisemblablement riche. Dans son livre, J.D. Vance explique qu'il a réussi à s'en sortir grâce à ses grands-parents, peu instruits mais très proches de lui, et grâce à des modèles dans sa famille élargie.

Mais sortir de la pauvreté est vraiment difficile aux États-Unis, plus que dans les autres pays industrialisés.

L'école publique au coin de ma rue fait tellement dur, de l'extérieur et sur papier, que je ne l'ai même pas considérée avant de choisir une école pour mes enfants. Les services sociaux sont constamment dans les nouvelles au Texas parce que plusieurs enfants dorment dans des bureaux sur le sol, faute de familles d'accueil. Dans ma ville, seulement 34 % des habitants de moins de 65 ans ont une assurance maladie. À l'extérieur des limites de la ville, il y a des *colonias*, où des milliers de gens habitent sans aqueduc, sans égout, sans ramassage de déchets, sans électricité. Le salaire minimum au Texas est de 7,25 $ et 40 % des Texans n'ont pas accès à des journées de congé payées. Le Texas n'est pas un modèle quant à son filet social. Mais même quand je visite le Michigan ou l'Ohio, ou le New Jersey pour voir ma famille élargie, j'entends parler de factures de soins de santé et, en plus, de la crise des opioïdes. La vie pour les classes pauvres et moyennement pauvres est extraordinairement difficile.

Le sociologue Robert Putnam démontre dans son livre *Our Kids* qu'un enfant américain qui performe mal à l'école et qui naît dans une famille parmi les 25 % les plus riches a plus de chances d'aller à l'université qu'un enfant qui excelle à l'école, mais naît dans une famille parmi les 25 % les plus pauvres. Or, selon le U.S. Bureau of Labour Statistics, avoir un diplôme universitaire

permet un salaire hebdomadaire médian de 1 305 $ tandis qu'avec un diplôme d'études secondaires, le salaire médian est de 781 $.

L'école primaire publique au coin de ma rue est faite de conteneurs avec des fenêtres opaques recouvertes de grillages. Quatre-vingt-douze pour cent des enfants y reçoivent un repas subventionné par le gouvernement fédéral parce que leur famille gagne moins de 130 % du seuil fédéral de pauvreté, soit 22 646 $ pour une famille de 2 personnes en 2021-2022. Au Texas, il manque 10 000 enseignants, alors des personnes sans accréditation surveillent les enfants… (et leur enseignent quoi ?). En 2019, le département de l'Éducation des États-Unis a menacé le Texas de récupérer 233 millions de dollars de subventions parce que l'État ne dépensait pas l'argent pour l'éducation des enfants handicapés comme prévu par la loi fédérale. Le Texas recensait alors intentionnellement moins d'enfants ayant besoin de soutien particulier.

Il y a continuellement des poursuites contre le gouvernement du Texas qui finance mal le système d'éducation primaire et secondaire, lequel repose en large partie sur les taxes foncières (locales) et est donc très inégal. Selon le U.S. Census Bureau, l'éducation d'un enfant

texan moyen reçoit un financement parmi les plus faibles du pays ; seuls six États offrent moins d'argent pour l'éducation de leurs jeunes. Mais le système reste en place. En 2016, la Cour suprême du Texas a permis au Texas de conserver son système de financement actuel, le jugeant mauvais, mais constitutionnel.

Pourtant, les États-Unis ont déjà été à l'avant-garde des programmes sociaux permettant aux enfants de sortir de la pauvreté. Les garderies Head Start sont extraordinaires. Le président Lyndon Johnson en a fait l'annonce en 1964 dans le cadre de sa guerre contre la pauvreté. Elles accueillent les enfants de familles pauvres de zéro à cinq ans. Leur impact est démontré sur la taille des enfants (ils sont plus grands que leurs frères et sœurs s'ils fréquentent une garderie Head Start, probablement parce qu'ils y mangent mieux) et sur leur réussite scolaire (même plusieurs années après avoir quitté la garderie)[5].

En matière de santé, les États-Unis sont très inégaux. Le Texas est un des États qui a refusé d'adhérer à l'Obamacare. Les enfants, documentés ou non, ont

5. Voir ce rapport : Currie, Janet, et Duncan Thomas. 1993. "Does Head Start Make a Difference ?" National Bureau of Economic Research. NBER working paper #4406. https ://www.nber.org/papers/w4406

accès aux soins de santé. Les femmes enceintes aussi, mais le processus d'inscription est long et compliqué, alors une femme sur dix au Texas accouche sans soins prénataux ou avec des soins prénataux qui commencent au troisième trimestre ; dans certains comtés du Texas, c'est une femme sur cinq. Elles souffrent de diabète de grossesse et d'autres problèmes médicaux qui mettent leur vie et celle de leur enfant en danger (un bébé sur dix est prématuré au Texas).

ALEXANDRE

Le système de santé canadien a bien des défauts, il faut le reconnaître. Mais il ne mérite pas la réputation que lui font certains élus républicains qui prennent plaisir à le dénigrer. On croirait que l'expression « voir la paille dans l'œil de son voisin et ne pas voir la poutre dans le sien » a été inventée pour ce genre d'attitude. Quiconque, comme toi, a fréquenté de près ou de loin le système de santé américain ne peut qu'être consterné devant le triste spectacle qui s'offre à lui.

Au début des années 2000, j'ai pu étudier brièvement le fonctionnement de ce système. J'ai participé à un programme international du Commonwealth Fund, une fondation privée qui soutient la recherche en santé,

particulièrement dans le but d'en améliorer l'accès et l'efficacité.

En tant que journaliste, ce qui m'a le plus frappé, ce ne sont pas uniquement les profondes injustices que ce système génère, mais bien la façon dont cette situation a été normalisée.

En journalisme, sur les bancs d'école, on nous apprend que si un chien mord un homme, ce n'est généralement pas une nouvelle parce que c'est trop fréquent et trop banal (je reconnais que les pitbulls ont déployé beaucoup d'énergie ces dernières années pour faire mentir cette règle). Mais si un homme mord un chien, alors là, on a une nouvelle ! Ça illustre plutôt bien la façon dont nous déterminons ce qui, chaque jour, va mériter une place dans nos médias.

Or, qu'il y ait chaque année plusieurs milliers d'Américains qui meurent parce qu'ils n'ont pas d'assurance maladie ne fait habituellement pas la manchette aux États-Unis. Ce n'est quasiment plus une nouvelle. C'est trop banal.

Paradoxalement, ce qui a fait couler beaucoup d'encre au sujet du système de santé au cours des 15 dernières années, c'est la réforme de Barack Obama. Celle qu'il a

réussi à faire adopter par le Congrès américain à l'arraché au début de sa présidence.

Je dis « paradoxalement » parce que cette réforme a été décriée de telle façon qu'on aurait cru que c'était une abomination, alors que dans les faits, elle a pris la forme d'une bouée de sauvetage pour des millions de personnes. Il y avait en 2022, spécifiquement en raison de cette réforme baptisée Obamacare, 35 millions d'Américains de plus qui bénéficiaient d'une assurance maladie. Ce que ça signifie en termes de pourcentage ? Quand Barack Obama a pris le pouvoir en 2009, il y avait plus de 15 % d'Américains sans assurance maladie, alors qu'il en reste aujourd'hui 8,8 % (je cite les chiffres les plus récents, qui datent de la fin de l'année 2021).

Le système de santé a donc pris du mieux. Ces statistiques démontrent néanmoins qu'il n'y a pas de quoi sabler le champagne. Il reste encore trop d'Américains qui ne sont pas couverts par une assurance maladie, et il y en a assurément encore davantage qui sont mal couverts.

À ce sujet, tu connais peut-être la chronique mensuelle du réseau NPR, intitulée *La facture du mois*. On y retrouve toutes sortes d'histoires d'horreur vécues par des patients, pour la plupart assurés, qui ont dû faire face à

des frais médicaux excessifs. Les journalistes qui s'occupent de cette rubrique ne manquent certainement pas de travail. L'hospitalisation est une cause de faillite pour bon nombre d'Américains. Ça aussi, c'est vraiment une abomination.

Il y a également des dommages collatéraux. Bon nombre d'Américains vont être tentés d'attendre avant d'aller consulter lorsqu'ils ont des ennuis de santé. En 2019, la firme Gallup a sondé les Américains : avaient-ils dû repousser un traitement médical pour une maladie sérieuse en raison des coûts ou un membre de leur famille avait-il été dans cette situation ? Pas moins de 25 % des personnes interrogées ont dit oui !

Ce qu'on m'a appris dans le cadre du programme du Commonwealth Fund, aussi, c'est que dans ce pays épris de liberté, on ne se rend pas compte à quel point un système de santé gratuit et universel permet d'élargir les contours de cette liberté. Lorsqu'on bénéficie aux États-Unis d'une assurance maladie grâce à notre emploi ou à notre conjoint, on peut choisir, pour ne pas la perdre, de demeurer dans des environnements toxiques, au travail ou à la maison. Et n'oublions pas qu'être en bonne santé, c'est aussi une grande source de liberté. Sur le sol américain, tous ne sont pas libres de se faire soigner dès qu'ils sont malades.

ALEX

J'adore mon assurance maladie américaine. Le pédiatre de mes enfants répond aux appels jusqu'à 23 h en semaine et 24 h sur 24 la fin de semaine. Je peux arriver sans m'annoncer à sa clinique, de 8 h à 17 h en semaine. Si j'ai une simple question, l'infirmière praticienne me rappelle la journée même et envoie instantanément les ordonnances à ma pharmacie. Je peux consulter un médecin par vidéo à toute heure du jour, gratuitement et sans limite, et obtenir une ordonnance en quelques minutes. La liste d'attente pour voir un spécialiste ne requiert aucune référence de ma médecin de famille et est rapide, voire inexistante. Les soins prénataux sont extraordinaires : prises de sang et échographies dans la clinique de ma médecin, avec suivi instantané et résultats disponibles en ligne, et accouchement garanti avec ma médecin ou sa collègue. Une visite à l'urgence est traitée comme une vraie urgence : l'urgentologue apparaît en quelques secondes et appelle notre pédiatre pour s'entendre sur le traitement et le suivi. Ma seule amie québécoise au Texas et moi passons nos rencontres à nous pâmer devant la qualité de notre assurance maladie. Personne d'autre ne nous comprend : nos amis, tous des collègues de l'université avec la même assurance maladie, ne nous croient tout simplement pas quand

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

nous racontons que des gens attendent pour voir un médecin à l'urgence au Québec ou que les spécialistes ont des listes d'attente de plusieurs mois. Ils pensent que nous formons une diaspora frustrée et folle.

Les patients sont tous traités de la même façon à l'hôpital : le personnel n'a pas le droit de demander une preuve d'assurance ou un paiement. Les factures arrivent quelques semaines après la visite, par la poste. Je ne suis pas souvent allée à l'urgence au Texas, mais ce que je devrais payer est environ 300 $ si on n'y passe pas la nuit et zéro si oui. Autrement dit, si c'est vraiment, vraiment une grosse urgence, c'est gratuit. En revanche, l'accouchement ne tombant pas dans la catégorie des soins préventifs, il coûte quelque 2 000 $ avec mon assurance.

Mais ça, c'est une assurance maladie de prof d'université. D'autres employeurs en offrent une moins bonne avec des quotes-parts plus élevées (les miens sont de 20 à 35 $ pour les soins non préventifs, qui sont gratuits) et des tonnes de pépins avec l'assureur. Pour les travailleurs autonomes ou pour ceux qui travaillent moins de 30 heures par semaine pour le même employeur, l'assurance maladie n'est pas fournie par l'employeur, alors chacun doit s'en magasiner une, comme on achète une

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

assurance maison au Québec. Il faut être un consommateur aguerri et prêt à contester toutes les factures. Selon le groupe de recherche Kaiser Family Foundation, une assurance maladie pour une famille de quatre coûte en moyenne 22 221 $ par année à un employeur, avant les quotes-parts. Les individus qui achètent eux-mêmes leur assurance maladie et qui habitent dans un État ayant souscrit à l'Obamacare paient en moyenne 486 $ par mois – avant les quotes-parts, qui peuvent être très élevées. Au moins, depuis l'Obamacare, aucun client avec des conditions préexistantes ne peut être refusé ni devoir payer davantage.

Les gens de 65 ans et plus ont accès à Medicare, une assurance maladie assez similaire à celle de la RAMQ. Pour les personnes très pauvres – le seuil varie d'État en État – le gouvernement doit fournir une assurance maladie, Medicaid. Cette assurance maladie ressemble aussi à celle de la RAMQ : il faut une référence pour voir un spécialiste, les tests ne sont pas tous couverts et certains médecins refusent de voir ces patients.

Dans 39 États (incluant Washington, D.C.), il y a une extension de Medicaid depuis la réforme de la santé d'Obama. Autrement dit, le seuil de revenu pour obtenir cette assurance maladie est plus élevé et ceux qui

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

gagnent au-delà du seuil peuvent obtenir une subvention. Le gouvernement fédéral paie 90 % des dépenses additionnelles et le gouvernement de l'État qui accepte, 10 %. Le Texas fait partie des 12 États qui refusent cette réforme. Je pense que les Texans ne le réalisent même pas. Je dois le répéter plusieurs fois à mes étudiants et annoncer que ce sera une question d'examen pour qu'ils le prennent en note ; ils ne croient pas que l'assurance maladie change un jour au Texas. Ils habitent à la frontière et ont une solution : aller au Mexique quand ils ont un problème de santé. Les Texans sans papiers (et ne pouvant donc faire un aller-retour Texas-Mexique) ou habitant loin de la frontière cherchent une clinique à bas coût ou endurent leur mal. Quand ça devient impossible, ils paient très cher. Une étude sérieuse indique que 66 % des faillites sont dues à des dépenses médicales[6].

Pour ceux qui n'ont pas une assurance maladie de bonne qualité, le moindre problème de santé représente au mieux un dédale administratif et, au pire, une pile inépuisable de factures.

6. Himmelstein, David U *et al.* 2019. "Medical Bankruptcy : Still Common Despite the Affordable Care Act". *American Journal of Public Health* 109(3) : 431-433.

ALEXANDRE

La description que tu fais montre bien ce que signifie, dans le monde réel, l'expression « système de santé à deux vitesses ». Il y a véritablement une vitesse pour les plus fortunés (le système est pour eux réglé au quart de tour) et une autre pour tous ceux qui n'ont pas cette chance. Lorsque j'étais correspondant à Washington, ma famille bénéficiait aussi d'une assurance maladie exceptionnellement bonne et je me sentais privilégié.

On vient de parler d'éducation et de santé… C'est vraiment la société américaine dans son ensemble qui fonctionne à deux vitesses. Et ça se détériore constamment.

Tiens, j'ai d'autres chiffres pour toi, Alex. Je me suis penché récemment sur les salaires des dirigeants d'entreprises sur le sol américain, ainsi que sur le décalage entre ce qu'ils empochent chaque année et le salaire de leurs employés.

C'est d'une injustice criante.

Une étude du cabinet Equilar a démontré que la rémunération des PDG des 100 plus grandes sociétés des États-Unis a grimpé de 31 % entre 2020 et 2021. Ils ont gagné, en moyenne, 20 millions de dollars américains chacun.

Pourquoi ? « La forte augmentation des salaires est probablement due au fait que de nombreuses entreprises ont choisi de récompenser leurs PDG par le biais de primes et d'attributions d'actions pour avoir guidé leurs organisations à travers des périodes turbulentes et avoir stimulé la croissance des revenus », indiquait-on dans cette étude.

Mais, tiens donc, on remarque que le salaire des travailleurs n'a pas suivi le même genre de courbe ascendante ! Parce que la rémunération de ces PDG fut, cette année-là, 254 fois plus élevée que le salaire moyen de leurs travailleurs. Et l'année précédente, ces PDG gagnaient uniquement (ça m'embête d'utiliser cet adverbe dans de telles circonstances) 238 fois plus que leurs employés.

Rien pour étonner des experts des inégalités comme Emmanuel Saez et Gabriel Zucman. Les données montrent « que la principale ligne de fracture qui traverse la société américaine se situe […] entre les 1 % les plus riches et le reste de la population », ont-ils découvert. Dans leur livre *Le triomphe de l'injustice,* ils expliquent que si « en 1980, le centile le plus riche gagnait un peu plus de 10 % du revenu national, avant impôts et transferts sociaux, tandis que la part des 50 % les plus pauvres s'élevait à 20 % », la situation s'est désormais

pratiquement inversée. « Le centile le plus riche capte plus de 20 % du revenu national et les classes populaires à peine 12 %. Autrement dit, les 1 % les plus aisés gagnent presque deux fois plus que l'ensemble de la classe populaire, un groupe qui par définition compte cinquante fois plus d'individus. La part du revenu national qui va à deux millions quatre cent mille habitants a augmenté d'autant qu'elle a diminué pour les plus de cent millions d'Américains appartenant aux classes populaires. » Et l'écart va continuer à se creuser puisque rien n'est fait pour remédier à ce problème. Cette situation est pourtant intenable.

ALEX

Les écarts salariaux sont devenus abjects en raison des baisses d'impôt sur les plus hauts revenus. *Le capital au XXIe siècle*, une œuvre magistrale de Thomas Piketty, démontre que les hauts dirigeants n'avaient pas autant intérêt à négocier des salaires élevés quand ils payaient plus d'impôt. Mais George W. Bush et Donald Trump ont réduit l'impôt des plus riches, se justifiant par la stimulation que les dépenses de consommation supplémentaires apporteraient à l'économie. Or, les inégalités ont un effet pervers : elles divisent la société et font en

sorte que les plus riches ne veulent plus payer pour les plus pauvres, qui ont encore plus de difficulté à atteindre la classe moyenne.

Les *colonias* sont une illustration probante des inégalités gigantesques qui existent aux États-Unis. Les coûts du logement ne sont pas si élevés dans les villes de la frontière du Texas, mais ils le sont quand même trop pour plusieurs personnes. Des gens sans scrupule louent ou prétendent vendre des terrains ou des maisons mobiles à l'extérieur des villes, dans des territoires non incorporés, c'est-à-dire hors des limites des villes. Des familles pauvres et très pauvres s'y logent, même s'il n'y a ni aqueduc, ni égout, ni électricité, ni ramassage de déchets, ni routes pavées. Soixante-dix pour cent des adultes n'y ont pas leur diplôme d'études secondaires, selon le gouvernement du Texas. Au début, il y a quelques habitations, puis la *colonia* s'agrandit et peut compter des centaines de familles. Le département du Logement et des Affaires communautaires du Texas affirme qu'il y a plus d'hépatite A, de tuberculose, de gastro-entérites et d'autres maladies que dans les villes. Certaines *colonias* – établies depuis plus longtemps – comptent des organismes à but non lucratif et des maisons coquettes qui ont peut-être permis à leurs résidents de se loger dans une maison bien entretenue plutôt que dans un

logement miteux en ville. Mais plusieurs des *colonias* que j'ai vues donnent froid dans le dos. Imaginez le pire parc de maisons mobiles décrépites, sans électricité, ni eau ni asphalte. Quand il pleut fort de juin à novembre, c'est horrible. Le gouvernement du Texas admet que les conditions s'y comparent à celles du tiers monde. Les *colonias* sont par définition illégales et difficiles à compter, mais il y en aurait au moins 1 854 au Texas avec quelque 370 000 résidents. Trente-sept pour cent des résidents sont des enfants.

Qui est prêt à payer pour les services publics des *colonias* ? Les résidents ont eux-mêmes « choisi » de s'y installer (même s'ils ne connaissaient peut-être pas le caractère illégal de ces agglomérations) et ils sont vraiment loin des tuyaux d'aqueduc et d'égout. Les taxes des villes ne servent pas ces résidents. Les revenus du comté sont dépendants des taxes sur les propriétés (à près de 70 % dans mon comté) et le gouvernement du Texas restreint leur augmentation. Il reste quelques subventions du gouvernement fédéral et d'autres du gouvernement du Texas pour améliorer les services publics des *colonias*. Comme le Texas n'a pas d'impôt sur le revenu, les recettes de l'État viennent principalement des taxes. Le hic avec les taxes, c'est que les plus pauvres paient le même pourcentage que les plus riches :

les taxes sont régressives. Alors les pauvres et les très pauvres qui habitent les *colonias* restent pauvres et très pauvres.

ALEXANDRE

Alex, tu me parles des inégalités engendrées par certaines des politiques publiques de George W. Bush et de Donald Trump, mais j'aimerais t'inviter à remonter dans le temps encore davantage et à faire un détour par les années 1960. Car c'est cette époque qu'on doit revisiter si on veut comprendre ce qui s'est passé pour que les inégalités s'accentuent de telle façon au cours des dernières décennies.

L'un de ceux qui a le mieux expliqué le phénomène, c'est l'économiste - et chroniqueur - Paul Krugman. Il a gagné en 2008 le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, qu'on qualifie souvent de prix Nobel d'économie.

Dans les années 1960, on a assisté aux États-Unis à la naissance du « conservatisme de mouvement », que Paul Krugman définit comme « une force conservatrice rénovée, dont l'objectif ultime était de renverser les acquis du New Deal, de gagner des élections nationales – même si

les politiques qu'elle préconisait servaient les intérêts d'une toute petite élite aux dépens des Américains à faibles et moyens revenus ».

J'ouvre une parenthèse ici pour rappeler ce qu'on entend par New Deal. Il s'agit d'un programme politique mis en place par Franklin D. Roosevelt, le président démocrate qui demeure encore aujourd'hui une icône pour les Américains les plus progressistes. Dans le but de sortir les États-Unis du marasme lié à la crise financière de 1929, le président et son équipe mettent de l'avant de nombreuses mesures visant à aider les moins nantis, notamment un programme d'assurance chômage et une caisse de retraite. Ils font aussi grimper les impôts des plus fortunés. L'objectif est de redistribuer la richesse sur le sol américain. En somme, on parle ici carrément de l'instauration d'un État-providence. Un changement de paradigme qui va rester en travers de la gorge d'un grand nombre d'Américains, qui, lorsque la crise sera loin derrière, se mettront à lutter farouchement pour trouer le filet social qui venait d'être créé.

Ces Américains ne trouveront véritablement leur prophète que lorsque Ronald Reagan se lancera dans la course à la Maison-Blanche en 1979. Après avoir battu le président démocrate Jimmy Carter, il se mit à

démanteler le legs de Roosevelt. Un travail de sape qui, depuis, se poursuit chaque fois que les républicains parviennent à s'emparer du pouvoir à Washington.

Bien sûr, le même travail se poursuit dans bon nombre d'États. As-tu entendu parler de l'expérience menée il y a environ dix ans au Kansas, où le gouverneur républicain d'alors (Sam Brownback, un ancien candidat à la présidence) a décidé de réduire les impôts de façon radicale ? Notamment, bien sûr, ceux des plus fortunés. Il avait promis que ce serait comme une « décharge d'adrénaline au cœur de l'économie » de son État. Au contraire, la croissance n'a pas été au rendez-vous et, comme les revenus de l'État avaient chuté en raison de la baisse des recettes fiscales, il a dû réduire les dépenses, notamment en éducation, de façon tout aussi radicale. L'ironie du sort, c'est que ce sont des parlementaires républicains qui ont dû faire marche arrière et augmenter les impôts pour freiner la saignée. Mais cette déconvenue n'a absolument pas refroidi les ardeurs des républicains ailleurs au pays quant à leur soif de réduire la taille de l'État. Le prochain président républicain mettra très certainement au point de nouvelles recettes qui, à leur tour, contribueront à creuser encore un peu plus l'écart entre les Américains les plus fortunés et les autres.

ALEX

Les républicains ne portent pas tout le blâme des politiques sociales qui accroissent les inégalités économiques.

Plusieurs des républicains sont encore des conservateurs fiscaux qui se soucient peu ou pas des enjeux moraux (par exemple, le droit à l'avortement) et qui tiennent surtout à un gouvernement maigre et très rationnel. Ça donne de bonnes politiques, parfois. Par exemple, en 2014, le Tennessee – un État super républicain – a rendu les *community colleges*, dont sont inspirés les cégeps québécois et qui offrent le même niveau de formations, gratuits pour encourager les adultes à les fréquenter et accroître le niveau d'éducation de la main-d'œuvre de son État. Le programme « La promesse du Tennessee » a tellement bien fonctionné (15 000 inscriptions dès la première session) que des États démocrates (New York, Oregon et Rhode Island) l'ont imité.

Les Américains sont allergiques à l'idée de la *welfare queen*, un stéréotype raciste qui réfère aux mères monoparentales afro-américaines qui vivent d'aide sociale. En 1996, le président démocrate Bill Clinton a exploité ce stéréotype (datant de Ronald Reagan) pour promouvoir sa réforme de l'aide temporaire aux familles dans le besoin, la Temporary Assistance for Needy

Families (TANF). Cette réforme a diminué les seuils de revenu permettant d'obtenir de l'aide (chaque État les détermine) et a fait de cette aide une mesure moins permanente, promettant de briser le cycle de la dépendance. Les conséquences de la réforme de 1996 ont été drastiques : il y a 75 % moins de bénéficiaires et les seuils de revenu pour accéder à l'aide sont immoralement bas. Au Texas, pour souscrire au programme TANF, il faut gagner au plus 163 $ par mois pour une famille d'un adulte avec un enfant. En décembre 2021, quelque 21 000 personnes recevaient cette aide au Texas. Pourtant, le Texas compte 29 millions d'habitants.

La « guerre aux drogues » a aussi accru les inégalités économiques. Elle a commencé dans les années 1970, mais Bill Clinton l'a renforcée : il disait *three strikes and you're out*. Cela réfère au baseball, le sport national des États-Unis, et à l'idée qu'après trois inculpations pour crimes violents, un individu était incarcéré à vie ; cela devait décourager les criminels potentiels. Trois chances, c'est tout. Les États-Unis se sont retrouvés avec le plus haut taux d'incarcération du monde. Les Afro-Américains sont cinq fois plus nombreux que les Blancs dans les prisons, même s'ils représentent 13 % de la population. Le coût des prisons est devenu trop élevé et le taux de récidivisme, décourageant. En 2018, le président

Donald Trump – républicain – a soutenu un projet de loi, le *First Step Act*, selon lequel des détenus peuvent échanger des crédits de bon comportement contre une libération conditionnelle plus rapide pour les crimes liés à la drogue, mais non violents. Trois mille détenus emprisonnés pour des crimes non violents ont été libérés. La loi contient aussi des programmes pour la réinsertion sociale et la prévention du récidivisme. Les médias n'ont quasiment pas couvert cette loi, un modèle de travail bipartisan et surtout une façon directe de réduire les inégalités sociales, parce que Donald Trump était embourbé en décembre 2018 dans le changement de procureur général, le financement de l'extension du mur à la frontière et la démission du secrétaire de la Défense. Il reste encore des inégalités impressionnantes entre l'incarcération des Afro-Américains et des Blancs. Quatre-vingts pour cent des peines de prison pour le crack sont purgées par des Afro-Américains, même si les utilisateurs de cette drogue sont principalement Blancs ou Latinos. Pour être emprisonné pour distribution de cocaïne, un trafic auquel s'adonnent surtout les Blancs, il faut 500 grammes, contre cinq grammes pour la distribution de crack. En somme, les Blancs ont (beaucoup) moins de chances d'être arrêtés, d'être inculpés et d'être emprisonnés que les Afro-Américains. Cet emprisonnement

massif des Afro-Américains a un impact direct sur les enfants afro-américains.

ALEXANDRE

On a déjà parlé tous les deux du racisme et du rôle qu'il joue dans la mécanique du trumpisme. Il y a aussi un lien de cause à effet entre le racisme et le fait que les inégalités ne cessent de s'aggraver, même si j'ai l'impression que bon nombre d'Américains ont tendance à l'occulter.

Tu me permettras de faire une fois de plus référence à Paul Krugman, car aucun tabou ne l'a jamais arrêté. Dans un de ses essais, *L'Amérique que nous voulons*, il tente d'expliquer pourquoi « un mouvement qui cherche à réduire les impôts en démantelant l'État-providence » parvient-il non seulement à remporter des victoires aussi nombreuses que retentissantes, mais à gagner le soutien de bon nombre d'électeurs qui vont être désavantagés par ces élus.

Au cœur de son explication se trouve le racisme. Il cite entre autres une étude de trois économistes de Harvard, Alberto Alesina, Edward Glaeser et Bruce Sacerdote, dont les travaux semblent corroborer cette hypothèse.

« La discorde raciale est un déterminant capital des idées sur les pauvres. Puisque les minorités sont très surreprésentées parmi les Américains défavorisés, toute politique de redistribution fondée sur le revenu redistribue particulièrement vers les minorités. Les adversaires de la redistribution utilisent régulièrement une rhétorique à base raciste pour combattre les politiques de gauche. Dans les comparaisons entre pays, l'hétérogénéité raciale est un facteur prédictif fort du niveau de redistribution. Aux États-Unis, la race est le facteur prédictif le plus important du soutien à l'État-providence. Il est clair que les mauvaises relations interraciales sont une raison majeure de l'absence d'État-providence dans ce pays », ont-ils conclu.

Tu as raison de dire que certains démocrates, au fil des ans, ont aussi vu qu'il était possible d'engranger des votes avec cette méthode. Et tu as raison aussi de dire que Bill Clinton, qui avait décidé de combattre le Parti républicain avec certaines des idées et des méthodes de ce dernier, a joué à ce jeu malsain. Il a fini par s'en repentir, d'ailleurs. En 2015, il a dit regretter d'avoir adopté la loi qui mettait en prison les criminels qui récidivaient à deux reprises.

Cela dit, de façon démesurée, ce sont les républicains qui ont fait la promotion de telles idées et, surtout, adopté des politiques publiques qui ont creusé l'écart entre les riches et les pauvres.

Le champion toutes catégories de la perfidie, dans ce domaine, ce fut Donald Trump. Certaines de ses politiques ont contribué à accroître les inégalités, alors qu'il avait promis aux Américains qu'il lutterait contre le système « truqué ».

Pourtant, il a su se faire le porte-parole du désarroi et de la frustration d'une part croissante des Américains face à une économie où les moins nantis se rendent bien compte que l'ascenseur social est bloqué pour la majorité d'entre eux. C'est le comble.

Il faut dire qu'en 2016, Hillary Clinton – contrairement à son plus proche rival démocrate, Bernie Sanders –, n'avait pas donné l'impression qu'elle comprenait l'urgence de la situation. La réduction des inégalités n'était pas au cœur de son programme politique.

Joe Biden n'a pas commis cette erreur en 2020. Il semblait même parfois se prendre pour Franklin D. Roosevelt. Et plusieurs journalistes américains l'ont fait remarquer.

Mais, comme nous l'avons bien démontré, il a été rattrapé par la réalité… et par un Congrès divisé.

ALEX

Certains États américains sont plus inégaux que d'autres. Le Texas est parmi les pires, comme la plupart des autres États du Sud (selon le coefficient de Gini, qui mesure la concentration de la richesse). Même les États les plus égalitaires – Utah et Idaho – restent loin des pays européens en termes de redistribution de richesse.

Il existe des programmes intéressants pour favoriser la justice économique. Par exemple, dans la ville de New York, tous ont droit à un toit. La ville loue des hôtels pour les personnes sans logement qui n'ont pas de place dans des ressources communautaires. Mais le Parti républicain reprend souvent les programmes « trop » généreux comme contre-modèles. La crise du logement en Californie, particulièrement à San Francisco, est présentée comme la preuve que trop d'aide conduit à la dépendance à l'égard de l'État-providence. Entendre les républicains faire planer la menace de « socialisme » aux États-Unis si le filet social s'accroît rappelle intentionnellement la menace du communisme.

Au cœur du problème des inégalités économiques, il y a la peur que les prestataires ne méritent pas l'aide qu'ils reçoivent. En 2021, le président Joe Biden a réussi à faire adopter le crédit d'impôt pour les enfants, versant directement 300 $ par enfant de moins de six ans (et 250 $ pour les plus vieux) dans le compte de banque des familles gagnant moins de 150 000 $ (avec deux adultes) par an, de juillet à décembre 2021. Étrangement, les Américains n'étaient pas si favorables à ce crédit même s'il a drastiquement réduit la pauvreté des enfants. Les sondeurs ont relevé des craintes de fraude ou de mauvaise utilisation des deniers publics par les *welfare queens*. Ce crédit n'a pas été renouvelé.

La méfiance règne aussi entre les gens. Dans son livre *Bowling Alone*, le sociologue Robert Putnam a calculé le capital social, c'est-à-dire « les liens entre les gens : les réseaux sociaux et la réciprocité et la confiance qu'ils créent ». Dans les États du Sud, il est très faible. Souvent, on ne veut pas payer davantage de taxes pour des gens dont on se méfie. Quand j'ai voulu donner un meuble dont nous n'avions plus besoin, j'ai écrit « à donner » sur un gros morceau de carton, comme au Québec. Je me suis fait expliquer que de mettre un meuble sur le gazon avec une affichette, ça ne se fait pas, au Texas : quelqu'un risque de dire qu'il s'est blessé

en récupérant le meuble sur notre terrain et nous poursuivre pour des problèmes médicaux qui n'en finiront plus. La menace m'a semblé très plausible. Le meuble a été ramassé par un organisme de charité bien connu, qui a des ressources pour payer l'assurance si quelqu'un se fait mal avec le meuble.

En plus de la peur que les prestataires gèrent mal l'argent reçu du gouvernement, il y a la peur que le gouvernement lui-même gaspille les fonds publics. Pour une large portion de la population américaine, il est vraiment difficile de croire que le gouvernement fera plus si on lui donne plus d'argent. La méfiance est profonde.

SYMPTÔME 5

GUERRES CULTURELLES ET IMMIGRATION

Le triomphe des rétrogrades

ALEX

De l'extérieur des États-Unis, certaines politiques publiques semblent arriérées, décalées de la réalité contemporaine. L'avortement, la peine de mort, les armes à feu, l'immigration : ces enjeux sont emblématiques de la polarisation du discours politique aux États-Unis et tous (sauf la peine de mort) ont été accentués sous la présidence de Donald Trump.

L'immigration est l'enjeu qui me touche le plus. Mon campus se situe à la frontière du Mexique et je passe devant les douanes chaque matin. Ces douanes sont bien différentes de celles entre le Canada et les États-Unis parce que des dizaines de milliers d'individus les traversent pour fuir la violence, les changements climatiques et les piètres conditions économiques. Ils arrivent du Mexique, où le gouvernement a entrepris une guerre contre les cartels en 2006. La violence est aussi une cause de migration pour les habitants du Guatemala, du Honduras et du Salvador depuis 2007.

Certains migrants attendent patiemment dans des campements de fortune au Mexique pour passer les douanes américaines, notamment à Brownsville. Les files sont incroyablement longues. Après les douanes, ils se rendent à l'arrêt d'autobus ou à un centre communautaire local où des bénévoles les aident à se rendre à leur destination finale aux États-Unis, où presque toujours des membres de leur famille sont déjà établis. Je me sens coupable de ne pas faire de bénévolat comme plusieurs de mes collègues.

Mon aide est anecdotique et se résume à cinq minutes. Il y a quelques mois, j'ai rencontré une famille qui marchait dangereusement parmi les autobus et se faisait klaxonner par les chauffeurs. Ils n'arrivaient pas à joindre l'organisation devant les accueillir. Ils étaient trop fatigués. Ils venaient du Honduras et avaient attendu trois mois au Mexique. La mère était enceinte. Ils m'ont dit que leur rêve d'élever leurs enfants en sécurité était réalisé, que leur famille élargie les attendait en Californie et qu'ils avaient été bien traités par les douaniers américains. Je les ai conduits aux bénévoles qui les attendaient, juste là, au coin de la rue.

D'autres migrants entrent aux États-Unis puis y restent quand leur visa expire ou entrent sans passer par les

douanes parce qu'ils savent qu'ils seront refoulés. Un matin, sur le campus, il y avait des tonnes de policiers, de douaniers et d'autres forces de l'ordre équipés de chiens et des drôles de machines. Ils étaient attroupés près de la *resaca* du campus (un genre de lac qui s'assèche quand il fait trop chaud et se remplit quand il pleut, essentiel pour la biodiversité). Un policier de l'université a expliqué que la patrouille de la frontière était convaincue que deux individus étaient cachés dans des gros tuyaux (et espéraient entrer aux États-Unis sans passer par les douanes). L'opération a duré plusieurs heures, plus longtemps que ma patience.

Parmi les migrants, il y a des milliers de mineurs. En avril 2018, Donald Trump a eu l'idée complètement répugnante de séparer les mineurs qui arrivaient avec leurs parents, pour décourager l'immigration future. Les mots ne suffisent pas pour décrire la cruauté de cette politique. Donald Trump a été obligé de faire marche arrière en juillet 2018 tellement l'opinion publique était révoltée. Des mineurs continuent d'arriver seuls aux États-Unis. En attendant qu'ils rejoignent leur parenté aux États-Unis, ils habitent dans des centres dont ceux gérés par la compagnie privée Southwest Key. Il y en a quelques-uns à Brownsville, au centre-ville et en banlieue. On reconnaît facilement les jeunes qui y habitent : ils sont tous

habillés de la même façon au parc ou à la bibliothèque, marchent en rang et sont accompagnés par des adultes portant des micros dans l'oreille.

Voilà pour l'aspect triste de l'immigration.

Du côté plus positif, aux États-Unis, l'éducation est facilement accessible aux mineurs sans papiers. Depuis 1982, personne n'a besoin de prouver sa citoyenneté ou son statut légal pour s'inscrire à l'école primaire ou secondaire. Le Québec a modifié sa Loi sur l'instruction publique en 2017 dans le même sens, mais celle-ci n'est toujours pas parfaitement appliquée, surtout à l'extérieur de Montréal. Pour s'inscrire à l'université au Texas en tant qu'étudiant sans papiers c'est un tantinet plus complexe, mais à peine. Tout est fait pour protéger les étudiants sans papiers.

Il est interdit de demander le statut légal d'un étudiant. Les étudiants sans papiers paient les mêmes frais de scolarité que les résidents citoyens légaux du Texas. La police de mon université a la garantie des agents d'immigration (ICE) qu'ils n'arrêteront pas d'étudiant sur le campus. À mon université, les étudiants sans papiers ont accès à un centre d'aide qui leur est dédié. Une formation est offerte au personnel et la liste de ceux qui l'ont suivie est publiée sur le site Internet de

l'université, question de rendre ces étudiants peut-être plus à l'aise. C'est anodin, mais ça peut faire la différence dans la vie des étudiants. Par exemple, un étudiant peut demander un rendez-vous dans une pièce fermée avec un membre du personnel du registraire dont le nom apparaît sur cette liste. Le service d'aide à la carrière est prêt à aider les étudiants sans papiers à postuler à des emplois et à grossir la liste d'histoires à succès (comme les *Dreamers* qui ont obtenu de bons emplois chez Apple ou Coca-Cola).

Dans le cours de première année sur la politique texane, des collègues et moi donnons des points supplémentaires à ceux qui votent à l'une des nombreuses élections. Pour que les étudiants sans papiers ou trop jeunes n'y perdent pas au change, il faut aussi offrir la possibilité d'écrire un texte assez long pour que le temps investi soit le même que celui qu'il faudrait pour voter. Chaque session, une dizaine de mes étudiants écrivent un texte bien ficelé et bourré de références. Remplir un bulletin de vote leur aurait vraisemblablement pris moins de temps, mais je ne pose pas de question et j'ajoute les points.

Est-ce que ces politiques permettant aux mineurs sans papiers de continuer d'étudier sans s'inquiéter de leur

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

statut perdurera ? Donald Trump a-t-il convaincu les politiciens de son parti d'essayer de profiter de la vulnérabilité de ces mineurs ? Greg Abbott est gouverneur du Texas depuis 2015. En mai 2022, il a soudainement déclaré que le gouvernement fédéral devrait dorénavant payer pour l'éducation des enfants sans papiers. Il est difficile de croire que Greg Abbott n'essaie pas de plaire à une frange anti-immigration de son parti avec ce genre d'annonce. Pour l'instant, le gouvernement du Texas ne sait pas combien d'enfants sont sans papiers dans ses écoles et les lois fédérales empêchent d'exiger toute preuve de statut légal.

ALEXANDRE

Je comprends que cet enjeu te touche. Qui pourrait rester insensible au sort de ces migrants qui risquent leur vie dans l'espoir d'une vie meilleure ? Ah oui, c'est vrai ! Bon nombre d'élus républicains !

Je me permets d'être un peu sarcastique et je vais rapidement t'expliquer pourquoi.

Mais d'abord, je dois te dire que je suis étonné par tous les efforts faits au Texas pour permettre l'intégration des mineurs sans papiers au système scolaire.

Entendons-nous, je crois que c'est incontestablement logique et moral. Non, ce qui m'étonne, c'est qu'un État où les républicains font la pluie et le beau temps depuis tant d'années ait une politique d'ouverture à l'égard des jeunes migrants sans papiers. Comment l'expliquer ?

Parce que si l'immigration fait effectivement partie des enjeux les plus polarisants aux États-Unis, ce sont la plupart du temps les démocrates qui cherchent à mettre de l'avant les politiques publiques les plus humanistes en ce domaine. De façon plus générale, ce sont aussi eux qui voient l'immigration d'un bon œil. À Washington comme au sein de nombreux États du pays.

Les républicains ? On croirait parfois qu'ils sont devenus allergiques à l'immigration. C'est une des différences les plus importantes, d'ailleurs, entre le Parti républicain aux États-Unis et le Parti conservateur au Canada. L'ancien premier ministre Stephen Harper a toujours été très clair au sujet des bénéfices liés à l'immigration. Depuis, aucun de ses successeurs n'a osé renier son héritage.

Aux États-Unis, la situation s'est envenimée sous Donald Trump, comme tu l'as souligné. L'objectif de certaines de ses politiques sur la question ne faisait aucun doute : il voulait faire comprendre aux immigrants

illégaux que s'ils tentaient d'entrer aux États-Unis, ils vivraient un calvaire. Un peu plus et il faisait inscrire « vous n'êtes pas les bienvenus » sur son mur !

Il a d'ailleurs dit avoir une préférence pour les immigrants qui ne sont pas issus de *shithole countries*. C'est ce qu'il avait affirmé devant un groupe de membres du Congrès en janvier 2018. Il aurait dit voir d'un bon œil les ressortissants de la Norvège, tout en déplorant l'arrivée d'immigrants de pays africains, du Salvador ou d'Haïti. « Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de merde viennent ici ? », a-t-il lancé. Du Donald Trump pur jus.

Le discours de Donald Trump n'est tout compte fait qu'une version exaltée et plus agressive de ce qu'on entendait chez les républicains avant son entrée en scène fracassante. Et depuis son séjour à la Maison-Blanche, ce que certains de ces élus affirment, tout comme bon nombre de leurs alliés dans la sphère publique, est encore pire. D'aucuns n'hésitent même pas à évoquer ouvertement l'idée du grand remplacement, selon laquelle les démocrates chercheraient activement à remplacer la population blanche aux États-Unis par des immigrants pour des raisons politiques.

L'attitude du gouverneur de ton État correspond donc en tous points au discours auquel on s'attend de nos jours de la part d'un dirigeant du Parti républicain. Au diable la compassion, bonjour la démagogie, voire les théories du complot.

Corrige-moi si je me trompe, mais les derniers ténors républicains à avoir vraiment tenté de régler le problème – car convenons qu'il s'agit d'un problème – des immigrants illégaux et de trouver une façon de régulariser leur statut, sont George W. Bush (une réforme de l'immigration était l'une des priorités de son deuxième mandat) et John McCain. Ça nous semble déjà loin…

La polarisation n'avait pas atteint le niveau que les Américains connaissent aujourd'hui. Il était encore possible, même pour un élu républicain, d'exprimer publiquement son malaise avec le fait de voir quelque 11 millions de personnes qui sont forcées de vivre dans la clandestinité en dépit du fait qu'elles offrent une contribution fondamentale à l'économie américaine.

Le refus par les élus du Congrès américain à Washington de protéger les *Dreamers* – dont nous avons déjà parlé –, est le symbole de l'impossibilité d'en arriver à quelque compromis que ce soit au sujet de l'immigration sur le plan fédéral. Et c'est l'intransigeance des républicains

qui est à la source de cette paralysie. Il ne faut pas chercher plus loin.

ALEX

Les étudiants sans papiers sont les bienvenus au Texas pour deux raisons. D'abord, les tribunaux ont jugé en 1982 que c'était obligatoire : tous les enfants ont droit à l'éducation. Ensuite, c'est rentable. Si les enfants sans papiers n'allaient pas à l'école, leurs parents ne pourraient pas travailler autant. (Les personnes sans papiers travaillent souvent en agriculture, en construction, en hôtellerie et en restauration, permettant de garder les prix bas.) Ils ne paieraient pas autant de taxes de vente parce que leurs salaires seraient moindres. Les étudiants universitaires ne sont pas visés par le jugement de 1982. (Au Québec, les étudiants sans papiers ne peuvent pas étudier à l'université.) Mais un jeune Texan qui a déjà un diplôme d'études secondaires du Texas ne coûte pas cher à former jusqu'à l'obtention d'un diplôme universitaire (23 437 $ par an selon le groupe de recherche Education Data Initiative), lequel rapporte beaucoup en taxes de vente pour le Texas.

Le discours sur l'immigration aux États-Unis est hautement symbolique et ne reflète pas les politiques en place.

Les républicains ont déjà eu des bons plans pour l'immigration. Même Lindsey Graham, le sénateur de Caroline du Sud devenu ami avec Donald Trump après son élection, avait corédigé un projet de loi bipartisan pour permettre aux immigrants sans papiers d'accéder à la citoyenneté en février 2021.

Donald Trump a fait croire à une frange de son parti que les immigrants sans papiers volent des emplois. C'est faux. Les immigrants sans papiers paient taxes et impôts et cotisations au régime de pension et à l'assurance maladie Medicare des États-Unis, sans en retirer les bénéfices. Mais il est devenu vraiment facile pour les républicains radicaux de les blâmer pour les faibles salaires alors que l'automatisation et la mondialisation en sont plus responsables.

ALEXANDRE

Tu as abordé la question de l'immigration en me disant que c'est l'enjeu qui te touche le plus. Je voudrais pour ma part poursuivre notre discussion avec un autre des sujets dont l'évolution reflète à la fois la polarisation des États-Unis et ce que nous avons qualifié tous les deux de délire de l'empire américain. L'avortement. Ou plus précisément le combat mené depuis des années

avec autant de hargne que d'efficacité pour réduire le droit à l'avortement à néant.

Elle m'offusque d'autant plus, cette guerre, que je me suis rendu en Arizona pour en constater les dégâts en mai 2022. C'était un mois avant que la Cour suprême des États-Unis n'annule l'arrêt Roe c. Wade (ce qui a non seulement fait reculer le pays de 50 ans sur la question, mais aussi jeté un discrédit sur le plus haut tribunal du pays, nous en reparlerons).

J'y ai rencontré des médecins, des infirmières, des militantes et des militants qui se démènent depuis de nombreuses années pour garder la tête hors de l'eau, afin que survive un droit qui ne devrait pourtant plus faire débat.

À moins de s'intéresser de très près à la question, on n'a pas idée de toutes les stratégies qui ont été mises de l'avant en Arizona par un tandem formé d'élus républicains et de membres de la droite religieuse pour limiter le plus possible l'accès à l'avortement.

Empêcher les compagnies d'assurance de l'État de rembourser la procédure. Forcer les femmes à obtenir un rendez-vous en personne avec leur médecin 24 heures avant une interruption de grossesse. Réclamer non seulement qu'on pratique une échographie, mais qu'on

propose à toutes les femmes d'en regarder – et d'en entendre – le résultat. Et j'en passe. On m'a même dit que les mineures doivent maintenant obtenir un acte notarié avant un avortement ! Et je parle de l'Arizona, ici, mais diverses initiatives similaires ont été adoptées dans bon nombre d'États.

J'ai utilisé le mot guerre et je ne l'ai pas fait à la légère. On peut le prendre au figuré, mais aussi au propre. Dans la clinique médicale de Phoenix, où on m'a accueilli pour m'expliquer la situation en détail, j'ai aperçu une photo de la propriétaire, Gabrielle Goodrick, en compagnie d'un autre médecin qui, jadis, pratiquait des avortements. George Tiller.

Tu as certainement entendu parler de lui. Son sort est aussi la preuve que nous n'utilisons pas non plus le mot délire à la légère. À partir des années 1980, alors qu'il œuvrait à Wichita, au Kansas, la droite religieuse s'est mise sur son cas.

En 1993, une militante antiavortement a tiré sur ce médecin alors qu'il était dans sa voiture. Des balles ont touché ses deux bras, mais il a survécu. Bien d'autres à sa place auraient jeté l'éponge, pris leur retraite. Pas lui. Il a continué son travail.

Des médias faisant partie de l'écosystème conservateur l'ont aussi dénoncé. Le plus célèbre des animateurs de Fox News à l'époque, Bill O'Reilly, l'avait qualifié en ondes de *Tiller baby killer*.

La suite était une catastrophe annoncée. En 2009, un autre militant antiavortement lui a tiré une balle dans la tête. Le docteur Tiller a été tué à bout portant.

Je connaissais déjà cette histoire et je l'ai racontée dans un reportage. Pourtant j'écris ici ces phrases et j'ai encore du mal à croire que ce soit vrai. Même la puissance d'évocation du mot cauchemar ne suffit pas dans un tel cas.

À la situation déjà intenable dans la majorité des États républicains quant au droit à l'avortement est donc venu s'ajouter un verdict rétrograde de la Cour suprême. C'était prévisible, bien sûr. J'ai rédigé des éditoriaux à ce sujet avant même que Donald Trump ne quitte la Maison-Blanche.

Il avait réussi à nommer, chose rare, trois magistrats au plus haut tribunal du pays. Et pas n'importe lesquels. Des juges triés sur le volet par la Federalist Society, une organisation qui s'assure de recruter les plus ultras des conservateurs.

C'était prévisible, dis-je. Mais bon nombre d'experts n'y ont pas cru pendant longtemps tant l'idée d'une telle décision leur semblait déplacée, sur le fond comme sur la forme. Et par forme, j'entends le fait que les juges actuels, avec ce verdict rendu en juin 2022, ont réduit en cendres (j'emprunte cette expression odieuse à l'ancien vice-président Mike Pence) deux décisions antérieures de leur propre tribunal.

Alex, on vient d'assister à un accident de train au ralenti.

ALEX

Les Texanes sont habituées à être brimées dans leur droit à l'avortement. Les lois et les tribunaux ont tellement changé le nombre de semaines jusqu'où l'avortement était légal et d'autres exigences qu'il était difficile de suivre ce qui était permis. Dans un cours de politiques publiques américaines que je donnais il y a quelques années, une petite équipe d'étudiants devait présenter à chaque séance les dernières nouvelles sur la politique de la semaine. À la séance sur les politiques de santé, les étudiantes responsables de la présentation, des filles brillantes en fin de baccalauréat, étaient tellement perdues dans les changements incessants sur le droit à l'avortement et le parcours sinueux des tribunaux

qu'elles ont laissé tomber leur recherche documentaire et ont appelé la clinique d'avortement de McAllen pour savoir jusqu'à combien de semaines les femmes pouvaient y obtenir leur avortement. Elles avaient apporté des petits pains sucrés typiquement mexicains pour leur présentation, ce que les étudiants ne font jamais. (Elles voulaient célébrer leur dernière présentation orale avant leur diplôme.) C'était le pire et le meilleur du Texas en même temps.

Depuis que le Texas a interdit les avortements après six semaines de grossesse, en septembre 2021, les Texanes utilisent davantage les pilules abortives que la procédure chirurgicale et se rendent dans les États voisins ou au Mexique pour se faire avorter. Les avortements chirurgicaux ont diminué de 50 % au Texas, mais ces alternatives compensaient presque entièrement les nouvelles restrictions. C'était plus simple et moins intimidant que de passer entre des manifestants qui les attendaient autour de la clinique d'avortement. Maintenant que Roe c. Wade ne tient plus et que les avortements sont illégaux au Texas, je suis quasi certaine que les pilules abortives deviendront encore plus populaires. Je prédis même que des groupes se créeront pour les apporter au Texas et dans les autres États empêchant l'avortement, à partir d'ailleurs aux États-Unis

ou à partir d'Inde. On peut déjà se faire livrer les pilules abortives d'Inde pour quelque 100 $ (et même trouver de l'aide financière si on ne peut payer). C'est pour les débrouillardes, bien sûr, mais ça augmentera néanmoins.

Je suis inquiète pour la santé future des femmes et la santé future des enfants aux États-Unis. Je suis tout aussi inquiète pour les droits futurs aux États-Unis. Les trois nouveaux juges de la Cour suprême ont donné l'impression qu'ils maintiendraient le droit à l'avortement en place lorsqu'ils ont été questionnés par le Sénat de 2017 à 2020. Qu'un droit aussi fondamental et acquis et faisant consensus que celui à l'avortement soit bafoué fait craindre le pire. Quel prochain droit sera remis en question par cette cour ultra conservatrice ? Celui à la contraception ?

ALEXANDRE

Toutes tes inquiétudes sont fondées. Sur la santé des femmes, les données qui datent d'avant l'arrêt Roe c. Wade le démontrent. Sur la santé des enfants, on me l'a confirmé. Quant à l'avenir d'autres droits fondamentaux aux États-Unis, on dirait bien qu'il s'assombrit. Le président Joe Biden a d'ailleurs dit craindre que

l'enterrement de Roe c. Wade ne soit que le prélude et que « toute une série d'autres droits » soient menacés. Il n'est pas le seul à le penser.

J'ai rencontré à Phoenix un juriste qui partageait ces craintes. Darrell Hill, directeur des politiques de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) en Arizona.

Il m'a expliqué que « lorsque la Cour suprême a légalisé l'avortement, elle a estimé que les gens ont un droit à la vie privée et à la liberté. Que c'est enchâssé dans la Constitution. » Et que c'est sur cette disposition que reposent d'autres décisions de ce tribunal, notamment celle autorisant les mariages entre conjoints de même sexe.

Or, en annulant Roe c. Wade, la Cour suprême des États-Unis a fait marche arrière en soutenant que le droit à la vie privée n'est pas protégé par la Constitution. Pour plusieurs, c'est l'équivalent d'ouvrir une boîte de Pandore.

Pour plusieurs, incluant même… un des juges conservateurs du tribunal ! Celui-ci, Clarence Thomas, l'a recommandé dans un argumentaire qui accompagnait la décision de la Cour suprême ayant renversé Roe c. Wade, à l'été 2022. Il citait même certains verdicts

rendus au cours des dernières décennies (au sujet des mariages et des relations sexuelles entre personnes de même sexe, ainsi que du droit à la contraception) en affirmant qu'ils devraient être revus.

Ce que j'ai compris, aussi, c'est que la droite religieuse n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. La voici galvanisée et confiante comme jamais ! Elle a remporté une bataille majeure et elle compte célébrer tout en continuant de mener le combat à la fois pour restreindre encore plus le droit à l'avortement (la pratique demeure légale dans environ la moitié des États), mais aussi pour remporter des victoires supplémentaires sur d'autres fronts.

Tu me permettras de citer l'ex-juge de la Cour suprême, Ruth Bader Ginsburg, pour la deuxième fois depuis le début de notre conversation. « La décision de porter ou non un enfant est centrale dans la vie d'une femme, de son bien-être et de sa dignité. Lorsque le gouvernement prend cette décision à sa place, elle est traitée inférieurement à un humain adulte et entier, responsable de ses propres choix. »

Je la cite parce qu'elle a toujours su s'exprimer avec éloquence et que ce passage, qui est devenu viral au cours des dernières années, le démontre. Mais je la cite aussi

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

parce que, paradoxalement, elle est l'une des responsables de l'annulation de l'arrêt Roe c. Wade. Elle s'est entêtée à demeurer à la Cour suprême alors que Barack Obama était président et qu'il aurait eu la chance de nommer une juge progressiste plus jeune. Ruth Bader Ginsburg était octogénaire lors du deuxième mandat du président démocrate. Il n'y a pas d'âge obligatoire auquel il faut prendre sa retraite lorsqu'on est juge à la Cour suprême des États-Unis, alors qu'au Canada, la limite est fixée à 75 ans.

Or, quand Ruth Bader Ginsburg est décédée, c'est Donald Trump qui avait pris le pouvoir. À la grande joie de ses alliés de la droite religieuse, il a nommé la juge Amy Coney Barrett pour la remplacer. Celle-ci passera à l'histoire parce qu'elle aura fait partie du groupe des cinq fossoyeurs de l'arrêt Roe c. Wade.

Je cite Ruth Bader Ginsburg, enfin, parce qu'il est important de mentionner dans notre discussion la perte de confiance à l'égard de la Cour suprême liée – notamment – au plus récent verdict sur l'avortement.

Quiconque est préoccupé par l'érosion de la démocratie aux États-Unis ne peut que s'inquiéter de voir le plus haut tribunal du pays être perçu comme un outil politique et partisan.

Et dans les circonstances, comment penser autrement ? D'ailleurs, lorsque la cause qui a mené à l'annulation de Roe c. Wade a été entendue, deux des trois juges progressistes de la Cour ont mis en garde leurs collègues à ce sujet. La légitimité du tribunal serait menacée s'il devait changer de position après l'arrivée de nouveaux membres, a déclaré le juge Stephen Breyer, nommé par Bill Clinton en 1994 et remplacé, depuis, par Ketanji Brown Jackson.

Tout ça, Alex, augure bien mal pour la suite des choses…

ALEX

Le jugement de la Cour suprême sur l'avortement se base sur une utilisation de la théorie judiciaire « originaliste », selon laquelle le texte de la Constitution des États-Unis doit être interprété littéralement. C'est, selon moi, une excuse pour émettre des opinions autrement difficiles à justifier. La Constitution ne prévoyait ni Internet ni la mondialisation et ceux qui l'ont rédigée ont intentionnellement émis des principes guidant le futur du pays et non pas des règles strictes, immuables malgré l'évolution de la société. Par ailleurs, l'avortement était légal quand la Constitution a été signée.

Comme mon amie et ancienne collègue Diana Dominguez le dit, on a l'impression qu'il sera bientôt plus facile d'acheter une arme semi-automatique qu'une pilule contraceptive. Sa prémonition est – je l'espère – exagérée, mais traduit une frustration à l'égard du manque d'action pour faire diminuer le nombre d'armes à feu.

Il y a juste trop d'armes – plus d'une par habitant – et elles sont devenues la norme. À ma première fête de l'Halloween au Texas, nous sommes allés dans un énorme magasin qui vend du matériel de chasse et de pêche, des bateaux, des vêtements de plein air, des meubles pour les chalets et des fusils. Chaque section du magasin proposait une activité liée à l'Halloween : maquillage, photos, etc. Pour obtenir des bonbons, nous devions nous rendre au comptoir des armes à feu. Des enfants faisaient la file avec leurs parents pour recevoir quelques friandises, entourés de fusils reluisants. Surréel. Aux États-Unis, en 2020, les armes à feu étaient la principale cause de mortalité chez les jeunes de 1 à 19 ans. Aucun autre pays industrialisé ne compte les armes à feu dans les dix causes principales de mortalité.

La NRA (National Rifle Association) a convaincu les républicains à la fin des années 1970 de soutenir ses idées biscornues selon lesquelles toute restriction liée

aux armes à feu violait le 2e amendement de la Constitution. Frank Smyth a écrit un livre, *The NRA: The Unauthorized History*, détaillant comment la NRA a changé son fusil d'épaule lors d'une convention en 1977, passant d'une organisation prônant l'utilisation sécuritaire des armes à feu et le maintien des habiletés des soldats à une organisation militant pour une compréhension limitée, voire fausse, du fameux amendement. Rappelons-le, cet amendement : *A well regulated Militia, being necessary to the security of a free State, the right of the people to keep and bear Arms, shall not be infringed*. Plusieurs (incluant ceux qui ont fondé la NRA) l'interprètent comme permettant un droit collectif et non individuel à l'utilisation des armes à feu. Pour sûr, l'amendement ne mentionne pas que les armes semi-automatiques devraient se trouver entre les mains de n'importe qui. Elles n'existaient pas en 1791 quand cet amendement a été ajouté à la Constitution.

Mon collègue Louis Falk explique ce qui fait peur aux membres de la NRA : ils craignent que si le gouvernement restreint un tant soit peu l'accès aux armes à feu ou crée un registre de détenteurs d'armes à feu, ce soit le début d'une série de restrictions de plus en plus exigeantes qui finissent par interdire aux individus le droit de posséder une arme à feu.

ALEXANDRE

Alex, ton anecdote au sujet des bonbons distribués au comptoir des armes à feu donne froid dans le dos. Particulièrement quand on pense à toutes ces tragédies et à tout ce sang versé aux États-Unis à cause des armes à feu. Des drames qui ont affecté je ne sais combien de familles, qui ont privé d'un parent je ne sais combien d'enfants et qui ont, car oui, ça arrive et ce ne sont pas des exceptions, privé trop de parents de leurs enfants.

La meilleure façon de bien comprendre l'ampleur du problème, c'est de jeter un œil sur les statistiques. Au sujet de la prolifération des armes à feu, d'abord. En 2021, les Américains en ont acheté 19,9 millions. Environ six armes à feu pour 100 Américains. C'est une véritable obsession nationale.

Au sujet des victimes, ensuite. En 2021, il y a eu 45 006 décès liés aux armes à feu (ce qui comprend 24 090 suicides). On a aussi rapporté plus de 40 000 blessés. Le mot épidémie, que plusieurs utilisent désormais pour parler de la violence par arme à feu aux États-Unis, est de circonstance.

Je continue ? Parmi ces décès, on signale 313 enfants de zéro à onze ans et 1 247 de 12 à 17 ans. C'est effroyable.

Jusqu'à tout récemment, quand je devais écrire sur le problème des armes à feu sur le sol américain – la plupart du temps parce qu'une autre tuerie s'était produite – je repensais souvent à la fusillade dans l'école Sandy Hook de Newtown au Connecticut en décembre 2012. Ce jour-là, 27 personnes, dont 20 enfants, ont été abattues. Les enfants étaient âgés de six et sept ans. Le tueur n'avait que 20 ans.

Même si toutes les tueries sont atroces, celle-là fut tout particulièrement insoutenable. Je n'étais pas étonné lorsque Barack Obama a pleuré à la Maison-Blanche en évoquant cette tragédie.

Puis, un drame similaire s'est produit dans ton État d'adoption, en mai 2022. Quelque dix ans plus tard. Une autre école primaire. Un autre jeune assassin (18 ans !) qui, cette fois, a pris la vie de 21 personnes, dont 19 élèves de neuf, dix et onze ans.

Ça donne d'autant plus le goût de crier qu'à peu près rien n'avait changé après la tuerie de Newtown dans le but de prévenir d'autres tragédies de ce genre.

Et le pire, c'est que c'est un cercle vicieux. Plus il y a d'armes à feu en circulation, plus il risque d'y avoir d'homicides où une de ces armes est utilisée. Et plus

il y a de meurtres, plus des Américains seront tentés de s'acheter une arme à feu. Or, plus les Américains achètent d'armes…

En 2018, après la tuerie dans une autre école américaine, celle de Parkland, je m'étais dit : ça y est, les choses vont peut-être changer. Cette fois, c'est peut-être le bon moment.

Tu te souviens ? La mobilisation dans la foulée de cette fusillade (qui avait fait 17 morts et 17 blessés), menée par des adolescents qui s'en étaient sortis indemnes, avait été particulièrement efficace. Le magazine *Time* avait souligné qu'on assistait alors au « plus fort mouvement populaire pour le contrôle des armes à feu depuis près de deux décennies ».

Bilan : pfft ! Rien n'avait changé. Les toqués du 2e amendement avaient encore gagné.

Deux des pires tueries des 30 dernières années aux États-Unis, ayant fait au total plus de 40 morts, dont la plupart avaient moins de 18 ans, n'avaient pas pu persuader les politiciens à Washington d'améliorer de façon significative le contrôle des armes à feu aux États-Unis.

Or, la tuerie de Uvalde a enfin fait bouger les élus du Congrès américain.

ALEX

Je vois deux avenues pour la réduction des morts et des blessés par armes à feu aux États-Unis.

La première est une diminution significative des ressources financières de la NRA.

La NRA organise extrêmement efficacement le lobby des armes à feu et finance les politiciens qui défendent ses idées. Même Donald Trump a déclaré après la fusillade de Parkland en Floride que les vérifications avant l'achat d'une arme à feu devraient être plus exhaustives, que les individus dangereux ne devraient pas avoir le droit de posséder des armes à feu et que les élus républicains avaient peur de la NRA. Il a changé d'avis après la réaction timide de ses collègues républicains et une rencontre avec les dirigeants de la NRA. Après tout, la NRA avait versé 30 millions de dollars à sa campagne de 2016. Mais la NRA est embourbée dans des poursuites judiciaires qui coûtent cher. Lors des élections de 2018, les groupes Giffords et Everytown for Gun Safety – les deux principaux groupes pour un meilleur contrôle des armes à feu – ont dépensé plus que la NRA.

Letitia James, la procureure générale de l'État de New York, où est enregistrée la NRA, poursuit la NRA et son dirigeant Wayne LaPierre parce que les fonds de sa fondation (enregistrée comme un organisme de charité) ont été utilisés à des fins partisanes et parce qu'il y a eu corruption : LaPierre aurait utilisé les fonds de la NRA pour des voyages personnels. Le procureur général du District de Columbia, Karl Racine, a entamé une poursuite similaire.

La Cour suprême a permis en 2019 que les familles des victimes de la fusillade de 2012 à Sandy Hook poursuivent Remington, le fabricant de l'arme de type AR-15 qui a servi au tueur. Entre autres preuves, une publicité annonçait *Consider your man card reissued* et visait les hommes instables. (Remington a dédommagé les familles avec 73 millions de dollars et fait faillite.) Depuis une loi de 2005, les poursuites n'étaient plus permises contre les fabricants d'armes à feu. Pourtant, on pouvait poursuivre les compagnies de tabac qui ont caché pendant des années que leur marchandise causait le cancer du poumon, alors il semble logique que les manufacturiers d'armes à feu qui savent vraisemblablement que leurs armes sont les préférées des auteurs de fusillades puissent, eux aussi, être poursuivis.

La deuxième avenue pour réduire les morts et blessés par armes à feu aux États-Unis est une grogne populaire qui force les élus à voter des restrictions sur les armes à feu. Je pense qu'on en a vu un bon exemple avec la loi *Safer Communities Act* de juin 2022. Les politiciens ont pris conscience qu'ils devaient agir et ils ont adopté le projet de loi le plus substantiel en matière de contrôle des armes à feu depuis près de trois décennies : la vérification des antécédents d'un acheteur potentiel de moins de 21 ans sera plus exhaustive et inclura une révision des problèmes de santé mentale, les États seront encouragés à voter des lois dites *red flag* qui permettent aux policiers de confisquer les armes d'une personne dangereuse et qui l'empêchent d'en acquérir de nouvelles et il sera plus difficile de vendre ou donner des armes entre individus.

Le sénateur républicain du Texas John Cornyn était un des instigateurs de la loi après le massacre d'Uvalde. Quand le sénateur de l'État le plus en faveur des armes à feu met toute sa réputation sur un projet de loi limitant celles-ci, c'est que le lobby a perdu beaucoup, beaucoup de poids politique… Le groupe Moms Demand Action for Gun Sense in America compte plus de membres que la NRA. Selon la firme de sondages Gallup, environ 60 % des Américains pensent que les

armes à feu semi-automatiques et automatiques devraient être bannies parce qu'elles ne servent ni à chasser ni même pour l'autodéfense ; elles ne devraient pas se retrouver entre les mains de civils qui ne sont pas formés pour des guerres dangereuses. Quelque 90 % des Américains, sondage après sondage, pensent que tous ceux qui achètent une arme à feu devraient faire l'objet de vérifications d'antécédents criminels.

Avant Uvalde, les armes à feu n'étaient pas le principal problème du pays cité dans les sondages. Je pense que les morts par armes à feu sont devenues si importantes qu'elles ont fait changer les priorités politiques des Américains, encourageant les élus à finalement s'entendre et à adopter la loi de juin 2022.

ALEXANDRE

Alex, lorsque je t'ai demandé si tu voulais réfléchir à l'avenir des États-Unis avec moi, tu m'as dit que tu avais l'impression qu'on mettait un peu trop l'accent, à l'extérieur du pays, sur le côté négatif de ce qui s'y passe. Je ne te contredirai pas. Nous, les journalistes, ce sont en général les mauvaises nouvelles qui nous intéressent. Et comme les États-Unis nagent actuellement en plein délire, nous ne manquons pas de sujets.

Mais tu as raison, tout n'est pas noir. Même en ce qui concerne les guerres culturelles. Parmi les preuves les plus évidentes, j'aimerais terminer ce chapitre en parlant des unions entre conjoints de même sexe.

Oui, bien sûr, la droite religieuse rêve encore de les interdire. Certains vont assurément redoubler d'efforts, au cours des prochaines années, pour y parvenir (et convaincre la Cour suprême de faire marche arrière sur cet enjeu également). Mais il est on ne peut plus clair que sur le plan de l'opinion publique, elle a perdu cette bataille.

Pourtant, il y a vingt ans, rares sont ceux qui auraient pu le prédire. Je me souviens qu'en 2004, j'étais en reportage à San Francisco, parce que le maire de la ville (le très charismatique Gavin Newsom, qui d'après moi se lancera un jour dans la course à la Maison-Blanche) avait autorisé les mariages entre conjoints de même sexe.

À l'époque, au Canada, des jugements rendus dans certaines provinces avaient déjà autorisé ces unions. En revanche, aux États-Unis, ce que proposait le maire de cette ville de Californie était une véritable révolution ! Même Barack Obama, lors de sa première campagne présidentielle, en 2008, soit quatre ans plus tard, avait dit s'opposer aux mariages entre conjoints de même sexe.

Cette idée, qui semblait à l'époque nettement trop progressiste pour un très grand nombre d'Américains, a depuis non seulement reçu l'aval de la Cour suprême (qui a rendu ce type d'union légal dans tous les États en 2015), mais elle suscite l'adhésion de la majorité.

La maison de sondage Gallup a indiqué en 2021 que 70 % des Américains estimaient que les mariages entre conjoints de même sexe devaient être légaux et offrir les mêmes droits qu'aux conjoints de sexe différent. En 1997, quand la maison de sondage avait posé cette question pour la première fois, seuls 27 % des Américains étaient en faveur des mariages entre conjoints de même sexe. Une nette, très nette progression en l'espace de moins de 25 ans. Les Américains les plus rétrogrades, sur cet enjeu, ont de quoi être déçus.

ALEX

Étant donné la composition actuellement hyper conservatrice de la Cour suprême, je ne sais plus si quelque loi que ce soit est garantie aux États-Unis. Mais, à long terme, le pays évolue vers des lois qui ressemblent à celles du reste du monde industrialisé.

Les États-Unis ne changent pas en vase clos. Premièrement, près de 15 % de la population est née à l'étranger, amenant une vaste connaissance du monde extérieur. Deuxièmement, les grands journaux du pays comme le *New York Times* produisent des reportages ouverts sur le monde. Par exemple, en mai 2022, le *New York Times* a démontré que la France s'est enrichie sur le dos des Haïtiens pendant des siècles. Avant, en 2015, le même journal avait montré la servitude des pêcheurs en Thaïlande et leurs liens avec la nourriture pour chats et chiens des pays industrialisés. Troisièmement, les jeunes Américains me semblent particulièrement au courant de ce qui se passe sur le reste de la planète. Le débat sur le droit à l'avortement du printemps 2022 en fait foi : les adolescents et les jeunes adultes utilisent l'argument selon lequel les autres pays riches permettent le droit à l'avortement.

Les politiciens ressentent la vague de renouvellement de l'électorat. En 2012, le Parti républicain des États-Unis a publié un grand rapport d'auto-analyse. La première page de l'introduction indiquait clairement : « Les jeunes électeurs roulent de plus en plus leurs yeux à cause de ce que le Parti [républicain] représente ». Bien sûr, Donald Trump a fait fi de ce rapport, mais les politiciens et la direction du Parti républicain savent qu'il

faut de plus en plus tenir compte du vote des jeunes. La population des États-Unis est plus jeune que celles de l'Europe de l'Ouest, de l'Australie et du Canada. Selon le bureau du recensement des États-Unis, en 2015, ce pays avait la plus grande proportion de gens de moins de 65 ans de tout le monde industrialisé : elle était de 85 % aux États-Unis contre 82 % au Canada et 73 % au Japon. Les jeunes Américains épousent davantage les idées dites libérales : ils reconnaissent l'impact négatif du racisme sur les minorités, valorisent l'immigration, acceptent l'homosexualité et les changements climatiques. Le Pew Research Center montre que seuls 12 % de la génération des millénariaux (née de 1981 à 1996) et 23 % de la génération X (née de 1965 à 1980) ont des idées conservatrices contre 31 % des baby-boomers (nés de 1946 à 1964) et 39 % de la génération silencieuse (née de 1928 à 1945). Les plus jeunes sont non seulement plus nombreux à avoir des idées libérales, mais ils ont de surcroît des idées plus libérales.

SYMPTÔME 6

À L'INTERNATIONAL, LE REPLI

Au lit avec un éléphant enragé

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

ALEXANDRE

Alex, si on veut parler du leadership des États-Unis dans le monde et, en particulier, de la relation de la première puissance mondiale avec le Canada, nous n'avons pas le choix… nous devons reparler de Donald Trump !

Je reconnais que l'attitude de Washington à l'égard du monde s'était transformée avant même l'arrivée du milliardaire à la Maison-Blanche et j'ai l'intention d'échanger avec toi à ce sujet.

Je considère, comme plusieurs, que la guerre en Irak déclenchée par George W. Bush en 2003 a été une terrible erreur dont nous découvrons encore, avec stupeur, des conséquences funestes à ce jour. Je pense aussi qu'elle a représenté un point tournant quant à l'appétit des Américains pour le rôle de gendarme du monde, gardien de l'ordre international, joué par leur pays depuis de nombreuses décennies.

Le ver était dans la pomme avant même que Donald Trump ne soit élu, donc. Mais ses quatre années dans le

Bureau ovale ont tout de même fait très mal. En matière de politique étrangère, il était comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Dans le livre qu'il a consacré à l'impact de ce président républicain sur la politique étrangère des États-Unis, *L'effet Trump*, le professeur titulaire de science politique à l'UQAM, Charles-Philippe David, le décrit comme un virus. « Il affecte (et infecte) tous les aspects de la vie politique et en particulier la politique étrangère, dans ses orientations comme dans la prise de décision qui la définit. Le résultat en est extrêmement néfaste, voire dangereux pour le rôle des États-Unis dans le monde. »

Son style présidentiel et son mode de gestion ont « considérablement nui » à « la réputation des États-Unis et à l'exercice du leadership américain dans le monde », estime le politologue.

Pire, les États-Unis représentaient « la menace la plus importante » contre l'ordre international libéral lorsque Donald Trump était président, a souligné l'expert dans un autre essai, celui-là rédigé avec la professeure en études internationales au Collège militaire royal de Saint-Jean, Élisabeth Vallet, *Comment Trump a-t-il changé le monde ?*

On ne va pas résumer ici toutes les preuves accablantes qui le démontrent, mais il est bon, tout de même, d'offrir quelques exemples.

L'un de ceux qui me semble le plus grossier aujourd'hui, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, est l'attitude de l'ancien président républicain à l'égard de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

On se souvient comment il prenait un malin plaisir à la dénigrer. À laisser entendre que les États-Unis, qui se veulent la colonne vertébrale de cette organisation, pourraient en sortir. Ou encore à insinuer qu'il pourrait, en cas de conflit, ne pas respecter l'article cinq de la charte de l'alliance, le plus fondamental, celui qui prévoit que si l'un des membres est attaqué, les autres iront le défendre.

Imaginons un peu le bonheur du président russe si Donald Trump avait fini par saborder l'OTAN !

Mais le fait est que l'ancien président républicain, justement, avait un faible pour les despotes et les autocrates. Ça aussi, ça faisait de lui une menace pour la stabilité de l'ordre international. Le prince héritier Mohammed ben Salmane, d'Arabie saoudite. Le

président turc Recep Tayyip Erdoğan. Le président nord-coréen Kim Jong-un. Le président brésilien Jair Bolsonaro. Et bien sûr le président russe. Je me demande d'ailleurs ce qui se serait passé si Vladimir Poutine avait décidé d'envahir l'Ukraine sous la présidence Trump. Est-ce que ce dernier l'aurait exonéré de tout blâme ? Les deux hommes avaient des atomes crochus. Devant Poutine, Donald Trump me faisait penser à un partisan du Canadien de Montréal qui rencontre Carey Price !

En revanche, il n'avait pas vraiment d'atomes crochus avec les plus grands alliés de son pays : les démocraties occidentales. Le Canada et plusieurs des pays membres de l'Union européenne ont été malmenés du début à la fin de son mandat. C'était pénible à voir. Et terriblement inquiétant.

ALEX

La présidence de Donald Trump a mis fin à l'intervention pro-paix des États-Unis dans le reste du monde. Il a retiré le pays de l'accord de Paris sur le climat (Joe Biden l'a réintégré en 2021) et a mis fin à l'entente sur le nucléaire avec l'Iran trois ans après que Barack Obama l'eut signée. Donald Trump a donné de la visibilité aux

despotes de Corée de Nord, de Syrie et de Russie. Au Moyen-Orient, il a déplacé l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, ce qui a enragé les Palestiniens.

Donald Trump a promu les murs anti-immigrants, affirmant en 2017 qu'un pays sans murs n'était pas un pays[7]. Il a ouvertement soutenu (en mai 2019) le mur que la Hongrie a érigé à sa frontière avec la Serbie et la Croatie.

Donald Trump a annoncé en février 2020 qu'il avait négocié avec les talibans afin qu'ils ne tuent plus de soldats américains en échange d'un retrait complet des troupes juste après son mandat, en mai 2021. Puis, son administration et lui n'ont rien fait pour préparer la fin de la guerre. En août 2021, le président Joe Biden a effectivement retiré les troupes restantes, jugeant que de les laisser en Afghanistan mènerait à une reprise des attaques par les talibans contre les soldats américains. La suite est connue : les talibans ont repris Kaboul extrêmement vite et la chute de la capitale afghane fut apocalyptique.

7. Voir le texte d'Élisabeth Vallet à ce sujet : 2022. "The World Is Witnessing a Rapid Proliferation of Border Walls." Migration Policy Institute. https://www.migrationpolicy.org/article/rapid-proliferation-number-border-walls

Donald Trump a envenimé les relations avec la Chine. Obsédé par une théorie économique du 17e siècle selon laquelle une balance commerciale négative nuit à un pays – c'est faux et David Ricardo l'a démontré en 1817 – Donald Trump a dirigé sa colère vers la Chine. Il a imposé des tarifs douaniers de 360 milliards de dollars à ce pays. Le président Joe Biden a maintenu ces tarifs, entre autres parce qu'une partie de l'électorat démocrate est en faveur, surtout depuis que la Chine n'a pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine. Pourtant, ces tarifs contribuent à l'inflation et réduisent le pouvoir d'achat des ménages américains.

Pire, avec sa logique hyper populiste sur la Chine, Donald Trump a retiré les États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste. Cet accord commercial aurait diminué l'influence de la Chine dans le commerce mondial, accru le PIB des États-Unis et amélioré les conditions de travail en Asie. Mais tout ce que Donald Trump semblait y comprendre était que l'accord encourageait les échanges mondiaux et que le président Barack Obama l'avait négocié.

ALEXANDRE

Il est vrai que Donald Trump avait promis de retirer les soldats américains d'Afghanistan en 2021, mais il est aussi vrai que Joe Biden n'avait pas besoin d'être convaincu et qu'il s'est empressé de le faire, sans même avoir veillé à planifier l'opération adéquatement. Pour rappel : lorsqu'il était vice-président des États-Unis, Joe Biden s'était opposé à l'envoi de renforts en Afghanistan, promis par Barack Obama en campagne électorale.

Pour sa part, s'il était prêt à dépêcher des milliers de soldats supplémentaires en Afghanistan, Barack Obama avait précisé que ce serait temporaire. Il s'était d'ailleurs opposé à la guerre de George W. Bush en Irak avant même son déclenchement. Et je demeure persuadé à ce jour que c'est l'une des raisons pour lesquelles il a remporté en 2008 la course au leadership du Parti démocrate contre Hillary Clinton et par la suite l'élection présidentielle contre John McCain.

Et si Barack Obama s'est laissé convaincre par certains de ses proches conseillers d'intervenir en Libye, en craignant que ne se reproduise ce qui s'était passé une quinzaine d'années plus tôt au Rwanda, il a catégoriquement refusé de s'engager en Syrie. Il a même laissé Bachar al-Assad franchir une ligne rouge – l'utilisation

d'armes chimiques – impunément (ce qui a notamment permis à la Russie d'accroître son influence dans la région).

Depuis le fiasco irakien, les États-Unis me font penser à ces superhéros de l'univers Marvel qui finissent par constater les limites de leurs pouvoirs et de l'utilisation qu'ils peuvent en faire.

Bref, le repli américain a commencé avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Mais il reste que ce dernier en aura fait quelque chose de caricatural. L'Amérique d'abord ? Les Américains étaient d'accord avec lui sur le fond, principalement en ce qui concerne le désir de ne plus mener d'opérations militaires d'envergure à l'étranger, mais pas sur la forme.

Le président républicain n'a jamais compris que le leadership américain dans le monde est indissociable, entre autres, des intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale et d'économie. Ni que la préservation de l'ordre libéral international est fondamentale pour les États-Unis.

Quant à l'importance du multilatéralisme et d'un système international basé sur des règles – pour reprendre la formule maintes fois utilisée par la vice-première

ministre canadienne Chrystia Freeland –, c'était du chinois pour Donald Trump.

La bonne nouvelle, c'est que le trumpisme n'a pas changé les États-Unis à jamais en la matière. Et que même si Joe Biden est lui aussi conscient des limites du pouvoir américain à l'étranger, il demeure persuadé que le pays doit faire preuve de leadership sur la scène internationale. « L'Amérique est de retour », a-t-il lancé à la suite de sa victoire.

Et si le fiasco afghan a pu nous faire craindre le pire, l'intérêt de Joe Biden et de son équipe pour le multilatéralisme ne s'est pas démenti et le pays a renoué avec son rôle de leader mondial dès l'invasion de l'Ukraine. Dieu merci ! L'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright avait déjà qualifié son pays de « nation indispensable ». Le rôle joué par les États-Unis dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie en est une preuve additionnelle.

On croirait un acteur qui aurait quitté la scène pendant quatre ans, au grand regret de ceux qui l'admiraient, et qui, ayant décidé d'effectuer un retour, se retrouverait immédiatement sous les feux de la rampe.

ALEX

Saturday Night Live avait tellement de bons sketchs pendant la présidence de Donald Trump sur sa relation avec Vladimir Poutine. Dans celui du 18 décembre 2016, Poutine était torse nu et espionnait le président, qui apparaissait comme trop idiot pour s'en rendre compte ; *SNL* revenait sur le possible rôle du gouvernement russe dans les élections présidentielles de 2016. La comédie a continué et l'ingérence russe aussi. La première procédure de destitution du président Donald Trump reposait sur des preuves de ses demandes d'influence de la Russie dans les élections présidentielles de 2020. Lors d'un appel téléphonique le 25 juillet 2019, Donald Trump a voulu faire chanter le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky, le menaçant de ralentir l'aide des États-Unis si celle-ci ne faisait pas enquête sur le fils de Joe Biden et ne soutenait pas la thèse selon laquelle l'Ukraine et non la Russie avait tenté d'influencer les élections de 2016.

Contrairement à Donald Trump, le président Joe Biden était prêt à affronter Vladimir Poutine. Il a siégé au comité des relations étrangères du Sénat de 1997 à 2009, où il a étudié en détail les politiques de la Russie. Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022,

Joe Biden avait déjà une opinion négative de Poutine. Dans une entrevue à ABC News en mars 2021, il avait déclaré que Poutine était un tueur (et ce n'était pas une gaffe). Le 18 février 2022, Joe Biden a officiellement annoncé que le gouvernement américain croyait que la Russie allait bientôt envahir l'Ukraine. Les États-Unis ont dévoilé des tonnes d'informations sur l'invasion imminente. C'était une stratégie peu usuelle, mais justifiée parce que les États-Unis espéraient que la Russie ferait le contraire pour montrer au reste du monde que Washington avait tort. Dès le début de la guerre, Joe Biden a utilisé tout son poids politique pour que l'Union européenne agisse contre la Russie et instaure des sanctions menaçant son économie à long terme. Et cela a fonctionné mieux que quiconque ne pouvait l'imaginer. Les pays membres de l'UE ont manifesté, en général, une solidarité étonnante.

En date de juin 2022, les États-Unis ont envoyé 54 milliards de dollars aux Ukrainiens. Cette somme correspond à plus de 0,2 % du PIB des États-Unis. Seules l'Estonie, la Lettonie et la Pologne ont fourni une part plus généreuse de leur PIB à l'Ukraine.

Comme tu dis, une chance que Donald Trump n'était pas président quand la Russie a envahi l'Ukraine. Il ne

cesse de répéter, sur plusieurs tribunes, que Vladimir Poutine est intelligent et affirme que l'invasion ne serait pas arrivée s'il avait été président.

ALEXANDRE

J'ajouterais : une chance pour le Canada que Donald Trump a perdu contre Joe Biden en 2020. Mais je précise tout de suite que puisque le trumpisme est toujours vivant et que la boîte de Pandore ouverte par l'ancien président républicain ne s'est pas complètement refermée, la stabilité de notre pays demeure en péril du fait du délire américain.

J'aime rappeler ce que Pierre Elliott Trudeau avait dit aux Américains, lors d'un passage à Washington, dans les années 1960. « Être votre voisin, c'est comme dormir avec un éléphant : quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements. » C'est tellement vrai.

Ce qui a changé, sous Donald Trump, c'est que l'éléphant n'était plus doux et placide. Non. Il était enragé.

Politiquement, le moment le plus odieux, et aussi l'épisode où la relation entre nos deux pays aura touché le

fond du baril, s'est déroulé à l'issue de la rencontre du G7 à Charlevoix.

Justin Trudeau avait alors dénoncé les tarifs imposés par la Maison-Blanche sur l'acier et l'aluminium du Canada au nom de la sécurité nationale. L'initiative américaine était considérée comme une hérésie par à peu près tous les experts de la question et le premier ministre canadien a jugé ces tarifs « insultants ».

Donald Trump a profité de l'occasion pour se comporter, une fois de plus, en saboteur sur la scène internationale. Il a renié l'accord qui venait d'être signé par les pays membres du G7 et s'est concerté avec ses proches collaborateurs pour lancer une attaque brutale contre le Canada.

Le président américain a soutenu que Justin Trudeau était « très malhonnête et faible » alors que le conseiller de la Maison-Blanche en matière de commerce, Peter Navarro, affirmait qu'il y avait « une place spéciale en enfer » pour les dirigeants comme le premier ministre canadien. Ça ne s'invente pas !

J'ai beaucoup de sympathie pour ceux qui, à Ottawa, ont dû gérer l'ouragan Trump pendant quatre ans. Il était crucial de défendre les intérêts du Canada, mais ce

faisant, on ne savait jamais quand Donald Trump allait piquer une colère (étaient-elles feintes ou authentiques, on ne le saura jamais, mais elles furent toujours très théâtrales), menacer notre pays, s'en plaindre publiquement ou carrément s'en prendre à lui.

L'exemple le plus flagrant du problème représenté par Donald Trump pour la relation canadienne aura été la renégociation forcée de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

C'est déjà loin, et comme la présidence Biden représente pour le Canada une nette amélioration en matière de stabilité et de prévisibilité, on peut avoir tendance à oublier combien ce fut pénible sous Donald Trump.

Non seulement nos élus ont-ils marché sur des œufs pendant des années, mais ils ont passé beaucoup trop de temps et ils ont déployé nettement trop d'énergie à tenter de sauver l'ALENA, une entente commerciale cruciale pour le Canada.

Ils ont tenu tête à l'administration américaine et ont sauvé les meubles. La refonte de cette entente a été baptisée l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). En anglais, c'est le United States-Mexico-Canada Agreement, dont l'acronyme est USMCA, que Donald

Trump semblait beaucoup apprécier parce que ça lui rappelait la chanson *YMCA* du groupe Village People. Je ne blague pas, il l'a dit publiquement.

En fin de compte, l'essentiel de ce que le président américain qualifiait d'un « des pires accords de l'histoire de l'humanité » a été préservé. Même le système de gestion de l'offre a survécu à l'offensive de la Maison-Blanche. Tant mieux pour l'économie canadienne. Mais vraiment… tout ça pour ça !

ALEX

Malheureusement, le protectionnisme de Donald Trump a laissé des vestiges. Alors qu'il était candidat, Joe Biden a laissé entendre qu'il encouragerait le commerce avec le Canada. Pourtant, en mai 2021, le président Joe Biden a utilisé le nouvel accord de libre-échange nord-américain, l'ACEUM, pour se plaindre du faible accès des Américains au marché de produits laitiers au Canada ; une deuxième plainte officielle a été déposée en mai 2022 parce que les États-Unis sont convaincus que le Canada n'a pas respecté la première décision (où les États-Unis ont obtenu gain de cause). En novembre 2021, le président Joe Biden a signé un décret présidentiel pour faire doubler les droits de douane

(tarifs douaniers) sur le bois d'œuvre du Canada. Aussi en novembre 2021, l'idée de Joe Biden d'élargir la loi de *Buy American* a été adoptée par le Congrès, forçant plusieurs agences gouvernementales et industries à acheter des biens produits aux États-Unis. Un rapport non partisan du service de recherche du Congrès révèle que des industriels américains ont averti que cela ferait augmenter les prix aux États-Unis et endommagerait les routes parce qu'il en coûtait moins cher et parce que les distances étaient moins longues lorsque les matériaux pouvaient être importés du Canada. En février 2022, un groupe de règlement des différends de l'ACEUM a conclu que les droits de douane américains de 18% sur les panneaux solaires fabriqués au Canada étaient injustes; pourtant, Joe Biden les a prolongés de quatre ans. Par ailleurs, le grand projet de loi surnommé *Build Back Better* n'obtiendra vraisemblablement pas les votes nécessaires au Sénat américain, mais, s'il avait été adopté, l'industrie automobile canadienne aurait souffert.

Le protectionnisme américain semble bien établi, même à l'égard du Canada. Dans le discours populaire, on utilise l'argument que le protectionnisme favorise les emplois locaux. Le protectionnisme fait surtout augmenter les prix pour les consommateurs.

ALEXANDRE

Le protectionnisme n'a pas disparu avec la fin de la présidence Trump, c'est vrai. Ce qui ne s'est pas non plus évaporé, comme nous en avons déjà discuté, c'est le danger que représente le trumpisme pour la démocratie américaine. Le Canada ne peut pas se sentir immunisé contre la maladie qui frappe son voisin. Il ne faut pas oublier que Donald Trump ou l'un de ses enfants spirituels pourraient reprendre le pouvoir dès 2024, comme nous l'avons déjà évoqué.

Mais même avec Joe Biden au pouvoir, le potentiel de nuisance du trumpisme au Canada est bien réel. L'exemple le plus concret et le plus inquiétant jusqu'ici aura été le mouvement de protestation en janvier et février 2022 à Ottawa, au Manitoba et en Alberta. Il s'est déroulé, triste hasard, un an après l'insurrection à Washington.

Quelques mois plus tard, des experts de l'Université d'Ottawa ont publié un rapport où ils affirment que le Canada a besoin, de toute urgence, d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale en raison des nombreuses menaces auxquelles nous faisons face.

Y compris celles qui sont originaires des États-Unis. Ce n'est ni une vue de l'esprit ni de l'alarmisme. Les manifestations qui ont tenu les habitants d'Ottawa en otages et perturbé le trafic ailleurs au pays en sont un exemple frappant. « Les liens entre les extrémistes de droite du Canada et des États-Unis sont rapidement devenus évidents, sans compter l'appui affiché de politiciens et de médias conservateurs américains, dont la chaîne Fox News. Cette situation ne constituait certainement pas une forme conventionnelle d'ingérence étrangère, puisqu'elle ne découlait pas des actions d'un gouvernement étranger, mais elle représentait assurément une plus grande menace à la démocratie canadienne que toute action posée par un pays autre que les États-Unis », ont écrit les experts dans leur rapport.

Au début de l'année 2022, j'ai aussi écrit sur une autre étude, celle-ci rédigée par le gouvernement canadien, sur l'état de nos institutions démocratiques. Une étude confidentielle, obtenue par mes collègues de *La Presse* à Ottawa, ayant été publiée à l'automne 2021. On y fait également état de craintes quant à l'avenir de la démocratie canadienne.

« L'instabilité et la violence observées après les élections présidentielles américaines de 2020 montrent bien qu'un

recul des acquis est même possible dans des démocraties de longue date. Ce qui s'est passé aux États-Unis doit servir de mise en garde, vu l'importance des États-Unis et l'influence qu'ils exercent à l'échelle mondiale, leurs difficultés au chapitre des normes de gouvernance démocratique et de la confiance peuvent avoir un effet particulièrement dommageable sur la démocratie dans le reste du monde », y lit-on.

Ce rapport avait été rédigé quelques mois avant les manifestations qui ont dégénéré au début de l'année 2022, mais on y constatait déjà qu'on « observe une fracture dans la cohésion sociale aussi bien au Canada qu'aux États-Unis ». La pandémie, il faut le dire, a aussi fortement contribué à la grogne de ce côté-ci de la frontière. La bonne nouvelle, par contre, c'est que la confiance à l'égard des institutions démocratiques canadiennes ne s'est pas érodée au Canada comme aux États-Unis. Et que la démocratie canadienne, en général, est actuellement plus résiliente que celle des États-Unis.

ALEX

Le populisme a le vent dans les voiles parce que les inégalités augmentent et elles augmentent en raison de facteurs très difficiles à contrôler pour les gouvernements.

Un exemple de la montée du populisme se trouve en France, où Marine Le Pen attire plus de 40 % de l'électorat et où les gilets jaunes ont paralysé le pays. Les autres pays d'Europe et l'Australie ont aussi des mouvements populistes importants. Les gouvernements contrôlent moins leurs politiques depuis la mondialisation de la deuxième moitié du 20e siècle parce qu'il y a plus d'échanges, donc moins de mainmise sur les décisions monétaires (il faut suivre le taux d'intérêt des autres pays) et macroéconomiques (taxer les compagnies devient presque impossible quand elles peuvent déménager pour choisir leur taux d'imposition). Les idées circulent plus vite, forçant les gouvernements à s'aligner sur une stratégie commune (pensons aux directives de l'Union européenne et au membership du Canada dans diverses organisations internationales). Les technologies de l'information permettent à des groupes de se former rapidement (comme le mouvement des camionneurs qui ont envahi Ottawa).

Ce qui nourrit le populisme n'est pas propre aux États-Unis : les frustrations à l'égard des politiciens qui semblent déconnectés de la population sont partout. On peut sortir d'un chapeau des problèmes aux États-Unis et affirmer qu'ils ne sont pas présents au Canada, mais cela ne constitue en rien une garantie que le

populisme ne l'emportera pas au Canada ; les forces du populisme sont plus profondes.

Une des principales failles de la démocratie canadienne est le pouvoir incomparable du premier ministre. Lorsque son parti a une majorité de sièges à la Chambre des communes, la discipline de parti et le rôle de chef du parti au pouvoir permettent au premier ministre de contrôler tous les projets de loi. Le premier ministre du Canada nomme quelque 1 300 personnes par année, sans aucune confirmation par un autre pouvoir.

La grande force de la démocratie américaine, ce sont ses institutions séparées, les *checks and balances*. Donald Trump a été restreint pendant sa présidence. La grande force de la démocratie canadienne, ce sont les provinces qui font contrepoids au gouvernement fédéral. Si un Donald Trump était élu premier ministre du Canada, les provinces pourraient lui mettre des bâtons dans les roues, à moins qu'elles ne tombent simultanément dans le populisme.

ALEXANDRE

Et le système électoral canadien est à des années-lumière de celui des Américains. Bon, j'exagère un peu, mais

tout de même, il y a une différence marquée. Un peu comme si les États-Unis conduisaient une Honda Civic alors que le Canada roule en Tesla, non ?

Nous avons énuméré depuis le début de nos échanges toute une série de faiblesses qui sapent l'intégrité des élections américaines. Et tu as bien démontré à quel point voter peut s'apparenter à un véritable chemin de croix aux États-Unis.

On pourrait faire l'exercice inverse quant aux élections canadiennes. J'ai parfois l'impression qu'il est clair pour tout le monde au Canada que voter est un droit, alors que sur le sol américain, on croirait parfois qu'il s'agit d'un privilège.

D'abord, l'organisation des élections fédérales en sol canadien n'a rien à voir avec le fouillis américain. Le directeur général des élections, un poste créé en 1920, jouit d'une sacro-sainte indépendance et administre notre système électoral avec une rigueur qui inspire confiance.

On ne verra donc pas, ici, la mise en œuvre de techniques de suppression des votes dans certaines provinces, comme c'est actuellement le cas dans plusieurs États américains.

Le redécoupage des circonscriptions électorales est fait sans partisanerie aucune et, généralement, sans controverse. Pas de *gerrymandering* de ce côté de la frontière ! Les électeurs choisissent leurs représentants, pas l'inverse !

Les règles de financement sont beaucoup plus strictes au Canada qu'aux États-Unis, où, comme tu l'as si bien expliqué, quiconque peut quasiment dépenser, de nos jours, la somme qu'il veut pour faire élire un candidat. Ou pour influencer ses idées.

Plusieurs de ces éléments sont d'ailleurs évoqués dans le rapport du gouvernement fédéral sur l'état de nos institutions démocratiques que j'ai cité précédemment. Il y a donc des raisons structurelles au fait que la confiance à l'égard de ces institutions n'ait pas chuté aussi dramatiquement au Canada qu'aux États-Unis.

Aussi, tu admettras que les politiciens canadiens se comportent généralement – et j'insiste sur le mot généralement – de façon plus responsable que leurs homologues américains. La différence entre le respect des normes démocratiques à Ottawa et à Washington est saisissante. Elle l'était encore plus lorsque Donald Trump était à la Maison-Blanche.

Il y a d'autres facteurs aussi qui semblent pour l'instant protéger davantage le Canada que les États-Unis de l'attrait pour le populisme et les politiciens autoritaires.

Par exemple, il y a nettement plus d'Américains que de Canadiens qui prônent un modèle de famille patriarcale et autoritaire – à l'opposé d'un modèle de famille parentale et altruiste. Certains pourraient être étonnés de cette référence, mais en tant que politologue, tu vois certainement où je veux en venir.

C'est le sondeur Michael Adams qui m'a expliqué ça, lorsque je l'ai interrogé dans le cadre d'un éditorial pour lequel je cherchais à prédire si l'émergence d'un candidat de type Trump est possible au Canada.

Qu'est-ce que le modèle patriarcal autoritaire ? L'universitaire George Lakoff a déjà expliqué que cette approche « repose sur une série de présupposés : le monde est dangereux et le sera toujours parce que les forces du mal y sont présentes. La vie est difficile parce qu'il y a de la concurrence. Il y aura toujours des gagnants et des perdants. Il existe un bien absolu et un mal absolu. Les enfants naissent mauvais dans la mesure où ils n'aspirent à faire que ce qui leur procure du plaisir et non ce qui est juste. Il faut donc les rendre bons. »

Or, des recherches ont démontré que les électeurs qui se réclament de ce modèle ont plus de chances de voter pour un politicien autoritaire, a rapporté Michael Adams. J'avais fait appel à cet expert parce qu'il a publié en 2017 le livre *Could It Happen Here ?* Il s'est demandé, au sujet de l'élection de Donald Trump aux États-Unis, « est-ce que ça pourrait se produire ici » ?

Il avait aussi insisté sur la différence, au sens large, entre les valeurs des Canadiens et celles des Américains. Par-dessus tout, il me disait que le compromis est dans l'ADN des habitants du Canada. Alors qu'au contraire, comme nous l'avons expliqué, le niveau de polarisation aux États-Unis est inquiétant.

ALEX

Donald Trump a surtout eu un impact non visible sur le Québec et le Canada. Mais les idées hyper populistes qu'il a encouragées ont tout de même eu un effet sur le Québec et le Canada. Karine Prémont et Marie-Eve Carignan parlent « d'émulation » dans leur livre *La Maison-Blanche vue du Québec* et donnent en exemple Maxime Bernier. L'émulation a continué après la publication de cet ouvrage en 2021. Sans Donald Trump et ses encouragements à l'égard d'une frange radicale de la

population, y aurait-il eu des camionneurs à Ottawa en janvier et en février 2022 ? Le premier ministre du Québec François Legault aurait-il demandé en mai 2022 la fermeture du chemin Roxham pour empêcher les migrants qui fuient la misère de déposer une demande d'immigration au Québec ?

Les États-Unis changent très rapidement et souvent au niveau étatique d'abord. Quand je suis au Québec, j'ai l'impression qu'il y a une grande stabilité. Le paysage urbain ne change pas trop ; au Texas, il y a des constructions partout. La population du Québec est manifestement plus âgée ; au Texas, il y a des enfants turbulents partout. Mes impressions sont confirmées par les données : le Texas se peuple vite et l'âge médian y est plus jeune que celui du pays. De juillet 2020 à juillet 2021, le Texas a ajouté plus de 300 000 personnes à sa population. Aucun autre État n'a connu une plus large augmentation. Les nouveaux Texans arrivent d'autres pays, comme moi, mais ils arrivent aussi en grand nombre de Californie et de New York, s'installent en banlieue d'Austin, de Dallas, de Houston et de San Antonio et changent le paysage politique. Ces villes votent maintenant en majorité pour les candidats démocrates et les jeunes préfèrent le programme du Parti démocrate. Pour les républicains du Texas, c'est le chant du cygne.

Je vois le Texas comme un microcosme des États-Unis du futur. Grâce à la croissance de son poids démographique, le Texas compte de plus en plus de votes à la Chambre des représentants et au collège électoral.

Tout ça pour dire que la politique aux États-Unis est à un point de bascule et Donald Trump était peut-être le cygne qui chantait le plus fort. Si je me trompe et si l'hyper populisme continue trop longtemps aux États-Unis, les politiciens québécois et canadiens finiront par adopter les mêmes stratégies que celles de l'autre côté de la frontière. Les idées des États-Unis traversent facilement les douanes.

ALEXANDRE

La bonne nouvelle, c'est que de ce côté-ci de la frontière, on fait désormais preuve de moins de naïveté. Nous savons que nous ne sommes pas complètement immunisés contre la vague antidémocratique qui fait si mal aux États-Unis. Nous avons, je crois, bien illustré les périls qui nous guettent, même si la démocratie canadienne n'est pas aussi fragile que celle des États-Unis.

Il importe maintenant de la défendre, cette démocratie, et d'éviter de laisser le champ libre aux autocrates en

devenir. Mais comment reconnaître les personnalités anti-démocratiques ? Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, que nous avons déjà cités, ont dressé une liste des « quatre indicateurs clés d'un comportement autoritaire ».

1. Rejet (ou faible adhésion) des règles du jeu démocratiques.
2. Contestation de la légitimité de l'opposition politique.
3. Tolérance ou encouragement à la violence.
4. Propension à restreindre les libertés civiles de l'opposition et des médias.

Si un politicien remplit un de ces critères, il faut commencer à s'inquiéter, disent-ils. Il s'agit donc de tenter de se prémunir contre des politiciens qui se comportent de cette façon et de poser des gestes qui vont nous permettre de protéger la démocratie et les valeurs qui nous sont chères. En ce sens, l'expérience récente des États-Unis nous offre de nombreuses leçons. Par-dessus tout, comme nous l'avons expliqué tout au long de nos échanges, des leçons de choses à ne pas faire ! Le salut des Américains dépend d'ailleurs probablement des leçons qu'ils vont eux-mêmes tirer de cette crise.

Tu as peut-être vu *La Matrice*, avec Keanu Reeves. Le personnage qu'il incarne, Neo, vit dans un monde simulé, mais il n'en sait rien. On lui donne le choix d'avaler une pilule rouge, pour ainsi s'en rendre compte, ou une bleue afin de continuer à vivre dans cet univers comme si de rien n'était.

J'ai parfois l'impression qu'avec l'élection de Donald Trump, c'est un peu comme si tous les Américains avaient avalé, de force, cette pilule rouge. Ils étaient trop nombreux à se bercer d'illusions sur l'état de leur pays depuis plusieurs décennies.

Il y a eu, c'est vrai, les attentats du 11 septembre et les deux mandats controversés de George W. Bush, mais Barack Obama a pu rapidement leur (et nous) donner l'impression d'une rédemption. Certains estimaient même que, d'une certaine façon, en portant au pouvoir un premier président noir, le pays avait renié son péché originel. Les mots « Amérique post-raciale » ont été prononcés plus d'une fois. Aussi, lorsque Donald Trump a battu Hillary Clinton, ils ont été nombreux à connaître un dur réveil.

Les Américains doivent donc aujourd'hui se regarder dans un miroir et reconnaître que leur pays s'aveuglait sur ses propres dimensions. Que l'idée d'un exceptionnalisme américain qui ferait des États-Unis le

meilleur, le plus grand, le plus fort et le plus beau pays du monde ne résiste pas à l'examen. Un modèle ? Un phare dans la nuit qui éclaire le monde ? Si cette image pouvait, jadis, sembler pertinente, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Le rêve américain qui veut que n'importe quel laissé-pour-compte puisse devenir un milliardaire du jour au lendemain, nous l'avons démontré, a du plomb dans l'aile. Et pas juste un peu. Les inégalités augmentent au même rythme que la polarisation de la société. Et les Américains qui n'ont pas de place dans l'ascenseur social contribuent, pour certains, à la montée du populisme, du ressentiment, de la colère et de l'intolérance.

Le pays qui défendait l'ordre mondial libéral et la démocratie à l'étranger se retrouve à devoir défendre la démocratie à l'intérieur de ses propres frontières ! Tâche d'autant plus difficile qu'on peine encore à comprendre à quel point la révolution en matière de communication provoquée par la domination des réseaux sociaux sape les fondements de cette démocratie, entre autres en dopant la popularité des mensonges et des théories du complot.

Il faut ajouter à ce bilan le fait que le Parti républicain est devenu une force antidémocratique et qu'un grand nombre de clones de Donald Trump sont apparus un

peu partout aux États-Unis. Si bien qu'il existe désormais une réalité parallèle dans laquelle se complaisent des millions d'Américains, convaincus que le scrutin présidentiel de 2020 était truqué.

En somme, je suis moins optimiste que toi, Alex. Mais je n'ai pas perdu espoir. Parlant de cette notion si importante, on a dit au début de notre ouvrage à quel point Barack Obama l'incarnait à une certaine époque. C'était aussi le cas, une quinzaine d'années avant lui, de Bill Clinton. Tu te souviens qu'il était carrément né à Hope, en Arkansas ? Ça ne s'invente pas, cet homme était littéralement né dans l'espoir.

Il était lui aussi un excellent orateur et je garde toujours en tête une des phrases prononcées lors de son premier discours d'investiture, une allocution où il a exhorté ses concitoyens à « faire des sacrifices pour renouveler l'Amérique », avait titré le *New York Times* en janvier 1993.

« Il n'y a rien de mauvais en Amérique qui ne puisse être guéri par ce qui est bon en Amérique », avait alors dit Bill Clinton. J'espère de tout cœur que les prochaines années ne lui donneront pas tort.

CONCLUSION

par Alexandre Couture Gagnon

Les dernières bourrasques d'un président ou la dernière bévue d'un politicien qui cherche l'attention médiatique ne donnent pas une image juste des États-Unis ; le sensationnalisme ne sert pas à grand-chose quand il est question de comprendre un pays de plus de 330 millions d'habitants. C'est un peu comme manger un hamburger dans une chaîne de restauration rapide dont le siège social se trouve aux États-Unis pour en conclure que la nourriture est mauvaise dans tout le pays.

Quand Alexandre Sirois m'a contactée pour discuter de ce futur livre, j'étais plus qu'enthousiaste. Depuis mon arrivée au Texas, je fulminais en parcourant les nouvelles québécoises et canadiennes au sujet des États-Unis : tout semblait noir. J'avais l'impression qu'on y caricaturait les États-Unis comme sous le joug d'une droite religieuse ultra conservatrice avec des idées politiques décalées du monde moderne. Il n'était nulle part

question de la séparation des pouvoirs qui empêche la domination de la politique par un monarque moderne, nulle part question du traitement relativement plus humain des enfants sans papiers dans les écoles, nulle part question des éléments positifs des États-Unis.

Je dois admettre que j'ai déchanté en rédigeant ce livre, peut-être à cause du processus littéraire ou peut-être à cause des événements politiques. Écrire avec un éditorialiste demande de se restreindre à une idée par page, bien expliquée, avec une introspection forcée. C'est différent de l'écriture universitaire où le « je » n'a pas sa place, où l'impartialité doit primer et où les nuances sont une vertu. Ce questionnement intérieur incessant m'a autant chamboulée que d'en venir à réaliser que la présidence de Donald Trump n'était pas un accident de l'Histoire. Les causes de sa victoire sont encore présentes aux États-Unis (notamment la surreprésentation des milieux ruraux dans les élections, la frustration à l'égard de la classe politique, les médias qui encouragent les opinions extrémistes et les inégalités) et le Parti républicain ne l'a pas renié parce que ses discours permettent à ses acolytes politiques d'être réélus. Si Donald Trump ne se présente pas comme candidat aux élections présidentielles de 2024, ce sera un autre républicain populiste, probablement encore plus préparé

à changer la politique américaine, de surcroît avec le soutien de la Cour suprême, devenue hyper conservatrice grâce aux trois juges nommés par Donald Trump. Il y a raison de s'inquiéter du futur des États-Unis.

Mais plusieurs éléments positifs de la politique américaine sont rarement mentionnés dans les nouvelles à l'extérieur du pays. Il y a le fait, par exemple, que les politiciens, plus polarisés que la population, devront s'adapter pour conserver leur légitimité. Surtout – et ça dépasse ce que nous visions dans ce livre, qui s'attarde au palier de gouvernement fédéral – les États-Unis sont une fédération et l'innovation en matière de politiques publiques vient souvent des États. Il existe une disparité immense entre les États pour ce qui est de l'assurance maladie, des dépenses en matière d'éducation publique, des restrictions sur les armes à feu, du droit à l'avortement, de la peine de mort et de la lutte aux changements climatiques. Souvent, ce qu'il y a de meilleur traverse les frontières des États et améliore l'ensemble du pays, voire de l'Amérique du Nord. Par exemple, la Californie est le leader nord-américain des restrictions en matière de polluants atmosphériques ; sans sa loi sur la pollution de l'air et son marché immense qui force les constructeurs automobiles à réviser

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

leur production tout entière, les voitures du continent émettraient plus de gaz à effet de serre.

Il est important de tenir compte de tout ça pour se faire une image plus juste du pays… comme il faut goûter au barbecue texan ou à la chaudrée de fruits de mer à la tomate de New York pour comprendre qu'on peut vraiment bien manger aux États-Unis.

Les États-Unis sont la plus grande puissance culturelle de la planète. Le populisme qui affecte la politique américaine pose un risque réel pour les autres pays ; ce qui émane de certains États et d'une frange du Parti républicain a un impact sur le Québec, le Canada et le reste de la planète. Mieux comprendre les États-Unis devrait encourager des politiques publiques ralentissant la montée du populisme et permettre de se préparer si des politiciens qui s'en réclament triomphent lors des prochaines élections américaines.

POSTFACE

par Élisabeth Vallet

J'ai rencontré les *Alexandre* à plus d'une décennie d'intervalle. Dans des périodes troubles dans les deux cas. Je nous revois dans notre maison d'Arlington, évoquer avec Alexandre Sirois (qui venait d'arriver comme correspondant pour *La Presse* à Washington) cette Amérique bushienne qui choisissait d'entrer en guerre en Irak… dans une capitale qui se pensait encore en état de siège. Douze ans plus tard, c'est avec Alexandre Couture Gagnon que j'ai arpenté la frontière à Brownsville, au pied du mur qui venait de scarifier le campus de part en part, alors que Trump commençait à faire son chemin dans les méandres des primaires présidentielles… Celles-là même qui allaient le consacrer quelques mois plus tard. Tous deux sont désormais des observateurs avertis de cet écosystème particulier, en profonde mutation.

Les États-Unis qu'ils analysent dans cet ouvrage sont le produit de deux siècles d'histoire, cette Histoire qui

mène le pays à changer le cours du 20e siècle en délaissant une posture isolationniste assumée au 19e. Celle qui amène Washington à occuper une place centrale sur l'échiquier mondial au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, et plus encore à la fin de la guerre froide. Celle enfin qui, par une série d'errements décisionnels, conduit le pays à accélérer son propre déclin. L'élection de Donald Trump, qui va sceller bien des évolutions amorcées parfois plusieurs décennies auparavant (du Watergate au Monicagate, des Reaganomics à la crise de 2008, de l'ère Gingritch à l'ère McConnell), est le produit de l'Histoire avec une majuscule, d'un alignement des astres qui paraît aujourd'hui inéluctable. Car ce que représentent les États-Unis sur la scène internationale désormais est avant tout l'aboutissement de ce qu'ils sont sur le plan interne.

L'assise d'une puissance, et de celle-ci en particulier, repose sur un socle commun de croyances, de foi dans les mythes fondateurs de la République, dans ses valeurs fondamentales. C'est un colosse au pied d'argile. Un titan qui, dans sa chute, pourrait entraîner tout un monde dans l'abîme. En raison de l'étendue des interdépendances politiques, et économiques, malgré la volonté de découplage de certains blocs commerciaux, tout événement aux États-Unis crée des vagues, des répliques, de

l'autre côté de la planète. La force médiatique du pays, articulée autour d'une puissance culturelle pensée en termes de *soft power*, jumelée aux effets de la mondialisation, fait résonner le moindre éternuement américain dans nos sociétés et l'amplifie sur nos scènes politiques : le mimétisme trumpien observé chez bien des leaders à travers le monde en fait la démonstration. À cela s'ajoute désormais la structure des réseaux sociaux qui alimente la désinformation aux États-Unis, comme ailleurs, à une vitesse qui ne connaît comme ralentisseur que les fuseaux horaires. Même la polarisation asymétrique que l'on observe au sud de notre frontière depuis plusieurs décennies progresse sensiblement dans toutes les démocraties à travers le monde, de manière quasi virale. La démocratie américaine, aussi imparfaite qu'elle soit, était malgré tout ce phare éclairant le monde imaginé par les Pères fondateurs. Alors qu'elle s'effrite et se délite rapidement depuis le début du 21e siècle, elle semble aspirer avec elle un monde, articulé autour des valeurs libérales, et désormais révolu.

Et s'il fallait ne trouver qu'un élément, moteur, central, de cette évolution, ce serait sans doute l'érosion accélérée du contrat social américain. Cette fragilité n'est pas nouvelle, comme en atteste l'incapacité à inclure, malgré les progrès enregistrés dans les années 1960 et 1970

avec le *Voting Rights Act* et le *Civil Rights Act*, les communautés afro-américaines, mais aussi autochtones. Les séismes qui ont secoué la société américaine en ce début de 21e siècle – avec le mouvement *Black Lives Matter* ou *Standing Rock* – ont montré la permanence de profondes fractures de la société. La période actuelle a aussi servi de révélateur de césures plus contemporaines : autant de manifestations d'échecs du fameux creuset social (le *melting pot*) alors que certaines communautés ont été stigmatisées, après des événements comme le 11 septembre, le printemps arabe, ou en raison de l'évolution des schémas migratoires. Alors que l'ascenseur social sur lequel repose le rêve américain s'est enrayé, ces groupes sociaux ont plus fréquemment été ciblés, tandis que le mal-être des *WASP* s'est accru, trouvant une illustration dans le déclin – pour la première fois en plusieurs décennies – de l'espérance de vie chez les hommes blancs, tandis que progressent deux épidémies. La première est liée à la prescription libérale, puis à la consommation accélérée des opioïdes, avec à la clé un taux de mortalité par overdose touchant toutes les strates de la société. La seconde est en prise avec la progression rapide du nombre de morts par armes à feu, tandis que le nombre de carabines, d'armes de poing et

de fusils d'assaut augmente rapidement au gré des insécurités croissantes auxquelles est confronté le pays.

C'est dans ce contexte que vont se tenir les élections de mi-mandat en novembre 2022, scrutins déterminants si on les place dans l'horizon des élections présidentielles de 2024. En effet, le cycle électoral de l'automne détermine non seulement le rapport de forces à Washington pour la deuxième partie du mandat de Joe Biden en redessinant le portrait politique des chambres au Congrès, mais il aura aussi un impact au niveau des États fédérés : les gouverneurs, les législatures, les secrétaires d'État au niveau local élus en novembre pourraient en effet jouer un rôle déterminant en 2024, lorsqu'il s'agira de certifier les votes des grands électeurs. L'emprise du côté obscur de la force sur le Parti républicain, la surprenante résonance du narratif de « l'élection volée », les « silos » médiatiques, le poids de la polarisation asymétrique, la normalisation de l'extrême droite, vont peser lourd en 2023 (année de la primaire invisible), puis en 2024 (au moment des primaires officielles). Il faut ajouter à cela le rôle inédit de la Cour suprême qui, en dépit des vains efforts du juge en chef John Roberts pour la maintenir au-dessus de l'arène politique, joue désormais un rôle partisan, et redessine rapidement les contours de la société américaine, à

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022
à louise-garon

rebours des évolutions sociétales, aux dépens de pans entiers de la population américaine.

Alors que la démocratie américaine est entrée dans une zone de turbulences, le recul qu'offre ce dialogue épistolaire permet de décrypter les arcanes d'un système politique en ébullition. Plus que jamais, le constat napoléonien selon lequel nous avons forcément la politique de notre géographie s'impose : il y a bel et bien un éléphant dans notre salon. Il reste à déterminer s'il faut mettre le service de porcelaine à l'abri pour les deux prochaines années.

REMERCIEMENTS

Merci à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la conception et à la fabrication de ce livre. À commencer par Serge Chapleau, qui nous a offert la caricature qui orne cet ouvrage. Comme ses autres œuvres, elle vaut mille mots !

Merci aussi aux bibliothécaires de l'Université du Texas Rio Grande Valley, qui ont déniché très rapidement plusieurs articles et livres utiles pour cet ouvrage.

Un merci tout particulier à celles et ceux qui ont passé nos échanges au peigne fin, leurs suggestions ont été aussi nombreuses que précieuses : Vincent Brousseau-Pouliot, Gilles Gagnon, Charles Grandmont, Isabelle Hachey, Kristen D. Kline, Judith Lachapelle, Éric Marquis, Philippe Mercure, Valérie Morel et Philippe Tardif.

De façon plus générale, merci à tous les collègues de *La Presse* dont les écrits et les conversations au sujet des États-Unis, au fil des ans, ont été éclairants. Un merci

spécial à Stéphanie Grammond, Mélanie Thivierge et Isabelle Audet pour leur soutien.

Enfin, merci à nos conjoints, nos familles et nos amis. Non seulement ont-ils nourri nos réflexions sur la politique américaine, mais sans leur soutien, ce livre n'existerait pas.

SUGGESTIONS DE LECTURE

Les livres suivants nous ont aidés à comprendre les États-Unis. Plusieurs sont cités dans notre propre ouvrage ; d'autres sont simplement des lectures qui nous semblent utiles pour mieux saisir les enjeux politiques du pays. Nous les présentons en ordre alphabétique.

Adams, Michael. 2017. *Could It Happen Here ?* Simon and Schuster.

Barr, William P. 2022. *One Damn Thing After Another : Memoirs of an Attorney General.* HarperCollins.

Brousseau-Pouliot, Vincent. 2021. *Joe Biden en 50 citations.* Éditions La Presse.

Bruder, Jessica. 2017. *Nomadland : Surviving America in the Twenty-First Century.* W. W. Norton & Company.

Chenard, Ginette. 2016. *Le Sud des États-Unis : rouge, blanc, noir.* Septentrion.

Clinton, Hillary Rodham, et Louise Penny. 2022. *État de terreur.* Actes Sud Littérature.

David, Charles-Philippe. 2020. *L'effet Trump : Quel impact sur la politique étrangère des États-Unis ?* Presses de l'Université de Montréal.

David, Charles-Philippe, et Élisabeth Vallet. 2020. *Comment Trump a-t-il changé le monde ? Le recul des relations internationales.* CNRS Éditions.

Desmond, Matthew. 2019. *Avis d'expulsion : Enquête sur l'exploitation de la pauvreté urbaine.* Lux Éditeur.

Frank, Thomas. 2018. *Pourquoi les riches votent à gauche.* Éditions Agone.

Gagné, André. 2020. *Ces évangéliques derrière Trump.* Éditions Labor et Fides.

Hétu, Richard, et Alexandre Sirois. 2012. *Sexe, fric, et vote : les clés de la Maison-Blanche.* Éditions La Presse.

Hétu, Richard. 2017. *Mes 25 ans aux USA : et puis Trump a été élu.* Éditions La Presse.

Klein, Ezra. 2020. *Why We're Polarized.* Simon and Schuster.

Krugman, Paul R. 2008. *L'Amérique que nous voulons.* Flammarion.

Martin, Jonathan, et Alexander Burns. 2022. *This Will Not Pass : Trump, Biden, and the Battle for America's Future.* Simon and Schuster.

Obama, Barack. 2020. *Une terre promise.* Fayard.

Prémont, Karine, et Marie-Eve Carignan. 2021. *La Maison-Blanche vue du Québec.* Éditions La Presse.

Putnam, Robert D. 2000. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community.* Simon and Schuster.

—. 2016. *Our Kids : The American Dream in Crisis.* Simon and Schuster.

Saez, Emmanuel, et Gabriel Zucman. 2020. *Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie.* Éditions du Seuil.

Schweizer, Peter. 2016. *Clinton Cash : The Untold Story of How and Why Foreign Governments and Businesses Helped Make Bill and Hillary Rich.* HarperCollins.

Sirois, Alexandre. 2009. *Obama : comment reconstruire l'Amérique.* Éditions Voix parallèles.

Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique* . [Il existe de nombreuses éditions et résumés de cette œuvre publiée en deux tomes, en 1835 et en 1840.]

Trump, Mary. 2020. *Trop et jamais assez : Comment ma famille a fabriqué l'homme le plus dangereux du monde.* Albin Michel.

Vance, J.D. 2017. *Hillbilly élégie.* Éditions Globe.

Woodward, Bob, et Robert Costa. 2021. *Peril.* Simon and Schuster.

Ziblatt, Daniel, et Steven Levitsky. 2019. *La mort des démocraties.* Calmann-Lévy.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 9

Introduction : Pourquoi l'Amérique pleure-t-elle ? 15

Symptôme 1 : Le Trumpisme
Le côté obscur de la Force 23

Symptôme 2 : La polarisation
Les États désunis 57

Symptôme 3 : L'érosion démocratique
Le pacte avec le diable 93

Symptôme 4 : Les inégalités
Rêve (américain) ou mirage ? 137

Symptôme 5 : Guerres culturelles et immigration
Le triomphe des rétrogrades 173

Symptôme 6 : À l'international, le repli
Au lit avec un éléphant enragé 211

Conclusion 245

Postface 251

Suggestions de lecture 263

LE DÉLIRE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Quand Donald Trump est devenu président, on a compris que les États-Unis étaient gravement malades. Et le soupir de soulagement poussé après l'élection de Joe Biden a été interrompu par… une tentative de coup d'État. Rien pour nous rassurer sur l'état de santé de la première puissance mondiale.

Au chevet des États-Unis, l'éditorialiste Alexandre Sirois et la politologue Alexandre Couture Gagnon nous proposent leur diagnostic.

Ils nous offrent une série d'échanges éclairants sur le passé, le présent et l'avenir de la première puissance mondiale. Ils explorent tous les enjeux majeurs auxquels est confronté le pays : du déclin de la démocratie à la polarisation extrême, en passant par l'accroissement des inégalités et, bien sûr, le cauchemar du trumpisme.

Résultat ? Un livre indispensable pour comprendre où s'en vont les Américains, mais aussi pour évaluer quel sera l'impact de leur délire de ce côté-ci de la frontière. Car c'est bien connu, être voisin du géant américain, c'est comme dormir avec un éléphant ! Et quand l'éléphant a la rage, ça peut être très inquiétant…

Alexandre Couture Gagnon est professeure agrégée de science politique à l'Université du Texas Rio Grande Valley aux États-Unis. Elle se spécialise dans l'analyse des politiques et la comparaison de politiques publiques. Ses travaux ont été publiés dans plusieurs revues universitaires.

Journaliste à *La Presse* depuis 20 ans, **Alexandre Sirois** est éditorialiste depuis 2015, en plus d'être l'auteur de trois essais sur la politique américaine (dont deux rédigés avec son collègue Richard Hétu). Il est coauteur de l'essai *80, 90, 100 à l'heure*, paru en 2021.

les éditions LA PRESSE

editionslapresse.ca

Licence enqc-13-461648-LIQ960656 accordée le 03 novembre 2022 à louise-garon